



Parce que le Québec a besoin
de tous ses talents

L'EFFET UQAM



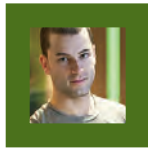
uqam.ca

SAVOIR. SURPRENDRE.



uqtr.ca

LIBRE DE VOIR PLUS LOIN



uqac.ca

UNE AUTRE FAÇON D'ÉtudIER



uqar.ca

SOIS RECONNU



uqo.ca

HUMAINE, CRÉATIVE, AUDACIEUSE



uqat.ca

UNIVERSITÉ D'AVANT-GARDE



inrs.ca

L'UNIVERSITÉ DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE



enap.ca

LE GÉNIE POUR L'INDUSTRIE



etsmtl.ca

L'UNIVERSITÉ. AUJOURD'HUI.



teluq.ca



Québec, le 18 juin 2014

Monsieur Yves Bolduc
Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche et de la Science

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 25 de la
Loi sur l'Université du Québec, je vous
transmets notre rapport annuel pour
l'exercice terminé le 30 avril 2013.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'expression de mes sentiments distingués.

La présidente,

Sylvie Beauchamp
Sylvie Beauchamp











La production du rapport annuel de
l'Université du Québec, dans sa forme
et son contenu, résulte d'un ensemble
de collaborations académiques,
techniques et administratives à
la grandeur de son réseau.

Dépôt légal : 2014
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISSN 1202-175X.

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la présidente	4
Doctorats honorifiques 2012-2013	8
Prix d'excellence 2012	12
Cercles d'excellence 2012	13
Code d'éthique et de déontologie	14
Statistiques	
Inscriptions	16
Diplômes	18
Personnel	20
Recherche	22
Données financières	24

Rapport des établissements

UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ
									
[26]	[30]	[34]	[38]	[42]	[46]	[50]	[54]	[58]	[62]

États financiers	66
------------------	----



Sylvie Beauchamp

Présidente

Denis Chalifour

LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

Conformément à la mission d'accessibilité qui leur a été confiée par le législateur, les établissements du réseau de l'Université du Québec, lequel regroupe l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), l'Université du Québec en Outaouais (UQO), l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), l'École nationale d'administration publique (ENAP), l'École de technologie supérieure (ÉTS) et la Télé-université (TÉLUQ) offrent de la formation universitaire sur l'ensemble du territoire québécois.

Les établissements sont aussi présents sur la scène internationale par leurs activités d'enseignement, de recherche et de rayonnement. De nombreux partenariats, développés par des professeurs-chercheurs, permettent aux établissements de demeurer à l'avant-garde des avancées scientifiques et d'offrir des programmes, des cours et des cheminements qui répondent aux besoins du monde d'aujourd'hui.

Enfin, les établissements du réseau offrent toute une gamme de services à la collectivité comme une autre façon privilégiée de rendre le savoir universitaire accessible à tous et à toutes, entre autres des entreprises, des syndicats, des associations de citoyens, des organisations communautaires et publiques, et des groupes des nations autochtones.

LA PRIMAUTÉ DE L'ACCESSIBILITÉ AU SAVOIR ET À LA CULTURE

Des résultats éloquentes illustrent la pertinence du mandat de l'Université du Québec :

- Quelque 95 714 étudiants étaient inscrits à l'automne 2012 dans les 10 établissements. Une forte proportion est composée d'adultes en situation de conciliation études-travail-famille et de candidats aux parcours scolaires non conventionnels ou non linéaires. De ces 95 714 étudiants, 20 163 étaient de nouveaux inscrits au premier cycle et 5 846 étaient des étudiants étrangers provenant de 110 pays;
- La présence de près de 60 % d'étudiants dont les parents n'ont pas fréquenté l'université et qui sont désignés comme étant de première génération;
- Des campus universitaires implantés dans neuf des régions administratives du Québec et des centres d'études ou des antennes des établissements dans plus de 60 villes et municipalités du Québec, en réponse aux besoins des milieux, ainsi qu'une offre élargie de cours à distance;
- Plus de 750 programmes de formation aux trois cycles, constituant un riche patrimoine disciplinaire, qui comprennent des stages dans de petites et grandes organisations des secteurs public et privé situées partout sur le territoire.

Ensemble, les dix établissements du réseau de l'Université du Québec représentent une force vive de l'accessibilité aux études supérieures. Au 30 avril 2013, 561 060 diplômes avaient été décernés.

L'INNOVATION, LA CRÉATION ET L'EXCELLENCE AU CŒUR DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE DANS DES CRÉNEAUX STRATÉGIQUES POUR LE PROGRÈS DU QUÉBEC

Pionniers de l'interdisciplinarité, les chercheurs des établissements du réseau forment une masse critique en recherche sur des thématiques stratégiques pour le Québec comme :

- La gestion durable des ressources naturelles que sont l'eau, la forêt et le sous-sol québécois;
- Le développement des villes, régions et communautés;
- La recherche-création et la pratique des arts et des lettres, notamment à l'ère de la médiatisation par le numérique;
- La santé humaine sous tous ses aspects : santé environnementale, santé mentale, génétique et biologie cellulaire, activité physique, génie biomédical, réadaptation, soins périmédicaux et gestion des services de santé.

Collectivement, les chercheurs des établissements du réseau ont obtenu des revenus de recherche totalisant 221 102 282 \$ en 2011-2012, ce qui les place :

- au 9^e rang au Canada pour les subventions de recherche du CRSNG avec 33,8 M\$;
- au 3^e rang au Canada pour les subventions de recherche du CRSH avec 8 M\$.

UN RÔLE STRUCTURANT POUR L'ESSOR DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE EN MILIEU URBAIN ET EN RÉGION

Par-delà la formation de la relève, laquelle représente une contribution stratégique pour la société québécoise, les établissements de l'Université du Québec dynamisent la vie économique, sociale et culturelle de tous les milieux où ils sont implantés. Les établissements sont :

- Des bassins de personnel hautement qualifié capables de concourir, par leur recherche ou leur expertise professionnelle, aux efforts d'organisation et de développement du milieu;
- Des lieux d'animation et de soutien à la vie culturelle et sportive locale;
- Des facteurs d'attraction générant de la visibilité et des retombées économiques, par exemple grâce aux colloques, congrès et conférences de toute nature qu'ils organisent;
- Des employeurs majeurs et des acheteurs de biens et de services.

En 2012-2013, les établissements du réseau de l'Université du Québec employaient quelque 6 742 employés réguliers, y compris 2 635 enseignants. Au cours de la même période, les établissements du réseau ont finalisé 11 projets d'immobilisations (construction ou réfection) dépassant un budget de 1 M\$, représentant des investissements totaux de 128 M\$. Également 4 autres projets ont été mis en chantier pour une valeur totale estimée à 23 M\$.

LA COLLABORATION COMME INSTRUMENT DE DÉVELOPPEMENT COLLECTIF

Pour les établissements du réseau de l'Université du Québec, le partage des ressources, des expertises et des connaissances est un élément clé pour rendre accessibles le savoir et la culture à l'ensemble de la population québécoise rapidement et à moindre coût. À titre d'exemples :

- Les trois quarts des programmes d'études offerts grâce à la collaboration de plusieurs universités québécoises impliquent au moins un établissement du réseau de l'Université du Québec. La moitié de tous ces programmes offerts en collaboration sont exclusifs au réseau de l'Université du Québec;
- La recherche et la création profitent également de la complémentarité et de la synergie qu'offrent les partenariats entre les établissements, et ce dans plusieurs domaines. De tels partenariats sont à l'origine de l'interdisciplinarité qui caractérise la formation et la recherche dans les établissements de l'Université du Québec;
- Le développement de l'offre de programmes sur le territoire repose sur une collaboration étroite entre les établissements et les intervenants du milieu, et plus particulièrement les réseaux d'enseignement collégial.

Pour soutenir et déployer cette collaboration, les établissements du réseau de l'Université du Québec se sont dotés de structures formelles de concertation et de partage d'expertise de pointe. Ils participent ainsi au maintien d'un environnement favorable à la réussite étudiante et à l'obtention du diplôme par la définition et la mise en œuvre de stratégies de soutien à l'apprentissage. Le Fonds de développement académique du réseau [FODAR] est par ailleurs un outil précieux à la disposition des établissements pour assurer le soutien financier de leurs actions collectives. 5

En 2012-2013, plusieurs projets et initiatives ont fait l'objet d'une attention particulière visant, en plus de la réussite étudiante, le développement et le transfert des connaissances sur les parcours scolaires dans l'enseignement postsecondaire, le soutien pédagogique à l'enseignement et à l'apprentissage, l'accessibilité accrue aux ressources des bibliothèques et le soutien amélioré au développement et à l'évaluation des programmes d'études.

LE SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La préparation du Sommet sur l'enseignement supérieur a sollicité beaucoup d'énergie en 2012-2013. L'expertise de l'Université du Québec a été particulièrement mise à profit lors des rencontres thématiques préparatoires au Sommet et lors du Sommet sur l'enseignement supérieur qui s'est tenu les 25 et 26 février 2013. Ainsi, en collaboration étroite avec les établissements du réseau, les équipes de l'Université du Québec ont produit, à la demande du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, deux mémoires, dont un portant sur l'accessibilité et la participation aux études universitaires et l'autre sur la contribution des établissements au développement scientifique et régional sur l'ensemble du territoire québécois. En plus de ces contributions, l'Université du Québec a également alimenté le débat en présentant des pistes de réflexion et en produisant des capsules qui ont été diffusées sur un site Web conçu spécialement pour cette occasion. Les principaux constats qui y ont été présentés sont les suivants :

- L'accès et la participation aux études universitaires constituent de formidables leviers de développement et d'épanouissement d'une société. Il importe que cette accessibilité soit considérée dans toutes ses composantes : sociale, financière, géographique et académique;

- L'étudiant universitaire d'aujourd'hui présente un cheminement moins linéaire, et son projet d'études s'inscrit dans un contexte de vie plus complexe qui exige des ressources adaptées à son parcours universitaire;
- L'offre de formation délocalisée pour les établissements du réseau de l'Université du Québec s'inscrit dans une perspective d'accessibilité géographique et de participation aux études;
- Nourrir et accroître les capacités d'apprentissage de tous ses citoyens est un devoir des sociétés et une priorité pour tous les établissements du réseau de l'Université du Québec; ainsi, l'adoption de droits de scolarité modulés selon les universités ou les disciplines limiterait l'accessibilité aux études universitaires à plusieurs groupes de la population;
- Chaque université maximise son apport à la société québécoise en misant sur ses caractères distinctifs, en adaptant son rôle à son milieu d'ancrage; en ce sens la variété des modèles universitaires représente un atout indéniable pour le Québec;
- Les trois composantes de la mission universitaire (l'enseignement, la recherche-crédation, les services à la collectivité) sont indissociables;
- L'excellence en recherche n'est pas liée à la taille de l'établissement et ne se limite pas aux facultés de médecine; de plus, l'évaluation par les pairs demeure le meilleur rempart pour en assurer la qualité;
- L'enseignement supérieur est un investissement. Un financement adéquat est essentiel pour assurer une formation de qualité avec les ressources professorales en nombre suffisant;
- Et, finalement, l'internationalisation des universités concourt à une meilleure formation des étudiants et, dans l'ensemble, à l'ouverture du Québec sur le monde.

EN CONCLUSION

Née dans l'effervescence de 1968, porteuse de changement, bâtie sur des valeurs de collaboration, de solidarité et de croissance collective, l'Université du Québec compte parmi les plus grandes innovations sociales du patrimoine québécois. Ce rapport annuel rend compte de la contribution originale des établissements du réseau de l'Université du Québec au développement de la société québécoise pour l'année se terminant le 30 avril 2013.

Liste des sigles et des acronymes utilisés dans le rapport annuel

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACFAS	Association francophone pour le savoir
ADRIQ	Association pour le développement de la recherche et de l'innovation du Québec
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
CSSS	Centres de santé et de services sociaux
DESS	Diplôme d'études supérieures spécialisées
FCI	Fondation canadienne pour l'innovation
FRQS	Fonds de recherche du Québec – Santé
FRQSC	Fonds de recherche du Québec – Société et culture
FQRSC	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MESRST	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie

DIRECTION

Sylvie Beauchamp
Présidente

Isabelle Boucher
Vice-présidente à l'administration

Lyne Sauvageau
Vice-présidente à l'enseignement
et à la recherche

André G. Roy
Secrétaire général

ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS

Présidente
Sylvie Beauchamp*
Présidente, Université du Québec

Membres
Yves Beauchamp
Directeur général, École de technologie supérieure
Sylvie Béchar
Vice-présidente, Mouvement Desjardins
Jean-François Belleau
Étudiant, École de technologie supérieure
Marc Chabot
Professeur, Université du Québec à Montréal
Daniel Coderre
Directeur général, Institut national de la recherche scientifique

Annie DesRochers*
Professeure, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Sylvie Dulude*
Directrice, Centre administratif, Caisses Desjardins de la Rive-Sud de Montréal
Martin Gauthier
Recteur, Université du Québec à Chicoutimi
Nadia Ghazzali
Rectrice, Université du Québec à Trois-Rivières
Jean-Pierre Hotte*
Administrateur
Johanne Jean*
Rectrice, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Gregory A. Lussier
Étudiant, École de technologie supérieure
Nelson Michaud
Directeur général, École nationale d'administration publique
Jean-Pierre Ouellet
Recteur, Université du Québec à Rimouski
Robert Proulx
Recteur, Université du Québec à Montréal
Nicole Rouillier*
Directrice générale, Cégep Marie-Victorin
Adam Skorek
Professeur, Université du Québec à Trois-Rivières
Jean Vaillancourt*
Recteur, Université du Québec en Outaouais

Personnes convoquées
Raymond Duchesne
Directeur général par intérim, Télé-université
Isabelle Boucher
Vice-présidente à l'administration, Université du Québec
Lyne Sauvageau
Vice-présidente à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec
Personne invitée comme représentant du personnel de soutien
Roland Côté
Université du Québec à Montréal
Secrétaire
André G. Roy
Secrétaire général

Ont siégé en cours d'année
Diane Beaudry
Présidente, Groupe conseil Projection inc.
Maud Cohen
Présidente, Ordre des ingénieurs du Québec
Claude Corbo
Recteur, Université du Québec à Montréal
Kévin Couture
Étudiant, Université du Québec à Rimouski
Guyline Dubuc
Directrice générale, Caisse Desjardins du Carrefour des Lacs
Michel Ringuet
Recteur, Université du Québec à Rimouski

* Membre du comité exécutif

CONSEIL DES ÉTUDIÉS

Présidente
Sylvie Beauchamp
Présidente, Université du Québec

Membres
Yves Bégin
Directeur scientifique par intérim, Institut national de la recherche scientifique
Jean-François Belleau
Étudiant, École de technologie supérieure
André Bourret
Directeur de l'enseignement et de la recherche, École nationale d'administration publique
René Côté
Vice-recteur à la vie académique, Université du Québec à Montréal

François Deschênes
Vice-recteur à la formation et à la recherche, Université du Québec à Rimouski
Denis Dubé
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec en Outaouais
Mustapha Fahmi
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Chicoutimi
Jean-Luc Fihey
Directeur des études et de la recherche, École de technologie supérieure
Lucie Guillemette
Vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche par intérim, Université du Québec à Trois-Rivières

Kévin Lavoie
Étudiant, Université du Québec en Outaouais
Denis Martel
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Martin Noël
Directeur de l'enseignement et de la recherche, Télé-université
Lyne Sauvageau
Vice-présidente à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec
Yves St-Pierre
Professeur, INRS-Institut Armand-Frappier
Carole Turcotte
Professeure, Université du Québec à Montréal

Jean-François Vachon
Étudiant, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Aimé Zayed
Professeur, Université du Québec à Trois-Rivières
Secrétaire
André G. Roy
Secrétaire général, Université du Québec
Ont siégé en cours d'année
Guy Cucumel
Professeur, Université du Québec à Montréal
Alain Fournier
Directeur scientifique, Institut national de la recherche scientifique

Lindsay Jacques-Dubé
Étudiante, Université du Québec à Rimouski
Jean-Pierre Ouellet
Vice-recteur à la formation et à la recherche, Université du Québec à Rimouski
Robert Proulx
Vice-recteur à la vie académique, Université du Québec à Montréal
Jean Turgeon
Directeur de l'enseignement et de la recherche par intérim, École nationale d'administration publique
Richard Villemur
Professeur, Institut national de la recherche scientifique

COMMISSION DE PLANIFICATION

Présidente
Sylvie Beauchamp
Présidente, Université du Québec

Membres
Yves Beauchamp
Directeur général, École de technologie supérieure
Isabelle Boucher
Vice-présidente à l'administration, Université du Québec

Daniel Coderre
Directeur général, Institut national de la recherche scientifique
Raymond Duchesne
Directeur général par intérim, Télé-université
Martin Gauthier
Recteur, Université du Québec à Chicoutimi
Nadia Ghazzali
Rectrice, Université du Québec à Trois-Rivières

Johanne Jean
Rectrice, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Nelson Michaud
Directeur général, École nationale d'administration publique
Jean-Pierre Ouellet
Recteur, Université du Québec à Rimouski
Robert Proulx
Recteur, Université du Québec à Montréal

Lyne Sauvageau
Vice-présidente à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec
Jean Vaillancourt
Recteur, Université du Québec en Outaouais
Secrétaire
André G. Roy
Secrétaire général, Université du Québec

Ont siégé en cours d'année
Claude Corbo
Recteur, Université du Québec à Montréal
Michel Ringuet
Recteur, Université du Québec à Rimouski

DOCTORATS HONORIFIQUES 2012-2013

Le titre de docteur *honoris causa* est octroyé à des personnes dont le mérite exceptionnel justifie un témoignage public d'appréciation et d'estime.

Madeleine Arbour



Louise Poissant, doyenne de la Faculté des arts, Claude Corbo, recteur, Madeleine Arbour, Robert Proulx, vice-recteur à la Vie académique, et Normand Petitclerc, secrétaire général.

Née à Granby dans le Québec des années 1920, Madeleine Arbour est une autodidacte qui a excellé dans les arts visuels et particulièrement en design de l'environnement, bien avant que cette expression n'existe dans le vocabulaire courant. Obligée de gagner sa vie à 17 ans, elle est embauchée comme vendeuse à la bijouterie Birks, à Montréal, où elle se fait remarquer rapidement comme étalagiste originale. Fréquentant des artistes d'avant-garde tels que Paul-Émile Borduas et Jean-Paul Riopelle, elle fait partie, en 1948, des signataires du manifeste *Refus global*, texte fondateur de l'ouverture à la modernité de l'expression artistique québécoise. Par la suite, elle travaille pendant une vingtaine d'années à la télévision, où elle contribue, en tant que conceptrice et animatrice, à diffuser des connaissances en design, en architecture et en arts visuels auprès d'un vaste public. Artiste multidisciplinaire, Madeleine Arbour a touché à tout : dessin, peinture, affiche, cinéma d'animation, sculpture, scénographie de théâtre et télévisuelle, tapisserie et courtpointe, confection de meubles et de murales, aménagement intérieur de résidences privées et d'affaires. Cette conceptrice prolifique a enseigné pendant 20 ans à l'Institut des arts appliqués de Montréal, puis au Cégep du Vieux-Montréal. Elle a été la première femme à présider le Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal, de 1989 à 1991. En 2000, le Musée national des beaux-arts du Québec lui a consacré une exposition solo et une publication originale qui célébraient la diversité de ses réalisations. Madeleine Arbour a reçu le titre de membre de l'Ordre du Canada en 1987 et de chevalier de l'Ordre national du Québec en 1999. Elle a été nommée membre de l'Académie royale des arts du Canada en 2001 et a obtenu le prix Sam-Lapointe de l'Institut de design de Montréal pour l'ensemble de son œuvre, en 2002.

5 octobre 2012

Joan W. Scott



Normand Petitclerc, secrétaire général, Anne Rochette, doyenne de la Faculté des sciences humaines, Claude Corbo, recteur, Joan Wallach Scott, Robert Proulx, vice-recteur à la Vie académique, et Yolande Cohen, professeure au Département d'histoire.

Joan W. Scott, née en 1941 à Brooklyn, a enseigné l'histoire pendant quinze ans dans plusieurs universités américaines prestigieuses, dont Brown, où elle a fondé le Pembroke Center for Teaching and Research on Women. Depuis 27 ans, elle est rattachée à l'Institut des études avancées de l'Université Princeton, où elle a été nommée, en 2000, titulaire de la Chaire Harold F. Linder. Joan Scott peut être considérée comme une pionnière aussi bien de l'histoire ouvrière que des études féministes. Sa contribution à ces deux domaines de recherche est remarquable tant par la variété d'ouvrages et d'articles publiés que par les avancées méthodologiques et critiques proposées. Elle se définit comme une historienne critique, engagée dans des champs et des objets d'étude peu exploités avant les années 1970, qui n'hésite pas à reconsidérer certaines approches analytiques pour rendre compte de réalités inédites.

Toute l'œuvre de Joan W. Scott vise à faire prendre conscience des inégalités sociales et de genre pour mieux les supprimer. Ses écrits ont été traduits en plusieurs langues, dont le japonais, le coréen, le bulgare, le polonais, l'italien, l'espagnol, le portugais et l'arabe. L'Université de Berne lui a décerné, en 1999, le prix Hans Sigrüst pour son travail remarquable en études féministes. Enfin, l'American Historical Association lui a décerné deux prix, en 1995 et 2009, pour souligner la qualité de son enseignement et de ses travaux de recherche, sans compter les sept doctorats honorifiques qui lui ont été attribués.

19 octobre 2012

Jean-Paul Gagné



Denis Bernier

Chantal Bouvier, vice-rectrice aux Affaires publiques et aux relations gouvernementales et internationales, Claude Corbo, recteur, Jean-Paul Gagné, Ginette Legault, doyenne de l'ESG UQAM, et Robert Proulx, vice-recteur à la Vie académique.

Né dans la région de Rivière-du-Loup, Jean-Paul Gagné a amorcé sa carrière en 1968 au journal *Le Soleil* à titre de journaliste économique et financier, à une époque où les journalistes qualifiés dans ce domaine étaient très peu nombreux dans les médias francophones du Québec. La décision d'entrer au journal *Les Affaires* en qualité de rédacteur en chef et d'éditorialiste, à l'automne 1980, était emballante, mais risquée, car le journal était alors déficitaire et le défi que le groupe Transcontinental lui proposait était d'en assurer la relance. Dès l'année suivante, le journal est offert en kiosque et amorce une remontée spectaculaire. Sept ans plus tard, Jean-Paul Gagné est promu éditeur adjoint de l'hebdomadaire et, en 1997, devient l'éditeur en titre et directeur général, fonctions qu'il a conservées jusqu'à sa retraite en 2007. Cette même année, il est nommé éditeur « émérite » de cet influent journal, qui compte aujourd'hui un lectorat de 275 000 personnes au Québec. Jean-Paul Gagné a été le premier journaliste économique à recevoir, en 2004, le prix Carrière de l'Association des économistes québécois, attribué par la Caisse de dépôt et placement du Québec et Merrill Lynch. Nommé administrateur de sociétés certifié du Collège des administrateurs de sociétés, en juin 2010, Jean-Paul Gagné s'intéresse à la gouvernance d'organismes sans but lucratif. À ce chapitre, il siège à plusieurs conseils d'administration, dont ceux de la Société Alzheimer Rive-Sud et de l'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec. Il a également siégé au conseil d'administration de Génome Québec de 2007 à 2012.

Gyslaine Desrosiers



Patrick Woodbury

Jean Vaillancourt, recteur, Gyslaine Desrosiers et la présidente de l'Université du Québec, Sylvie Beauchamp.

Gyslaine Desrosiers a eu une influence déterminante sur l'avancement de la profession, de la formation et de la recherche en sciences infirmières, notamment pendant les dix années qu'elle a passées à la présidence de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ). On lui doit, entre autres, la modernisation et l'élargissement substantiel du champ d'exercice de la profession, la légalisation de la pratique avancée par la réforme de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé, la création d'une spécialité infirmière en prévention et contrôle des infections et, plus particulièrement, la promotion du baccalauréat en sciences infirmières comme formation unique menant à l'obtention du droit de pratique au Québec. Soucieuse d'assurer la qualité des soins infirmiers, elle a su faire reconnaître l'aspect évolutif des connaissances en santé et l'importance de leur mise à jour. Elle a également démontré son leadership lors de la ratification d'ententes entre divers partenaires, dont les universités québécoises, le Collège des médecins, l'Ordre des pharmaciens du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec. Il n'est donc pas étonnant, avec un tel parcours, que son profil ait été publié dans le répertoire *Femmes de tête/Women in the Lead* en 2006, et que la revue *Châtelaine* l'ait incluse en 2009 dans son palmarès des 100 femmes qui marquent le Québec.

Jean-Yves Guindon



Patrick Woodbury

Jean Vaillancourt, recteur, Jean-Yves Guindon et la présidente de l'Université du Québec, Sylvie Beauchamp.

Natif de Buckingham en Outaouais, Jean-Yves Guindon a connu un parcours original. Épris d'art depuis sa tendre enfance, il exprime d'abord cette passion par la poésie, la musique, la sculpture et les arts visuels. L'absence de formation en art en Outaouais l'amène toutefois à se tourner vers la récréologie. Diplômé en 1973, il amorce une carrière de gestionnaire de centres communautaires à Ottawa et occupe par la suite divers postes de direction à la Société d'aménagement de l'Outaouais. C'est finalement à titre de directeur de l'Aéroport de Gatineau qu'il conclut sa carrière de gestionnaire, puisqu'une formation auprès de l'artiste Zoltan Szabo, en 1980, vient marquer un tournant dans sa vie. Il décide dès lors de se consacrer exclusivement à l'aquarelle. Son style et ses techniques, qu'il peaufine depuis plus de vingt ans, font de lui l'un des meilleurs aquarellistes du Québec, une notoriété qui transcende nos frontières. Ses œuvres, très populaires, ont d'ailleurs été offertes aux présidents Georges W. Bush et Felipe Calderon lors du Sommet de l'ALENA, tenu à Montebello en 2007. En plus d'être reconnu internationalement, l'artiste a reçu de nombreuses distinctions, dont les titres d'Ambassadeur régional, d'Académicien et d'Académicien-conseil de l'Académie internationale des Beaux-Arts du Québec et celui d'Académicien associé supérieur de l'Académie française des Beaux-Arts de Saint-Louis, en France.

Alain Boudou



Josée Lecompte

Sylvie Beauchamp, présidente de l'Université du Québec, Alain Boudou et Daniel Coderre, directeur général.

Biologiste de formation, Alain Boudou a complété une maîtrise de biologie-écologie et une agrégation de sciences biologiques à l'Université de Toulouse III. En 1982, il obtient un doctorat d'État de l'Université de Bordeaux 1, où il fera carrière. Ses recherches portent sur l'étude des mécanismes de contamination d'organismes aquatiques par les métaux traces et sur les liens entre des problèmes environnementaux et de santé humaine. En 2005, il est élu président de l'Université de Bordeaux 1. Sous son leadership, la notoriété de l'Université s'accroît à l'échelle nationale et internationale. Bordeaux 1 deviendra d'ailleurs en 2011 l'une des trois universités lauréates du projet Campus d'excellence, un projet à vocation internationale qui a favorisé, entre autres, le renforcement des collaborations avec l'INRS dans le domaine de l'eau et de l'environnement et dans celui de la photonique et des lasers. Alain Boudou préside actuellement le Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) associant les quatre universités bordelaises. Il est l'un des instigateurs de ce projet ambitieux auquel participent plus de 500 intervenants. Ce projet s'inscrit dans l'Opération campus, un chantier de modernisation des universités françaises unique en son genre. Professeur exceptionnel, Alain Boudou se distingue par ses capacités à concevoir et à réaliser des projets novateurs et structurants, tant pour la communauté universitaire que pour l'ensemble de la société.

3 novembre 2012

Ashok K. Vijn



Josée Lecompte

Sylvie Beauchamp, présidente de l'Université du Québec, Ashok K. Vijn et Daniel Coderre, directeur général.

Ashok K. Vijn est un chercheur de réputation internationale. Titulaire d'une maîtrise de l'Université de Panjab, il a complété un doctorat en électrochimie à l'Université d'Ottawa en 1966. Après avoir travaillé aux États-Unis comme chimiste sénior, il s'est joint en 1969 à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec, où ses découvertes ont transformé les fondements de l'électrochimie. En plus de changer les manières d'aborder de nombreux phénomènes comme l'électrolyse, la corrosion ou le comportement des semi-conducteurs, Ashok K. Vijn a tracé la voie à de nouvelles recherches appliquées dans des domaines comme l'énergie, l'environnement et l'industrie. Son apport scientifique a été souligné par de nombreuses distinctions, dont la médaille de l'Institut canadien de la chimie et les prix Noranda, Urgel-Archambault, de l'Acfas, Izaak-Walton-Killam, du Conseil des arts du Canada, et Marie-Victorin, du gouvernement du Québec. Récipiendaire de l'Ordre du Québec, du Canada et de St. John of Jerusalem, il a également reçu le titre de *Fellow* de nombreuses académies nationales et internationales, dont la Société royale du Canada, au sein de laquelle il a présidé l'Académie des sciences. Ashok K. Vijn est aussi un fidèle collaborateur de l'INRS depuis plusieurs années, notamment à titre de professeur invité et de directeur de thèse au Centre Énergie Matériaux Télécommunications.

3 novembre 2012

Jean-Charles Guibert



Daniel Coderre, directeur général, et Jean-Charles Guibert.

Jean-Charles Guibert occupe les postes de directeur de MINATEC, campus d'innovation en micro et nanotechnologies, et de directeur de la valorisation au Commissariat de l'énergie atomique (CEA). Ingénieur en matériaux et spécialiste de la lithographie, il a joué, dans les années 1980 et 1990, un rôle de premier plan dans le développement du Laboratoire d'électronique et de technologies de l'information du CEA, un des principaux centres européens de recherche appliquée en électronique. En plus d'avoir mis en place avec succès le premier projet européen sur la lithographie à 193 nanomètres, il a contribué à la réalisation d'un programme européen en microélectronique de pointe et d'un autre en lithographie extrême UV regroupant toutes les compétences françaises dans ce domaine. En 2000, il a été un acteur central du projet MINATEC, un modèle unique en Europe, qui repose sur une collaboration étroite entre la recherche, l'industrie et l'éducation, et qui s'inscrit au cœur d'enjeux scientifiques et technologiques touchant la santé, l'énergie et la communication. Expert pour la Commission européenne, il est aussi fortement engagé dans le développement des nanotechnologies, notamment au sein du réseau Nanoforum. Dans ses diverses fonctions, Jean-Charles Guibert a toujours valorisé la coopération scientifique. Il a d'ailleurs tissé des liens privilégiés avec les chercheurs du Centre Énergie Matériaux Télécommunications de l'INRS.

18 novembre 2012

Jean-Marc Thomas



Yves Beauchamp, directeur général, et Jean-Marc Thomas.

Jean-Marc Thomas a fait ses études à l'Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace, référence mondiale en formation et recherche dans ces domaines, où il a obtenu son diplôme en 1972. Il amorce sa carrière à Toulouse pour la compagnie Aérospatiale, où il agit très activement en recherche et développement et assume de nombreux postes de direction. À la création de la European Aeronautic Defence and Space Company (EADS), en 2000, il est nommé vice-président principal, Industrie-Recherche & Technologie-Qualité. À partir de 2002, il accepte d'importantes responsabilités pour Airbus France. En 2010, on lui confie la direction du projet de l'Institut de recherche technologique (IRT) en Aéronautique, Espace et Systèmes embarqués de Toulouse. Enfin, en 2011, il rejoint le siège d'EADS France à titre de vice-président principal, Recherche et Innovation. Retraité d'EADS/Airbus depuis le printemps 2012, Jean-Marc Thomas aura été un acteur incontournable de l'industrie aéronautique française et internationale. Son parcours démontre une compréhension profonde des liens qui doivent prévaloir entre l'industrie et la recherche universitaire dans le développement de technologies innovantes et un souci de stimuler la relève en sciences et en technologie.

18 novembre 2012

Christian Esteve



Dominique Nadeau, président du conseil d'administration de l'ÉTS, Yves Beauchamp, directeur général, Christian Esteve et Michel Robitaille, délégué général du Québec à Paris.

Christian Esteve est diplômé de la promotion 1973 de l'École des Hautes Études Commerciales à Paris. Il amorce sa carrière dans le secteur financier, puis fait son entrée dans celui de l'automobile, chez Renault S.A, où son savoir-faire de gestionnaire est largement mis à contribution dans les dossiers hautement stratégiques. En 1987, il participe à la cession d'American Motors à Chrysler. Il joint ensuite Renault-UK, en Grande-Bretagne, et Renault France, où il devient directeur en 1991. En 1998, il est chargé des négociations du rachat du manufacturier automobile roumain Dacia. De retour en France, cinq ans plus tard, il est nommé secrétaire général adjoint de Renault et directeur des Services à l'entreprise. En 2007, il accède au poste de vice-président sénior de la région Euromed de Renault. Monsieur Esteve est aussi actif dans le milieu de l'enseignement supérieur puisqu'il est, depuis 2005, président du Conseil d'administration de l'Université de Technologie de Compiègne, un partenaire de l'ÉTS. En 2011, il devient chef du Service des entreprises, du transfert de technologie et de l'action régionale à la Direction générale de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France.

18 mars 2013

Fernand Grenier



Raymond Duchesne, directeur général par intérim, Fernand Grenier, Sylvie Beauchamp, présidente de l'Université du Québec, et Vincent Tanguay, président du conseil d'administration.

Géographe émérite, historien et professeur, Fernand Grenier est né le 31 mars 1927 à East Broughton Station, au Québec. Brillant élève, c'est avec un baccalauréat ès arts, un baccalauréat en philosophie, une licence ès lettres, histoire et géographie, ainsi qu'un diplôme d'études supérieures en histoire de l'Université Laval qu'il part étudier à la Sorbonne. Il en sort en 1955 avec un diplôme d'études supérieures en géographie et revient à l'Université Laval, cette fois comme professeur à l'Institut de géographie. En 1973, il devient le premier directeur général de la TÉLUQ, une fonction qu'il occupera jusqu'en 1980. L'action de Fernand Grenier a été déterminante dans l'histoire de la TÉLUQ. Universitaire réputé et administrateur adroit, il a guidé les premiers pas de ce jeune établissement et l'a puissamment aidé à trouver sa place sur la scène universitaire du Québec. Son souvenir et son influence sont encore perceptibles aujourd'hui au sein de l'établissement. Au moment de célébrer son 40^e anniversaire, la TÉLUQ a tenu à manifester sa reconnaissance à ce visionnaire qui n'a pas hésité à se lancer dans la formation universitaire à distance, à une époque où rien ne laissait entrevoir la popularité dont elle jouit aujourd'hui.

4 avril 2013

PRIX D'EXCELLENCE 2012

Prix d'excellence en recherche et création, volet carrière

Professeur d'écologie comportementale au Département des sciences biologiques de l'Université du Québec à Montréal depuis juillet 2000, et actuellement vice-doyen à la recherche de la Faculté des sciences, Luc-Alain Giraldeau est un professeur-chercheur d'envergure internationale dont les travaux de pionnier ont marqué de manière décisive et durable tout le domaine de l'éthologie et des sciences du comportement animal.



Prix d'excellence en recherche et création, volet réalisation

Professeur-chercheur au Département de biologie, chimie et géographie de l'Université du Québec à Rimouski et spécialiste de l'écologie arctique, Joël Bêty a entrepris une étude expérimentale de très grande envergure sur les migrations aviaires vers le Grand Nord canadien. Son projet très ambitieux réalisé sur un gradient de plus de 3000 km a démontré

une diminution graduelle des risques de prédation sur les proies terrestres en fonction de la latitude.

Prix d'excellence en enseignement, volet carrière

Diplômée du Conservatoire d'art dramatique de Montréal, Martine Beaulne a étudié le jeu avec plusieurs grands maîtres internationaux et a participé à plusieurs productions théâtrales à titre d'interprète, de créatrice et de metteuse en scène. Elle est professeure à l'École supérieure de théâtre de l'Université du Québec à Montréal depuis quelque vingt ans. Sa pédagogie innovante, liée à la formation en travail physique, une compétence qu'elle a acquise, entre autres, auprès de maîtres japonais, transparait dans son enseignement et dans son approche unique de formation de l'acteur.

Prix d'excellence en gestion, volet carrière

Johanne Brouillette œuvre aux Services financiers de l'Université du Québec à Montréal depuis plus de trente ans. Engagée à titre d'agente de gestion financière en 1981, elle a progressivement gravi tous les échelons, accédant en 2005 au poste de directrice des Services financiers. Travailleuse acharnée, elle est une professionnelle de grand talent. Sa rigueur, sa maîtrise des enjeux financiers et son engagement ont contribué, au cours des cinq dernières années, au redressement de la situation financière de l'établissement.



Johanne Brouillette, Denis Dubé, Sylvie Beauchamp, présidente de l'Université du Québec, Luc-Alain Giraldeau, Martine Beaulne. Au centre, Michel Gosselin. Absent, Joël Bêty.

Prix d'excellence en gestion, volet carrière

Denis Dubé s'est joint à l'Université du Québec en Outaouais en 1985. Il est vice-recteur à l'enseignement et à la recherche depuis 1998, une longévité inégalée dans une telle fonction au sein du réseau. Complexe, son poste englobe quatre décanats : études, recherche, gestion académique, formation continue et partenariats, ainsi que la gestion du Service de la bibliothèque, du Bureau du registraire, des services aux étudiants et de la Direction du soutien aux études au campus de Saint-Jérôme. Son esprit visionnaire a permis de mettre de l'avant des projets novateurs et d'assurer le développement de l'UQO.

Prix d'excellence en gestion, volet réalisation

Directeur du Service des technologies de l'information à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Michel Gosselin est l'un des principaux artisans de l'infrastructure régionale de l'Abitibi-Témiscamingue qui s'étend sur 1 500 km et qui a nécessité 10 ans de travail et 20 M\$ en investissement. Ce réseau a permis de brancher 300 édifices publics dans 62 municipalités, sans oublier l'UQAT, avec ses 3 campus, ses 7 centres, ses 3 points de service et ses laboratoires de recherche. Au-delà des retombées pour l'UQAT, cette infrastructure constitue un véritable outil de développement socioéconomique, culturel, scientifique et technologique pour la région.

CERCLES D'EXCELLENCE 2012

Michel Lizée



Richard Chahine



Hubert Gascon



Line Blais



Annie DesRochers



Jean Turgeon



Robert Sabourin



UQAM ■ Michel Lizée, coordonnateur du Service aux collectivités, et Claude Corbo, recteur.

UQTR ■ Richard Chahine, professeur au Département de génie électrique et génie informatique, et Nadia Ghazzali, rectrice.

UQAR ■ Hubert Gascon, professeur au Département des sciences de l'éducation, et Michel Ringuet, recteur.

UQO ■ Line Blais, chargée de gestion au Bureau du registraire et des services aux étudiants, et Jean Vaillancourt, recteur.

UQAT ■ Annie DesRochers, professeure-chercheuse à l'Unité de recherche et de développement forestiers, et Johanne Jean, rectrice.

ENAP ■ Jean Turgeon, professeur titulaire, et Nelson Michaud, directeur général.

ÉTS ■ Robert Sabourin, professeur au Département de génie de la production automatisée, et Yves Beauchamp, directeur général.

MISE EN APPLICATION

Au cours de l'année 2012-2013, le comité d'éthique et de déontologie de l'Université du Québec, responsable de la mise en œuvre du code d'éthique et de déontologie applicable aux membres de l'Assemblée des gouverneurs, n'a été saisi d'aucune demande d'avis ni d'aucune allégation de manquement aux dispositions de ce code.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

1. Titre

Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec.

2. Préambule

Le présent code a pour objet d'établir des règles de conduite applicables aux membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec en vue de maintenir et de promouvoir l'intégrité, l'objectivité et la transparence de leurs fonctions à titre d'administrateurs, de façon à préserver leur capacité d'agir au mieux des intérêts et de la mission de l'Université du Québec et à inspirer la plus entière confiance auprès du public.

À ces fins, l'Assemblée des gouverneurs adopte les règles qui suivent conformément aux dispositions de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*.

3. Champ d'application

Chaque membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu de se conformer aux règles de conduite prescrites par le présent code. Un membre est en outre tenu aux devoirs et obligations prescrits par les lois et règlements qui régissent l'Université du Québec, par les dispositions applicables de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* [L.R.Q. c. M-30] et ses règlements concernant l'éthique et la déontologie, ainsi que par les articles 321 à 326 du Code civil du Québec.

4. Devoirs généraux

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans l'exercice de ses fonctions, agir avec intégrité, indépendance, loyauté et bonne foi au mieux des intérêts de l'Université du Québec, et avec soin, diligence et compétence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable.

Il doit organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

5. Règles relatives à l'utilisation des biens et ressources de l'Université du Québec

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas confondre les biens de l'Université du Québec avec les siens. Il ne peut utiliser les biens et ressources matérielles, physiques ou humaines de l'Université à son profit ou au profit de tiers, à moins d'avoir obtenu une autorisation préalable.

6. Règles relatives à l'information

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Il ne peut utiliser à son profit ou au profit d'un tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

7. Règles de conduite sur les conflits d'intérêts

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.

8. Situations de conflit d'intérêts

Constitue une situation de conflit d'intérêts :

- a) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt personnel et distinct dans une délibération de l'Assemblée des gouverneurs;
- b) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans une entreprise qui transige ou est sur le point de transiger avec l'Université du Québec;
- c) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans un contrat ou une transaction, ou un projet de contrat ou de transaction, avec l'Université du Québec;
- d) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs occupe une fonction de direction au sein d'une entreprise ou d'un organisme dont les intérêts entrent en concurrence avec ceux de l'Université du Québec.

9. Intérêts incompatibles avec la charge d'administrateur et retrait de la séance lors de délibérations sur les conditions de travail, conventions collectives ou protocoles d'entente

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

- a) le président de l'Université;
 - b) le recteur de chaque université constituante;
 - c) les quatre personnes désignées parmi les directeurs généraux des instituts de recherche et des écoles supérieures;
 - d) les professeurs et les étudiants;
- ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et les devoirs de leurs fonctions. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt leur échoit par succession ou par donation, pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec diligence.

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

- e) les membres provenant des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail;
 - f) le membre provenant du milieu de l'enseignement collégial;
- qui ont un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Université du Québec doivent, sous peine de déchéance de leur charge, le dénoncer par écrit au président de l'Assemblée des gouverneurs et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle ils ont leur intérêt ou à toute séance au cours de laquelle leur intérêt est débattu.

Le membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante ou d'une école supérieure qui fait partie de l'Assemblée des gouverneurs à titre de professeur ou d'étudiant, doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question concernant les négociations relatives à la convention collective ou au contrat collectif de travail en tenant lieu qui le régit ou qui régit d'autres membres du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche ou d'une école supérieure.

Un membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche ou d'une école supérieure doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question dans laquelle il a un intérêt personnel et distinct.

10. Règle prohibant l'acceptation de cadeaux ou d'autres avantages

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et de valeur modeste. Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur.

11. Règle prohibant l'acceptation de faveurs ou d'avantages

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

12. Règle prohibant l'influence

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.

13. Règles applicables après la cessation des fonctions

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs qui a cessé d'exercer sa charge d'administrateur doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de sa charge antérieure.

Dans l'année qui suit la fin de sa charge d'administrateur, un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public au sujet d'une procédure, d'une négociation ou d'une autre opération à laquelle l'Université du Québec est partie, ne peut donner des conseils, ni agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à cette procédure, cette négociation ou cette autre opération.

Pendant la même période et dans les mêmes circonstances, les membres de l'Assemblée des gouverneurs ne peuvent traiter avec la personne visée au premier alinéa.

14. Mécanismes d'application

14.1 Comité d'éthique et de déontologie

Le comité d'éthique et de déontologie relève de l'Assemblée des gouverneurs. Il est formé de trois [3] membres de l'Assemblée, dont un président, désignés par l'Assemblée des gouverneurs pour une durée de trois [3] ans. Le secrétaire général, ou son mandataire, agit comme secrétaire.

Lorsqu'un membre du comité d'éthique et de déontologie est visé par une allégation découlant de l'application du présent

code, l'Assemblée des gouverneurs doit pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais.

14.1.1 Mandat du comité

Le comité a pour mandat :

- a) de remplir les responsabilités qui lui sont confiées par le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec;
- b) de diffuser et de promouvoir ce code d'éthique et de déontologie auprès des membres de l'Assemblée des gouverneurs;
- c) de présenter à l'Assemblée des gouverneurs un rapport annuel et toutes recommandations qu'il juge appropriées en matière d'éthique et de déontologie. Le comité indique dans son rapport annuel le nombre de demandes d'avis qu'il a reçues ainsi que le nombre de dossiers d'allégations de manquements au code d'éthique et de déontologie dont il a traité au cours de l'année et leur suivi;
- d) de conseiller les membres de l'Assemblée des gouverneurs sur toute question relative à l'application du code d'éthique et de déontologie.

14.1.2 Pouvoirs du comité

Outre les pouvoirs qui lui sont conférés par le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, le comité d'éthique et de déontologie peut :

- a) établir ses propres règles de fonctionnement et de régie interne, dont il informe l'Assemblée des gouverneurs;
- b) procéder à toute consultation qu'il juge utile à l'exécution de son mandat.

14.2 Traitement des allégations de transgression du code

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ou l'Assemblée des gouverneurs, lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire qu'une contravention au présent code a été commise, peut en saisir, par écrit, le président du comité d'éthique et de déontologie et lui remettre tous les documents disponibles et pertinents.

Le comité d'éthique et de déontologie détermine, après examen, s'il y a matière à ouvrir un dossier. Dans l'affirmative, il avise, par écrit, la personne concernée des manquements qui lui sont reprochés et lui remet copie de tous les documents et de toute autre information à son dossier se rapportant aux manquements reprochés.

Le comité d'éthique et de déontologie rencontre la personne concernée ainsi que toute autre personne dont il estime la présence pertinente afin de recueillir leurs observations et points de vue.

Lorsque le rapport du comité d'éthique et de déontologie conclut qu'il y a eu contravention au présent code et recommande une sanction, l'Assemblée des gouverneurs donne à la personne concernée l'occasion de présenter son point de vue. Elle rend sa décision par scrutin secret.

14.3 Sanctions

Une contravention au présent code peut donner lieu à un avertissement, à une réprimande, à une demande de corriger la situation qui a généré la transgression du code, à une demande de révocation à l'autorité compétente si le manquement est grave ou s'il y a refus de donner suite à la décision de l'Assemblée des gouverneurs faisant état d'une demande de correction de situation.

14.4 Mesures provisoires

Lorsqu'une situation urgente nécessite une intervention rapide ou dans un cas présumé de faute grave, le comité d'éthique et de déontologie peut faire une demande à l'autorité compétente de relever provisoirement de ses fonctions le membre à qui l'on reproche une contravention au présent code, le temps nécessaire pour examiner la situation et prendre la décision appropriée.

14.5 Demande d'avis

L'Assemblée des gouverneurs ou l'un de ses membres peut demander l'avis du comité d'éthique et de déontologie sur la conformité d'une conduite ou d'une situation donnée avec le présent code.

15. Disposition finale

Entrée en vigueur

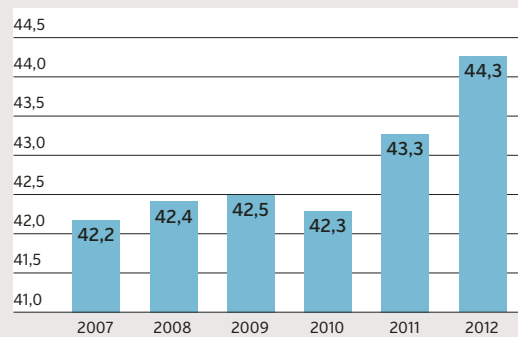
Le présent code entre en vigueur dès son adoption¹ par l'Assemblée des gouverneurs.

¹ Adopté par l'Assemblée des gouverneurs, le 9 décembre 1998, résolution 1998-16-AG-R-200.

LES INSCRIPTIONS¹

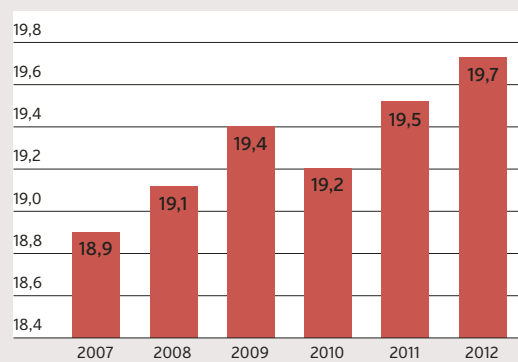
[1]

Inscriptions au baccalauréat à temps plein sur les inscriptions de 1^{er} cycle (en %)



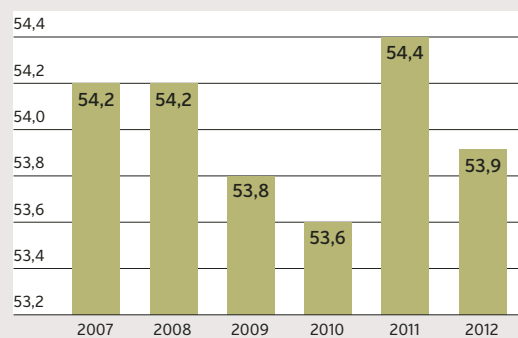
[2]

Inscriptions aux cycles supérieurs sur l'ensemble des inscriptions (en %)



[3]

Proportion de femmes aux cycles supérieurs (en %)



Inscriptions à l'automne 2012

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Nombre total d'inscriptions ²	40 766	13 299	6 868	6 718	6 383	3 353	726	1 937	6 740	8 922	95 712
En équivalence au temps plein de l'année 2012-2013	26 458	9 319	4 723	4 193	4 164	1 774	415	806	5 792	3 685	61 329
Nouveaux dans l'établissement au 1 ^{er} cycle	7 935	3 064	1 401	1 435	1 554	795	s. o.	s. o.	1 441	2 538	20 163

À l'automne 2012, l'Université du Québec comptait 95 712 étudiants, ce qui représente une augmentation de 2 % par rapport à l'automne précédent. Au premier cycle, le nombre d'étudiants s'inscrivant pour la première fois dans un établissement du réseau de l'Université du Québec représente 26,2 % des étudiants. La proportion d'étudiants de deuxième cycle se situe à 15,5 % de l'ensemble des étudiants, alors que celle des étudiants de troisième cycle se situe à 4,2 %. Soulignons que le volume des étudiants de deuxième et de troisième cycles a enregistré une croissance de 13,7 % depuis l'automne 2007.

Indicateurs (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
% d'inscriptions au baccalauréat à temps plein sur l'ensemble des inscriptions de 1 ^{er} cycle ³	46,6	51,5	55,1	47,8	55,6	32,8	s. o.	s. o.	57,7	3,5	44,3
% d'inscriptions aux cycles supérieurs sur l'ensemble des inscriptions	19,3	17,4	16,6	15,6	17,0	17,8	100,0	100,0	20,9	8,5	19,7
% de femmes aux cycles supérieurs	54,9	60,3	53,0	60,5	60,1	68,2	47,1	54,2	19,1	66,1	53,9

À l'automne 2012, 44,3 % des étudiants de premier cycle à l'Université du Québec étaient inscrits à temps plein à un programme de baccalauréat (figure 1). Le poids relatif des étudiants aux cycles supérieurs continue d'augmenter et atteint maintenant 19,7 % (figure 2), alors qu'il était de 18,9 % en 2007. En ce qui concerne la proportion de femmes aux cycles supérieurs, elle se situe à 53,9 % (figure 3), alors que la proportion de femmes sur l'ensemble des inscriptions se révèle relativement stable depuis plusieurs années, et se situe à 60,7 % à l'automne 2012.

- 1 Source : Système PRISME, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche (traitement en date du 31 mars 2014).
- 2 Les données incluent les programmes d'échange et les programmes relevant de l'entente sur les transferts de crédits gérée par le BCI (Bureau de coopération interuniversitaire, anciennement connu sous le nom de la CREPUQ).
- 3 Les données incluent les doctorats de premier cycle et les programmes de majeure.

Répartition selon le genre de programme (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Baccalauréat ³	50,0	55,5	58,3	63,3	65,0	35,6	s. o.	s. o.	64,0	17,9	49,4
Certificat	23,2	19,5	19,9	17,3	15,3	38,8	s. o.	s. o.	5,2	41,6	21,9
Autres 1 ^{er} cycle ⁴	7,5	7,5	5,2	3,8	2,7	7,8	s. o.	s. o.	10,0	32,0	9,0
Maîtrise	10,3	9,3	8,9	8,3	9,5	6,5	28,8	53,1	10,5	0,8	9,8
DESS ⁵	2,2	1,3	2,2	3,0	2,9	2,0	--	20,8	1,7	2,8	2,6
Doctorat	3,9	3,6	3,2	1,8	2,0	1,4	47,5	3,0	5,2	0,1	3,5
Autres 2 ^e et 3 ^e cycles ⁴	2,9	3,3	2,3	2,5	2,6	7,9	23,7	23,1	3,4	4,8	3,8

Une proportion de 71,3 % des étudiants de l'Université du Québec sont inscrits à un programme de baccalauréat ou de certificat, tandis que 15,9 % des étudiants poursuivent des études à la maîtrise, au DESS ou au doctorat (figures 4 et 5).

Répartition selon le domaine d'études (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Sciences de la santé	0,0	15,6	10,0	14,3	14,2	35,0	8,0	--	--	2,2	6,3
Sciences pures	5,1	2,8	3,7	5,1	--	2,1	48,5	--	--	2,3	3,8
Sciences appliquées	5,7	7,7	12,9	2,2	3,4	3,4	7,1	--	91,3	2,9	11,7
Sciences humaines	22,4	20,1	15,8	10,4	22,2	12,7	12,7	--	--	7,9	17,0
Lettres	5,6	5,6	3,7	0,9	2,2	--	--	--	--	2,6	3,9
Droit	1,9	--	--	--	0,2	--	--	--	--	--	0,8
Sciences de l'éducation	13,3	13,9	16,7	25,5	11,2	11,1	--	--	--	2,5	12,0
Sciences de l'administration	30,8	29,2	25,4	37,7	40,5	18,7	--	92,3	1,6	50,0	31,6
Arts	5,7	0,8	6,4	0,6	2,8	6,7	--	--	--	--	3,5
Études plurisectorielles	9,5	4,3	5,4	3,3	3,3	10,3	23,7	7,7	7,1	29,6	9,4

À l'automne 2012, 72,3 % des étudiants de l'Université du Québec ont choisi d'étudier en sciences humaines, en sciences de l'éducation, en sciences de l'administration ou en sciences appliquées. Cette proportion s'est révélée relativement stable au fil des ans. Par rapport à l'automne 2007, la proportion d'inscriptions dans le secteur de l'éducation a diminué légèrement, passant de 12,5 % à 12 %. Au cours de la même période, le secteur des sciences de la santé a pour sa part connu une hausse, passant de 4,7 % à 6,3 %. Il en est de même pour le secteur des sciences appliquées, qui est passé de 9,8 % à l'automne 2007, à 11,7 % à l'automne 2012 (figure 6).

4 Comprend les mineures, les programmes courts, les propédeutiques, les étudiants libres et les auditeurs.

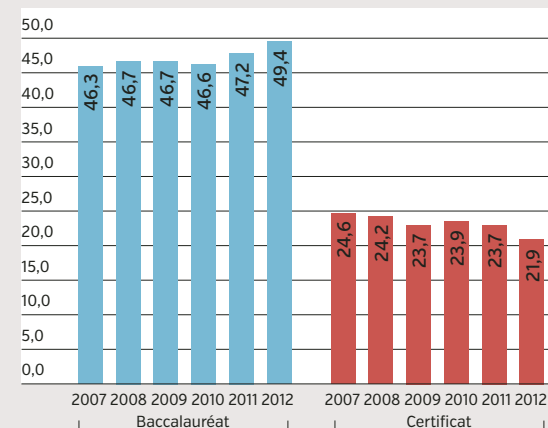
5 Diplôme d'études supérieures spécialisées.

-- Aucune inscription.

s. o. sans objet

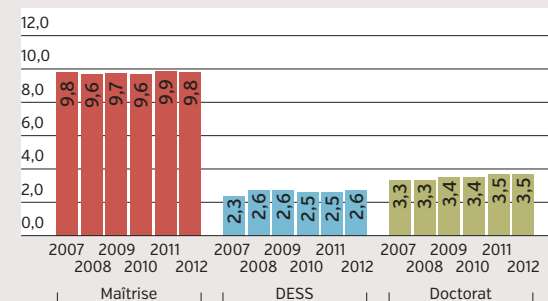
[4]

Évolution de la proportion des inscriptions (en %)



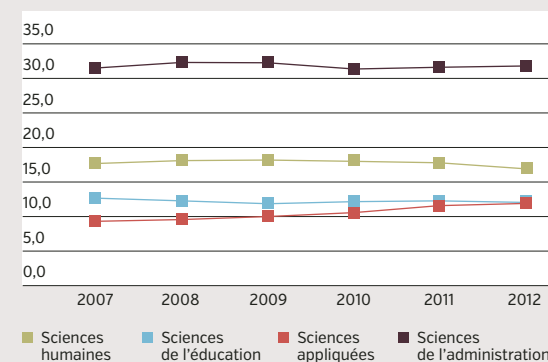
[5]

Évolution de la proportion des inscriptions (en %)



[6]

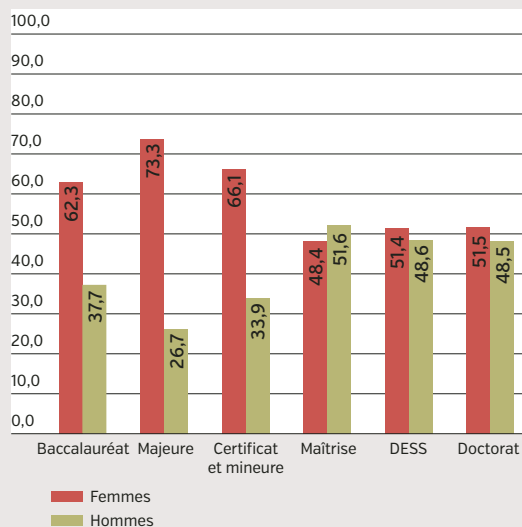
Évolution de la proportion des inscriptions dans les domaines qui regroupent le plus d'étudiants (en %)



LES DIPLÔMES¹

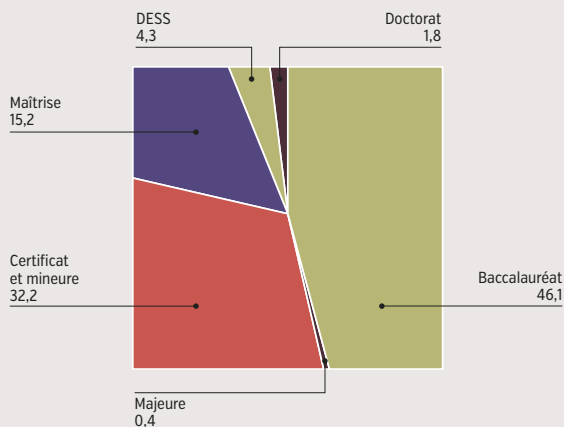
[7]

Proportion des hommes et des femmes selon le genre de diplômes décernés en 2012 (en %)



[8]

Répartition des diplômes décernés en 2012 selon le genre de diplômes (en %)



Total des diplômes décernés

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
En 2012	9 278	2 696	2 215	1 289	1 315	677	105	543	1 116	1 219	20 453
De 1968 à 2012 inclusivement	278 319	79 793	54 689	39 251	37 215	15 410	2 438	9 386	16 618	24 901	558 020

Depuis sa fondation, l'Université du Québec a délivré 558 020 diplômes, dont 58 % ont été attribués à des femmes. En 2012, 20 453 nouveaux diplômes ont été décernés, ce qui constitue une diminution de 2,1 % par rapport à 2011. De ce nombre, 9 969 l'ont été par l'Assemblée des gouverneurs et 10 484² par le Conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal. La proportion de femmes diplômées au premier cycle demeure particulièrement élevée, celles-ci récoltant 62,3 % des diplômes délivrés au baccalauréat, et 66,1 % dans les programmes de certificat et de mineure. Aux cycles supérieurs, cette proportion se situe à 49,3 % (figure 7).

Répartition des diplômes décernés en 2012 selon le genre de diplômes (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Baccalauréat ³	40,8	60,9	54,8	58,3	60,9	47,1	--	--	61,0	18,9	46,1
Majeure ⁴	0,8	--	--	--	--	--	--	--	--	1,6	0,4
Certificat et mineure ⁵	38,5	25,0	19,7	25,4	20,4	38,8	--	--	10,7	75,5	32,2
Maîtrise	13,6	10,4	22,5	8,7	12,0	6,4	61,0	79,6	21,2	1,1	15,2
DESS ⁶	4,3	1,3	2,4	6,4	6,5	6,8	--	20,4	3,4	2,9	4,3
Doctorat	2,0	2,4	0,6	1,2	0,2	0,9	39,0	--	3,7	--	1,8

Le nombre de diplômes décernés en 2012 par rapport à 2011 a augmenté de 11,9 % au doctorat et de 14,3 % à la maîtrise. Le nombre de diplômes délivrés au baccalauréat et dans les certificats de premier cycle a toutefois connu une diminution de 5,8 % et 4 % respectivement (figure 8).

1 Source : Système PRISME, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.

2 De ce nombre, 1 206 ont été délivrés pour la Télé-université.

3 Les données de l'UQTR incluent les doctorats de premier cycle.

4 À la suite d'une récente modification au règlement des études, l'UQAM délivre maintenant des diplômes de majeure.

5 À la suite d'une récente modification au règlement des études, l'UQAM délivre maintenant des diplômes de mineure.

6 Diplôme d'études supérieures spécialisées.

-- Aucun diplôme.

Répartition des diplômes décernés en 2012 selon le domaine d'études (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Sciences de la santé	0,0	15,5	6,3	16,4	11,3	35,0	11,4	--	--	1,8	5,8
Sciences pures	4,2	3,7	4,1	6,2	0,1	1,8	56,2	--	--	4,4	3,8
Sciences appliquées	4,0	6,5	13,4	2,0	2,7	1,6	6,7	--	98,7	2,7	10,1
Sciences humaines	20,2	25,9	14,3	7,9	22,9	26,8	25,7	--	--	14,5	18,0
Sciences de l'éducation	9,4	10,1	9,1	19,2	9,6	5,6	--	--	--	3,6	8,8
Sciences de l'administration	49,0	31,7	47,3	47,2	49,3	20,5	--	100,0	0,6	62,1	44,7
Arts	5,5	1,3	3,6	--	2,0	5,2	--	--	--	--	3,4
Lettres	5,3	3,6	1,7	0,9	1,7	--	--	--	--	1,6	3,3
Droit	1,7	--	--	--	0,2	--	--	--	--	--	0,8
Études plurisectorielles ⁷	0,7	1,7	0,2	0,2	0,2	3,5	--	--	0,7	9,3	1,3

La répartition des diplômes décernés selon le domaine d'études s'est révélée relativement stable au fil des ans. Depuis 2007, la proportion de diplômes décernés en sciences de l'éducation est passée de 11,3 % à 8,8 %, de 18,7 % à 18 % en sciences humaines, et de 4,7 % à 3,8 % en sciences pures (figure 9). Au cours de la même période, on remarque toutefois une augmentation notable de la proportion de diplômes décernés en sciences de l'administration, qui est passée de 39,8 % du total des diplômes à 44,7 %.

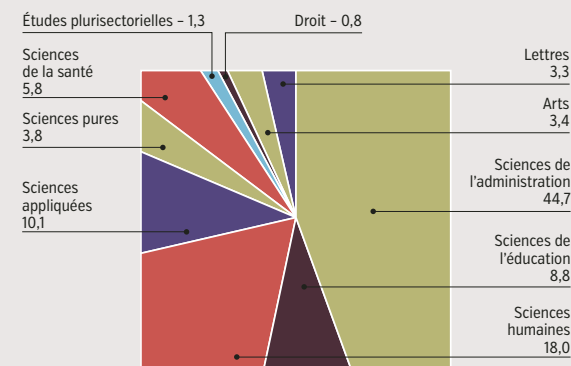
Pour les programmes conduisant à l'obtention d'un grade universitaire (en %)

	BACCALAURÉAT	MAÎTRISE	DOCTORAT
Sciences de la santé	7,7	2,9	1,1
Sciences pures	3,0	7,4	24,0
Sciences appliquées	14,2	12,2	15,5
Sciences humaines	22,3	14,9	40,3
Sciences de l'éducation	14,4	3,4	3,6
Sciences de l'administration	30,0	52,5	6,8
Arts	4,3	3,0	3,8
Lettres	1,6	3,0	4,9
Droit	1,1	0,7	--
Études plurisectorielles ⁸	1,4	--	--

La répartition des diplômes entre les différents domaines d'études varie selon le grade décerné. Ainsi, 24 % des diplômes de doctorat sont décernés en sciences pures, alors que ce même secteur ne compte que pour 3 % des diplômes de baccalauréat. De même, la proportion de diplômes décernés en sciences humaines est de 40,3 % au doctorat, alors qu'elle n'est que de 22,3 % au baccalauréat. À l'inverse, le secteur des sciences de l'administration, qui compte pour 30 % de tous les diplômes de baccalauréat décernés et pour 52,5 % des diplômes de maîtrise, se retrouve avec seulement 6,8 % du volume des doctorats.

[9]

Répartition des diplômes décernés en 2012 selon le domaine d'études (en %)



7 Comprend le baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures, le certificat d'études pluridisciplinaires, le certificat personnalisé, le certificat multidisciplinaire et le certificat en gestion des établissements.

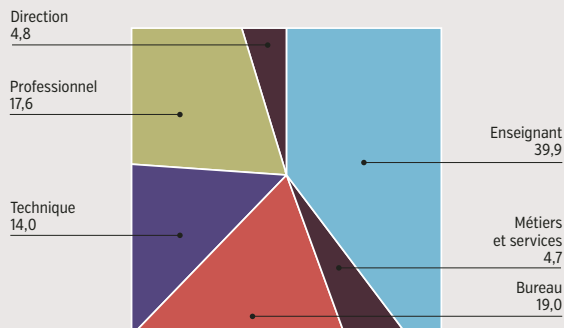
8 Comprend le baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures.

-- Aucun diplôme.

LE PERSONNEL

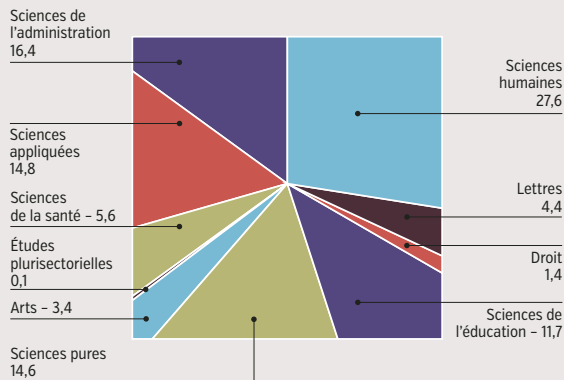
[10]

Répartition du personnel régulier au 28 février 2013 selon la catégorie (en %)



[11]

Répartition du personnel enseignant régulier selon le principal domaine d'enseignement au 30 avril 2013 (en %)



Répartition du personnel régulier selon la catégorie¹

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	CSC ²	RÉSEAU
Enseignant	1 173	406	229	200	204	100	151	49	180	61	--	--	2 752
Direction	116	35	21	23	20	16	19	16	28	16	20	3	333
Professionnel	394	169	111	91	68	40	70	28	110	93	30	13	1 217
Technique	323	124	74	53	61	30	73	43	109	61	14	3	967
Bureau	495	174	102	95	96	40	55	42	103	84	22	1	1 309
Métiers et services	130	35	25	31	8	3	26	3	62	--	--	--	322
Total	2 630	943	563	492	456	228	394	181	592	315	86	20	6 900

Parmi le personnel régulier de l'Université du Québec, la plus grande catégorie en importance est le personnel enseignant qui comprend 39,9 % des effectifs. Par la suite, on retrouve le personnel professionnel et technique [31,6 % des effectifs] et le personnel des groupes bureau et métiers et services [23,7 % des effectifs]. Quant au personnel de direction, il constitue 4,8 % du personnel régulier (figure 10). Sur une période de 5 ans, soit depuis 2008, les effectifs totaux ont augmenté de 11,9 %. Les plus fortes augmentations se situent chez le personnel professionnel [19,9 % par rapport à 2008] et technique [18,1 % par rapport à 2008]. Toujours au cours de la même période, le personnel enseignant régulier a augmenté de 14,2 % et celui de direction de 11 %.

Répartition du personnel enseignant régulier selon le principal domaine d'enseignement (en %)³

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Sciences de la santé	0,6	15,6	7,4	9,8	9,0	9,8	7,3	--	--	2,9	5,6
Sciences pures	12,2	14,6	15,1	22,1	1,4	6,9	51,8	--	12,8	5,9	14,6
Sciences appliquées	6,0	10,1	20,8	8,8	9,9	20,6	15,9	6,4	85,5	11,8	14,8
Sciences humaines	36,3	21,0	26,1	17,2	38,7	28,4	24,4	--	1,1	22,1	27,6
Lettres	5,3	4,4	6,1	4,4	4,2	4,9	--	--	0,6	7,3	4,4
Droit	2,9	0,5	1,6	--	0,5	--	--	--	--	1,4	1,4
Sciences de l'éducation	10,8	16,3	13,1	19,6	12,7	17,7	--	--	--	22,1	11,7
Sciences de l'administration	19,5	15,3	7,4	17,6	20,3	8,8	0,6	93,6	--	26,5	16,4
Arts	6,4	1,2	2,4	0,5	3,3	2,9	--	--	--	--	3,4
Études plurisectorielles	--	1,0	--	--	--	--	--	--	--	--	0,1

Une proportion de 39,3 % du personnel enseignant régulier enseigne dans des domaines reliés aux sciences humaines et à l'éducation. Les autres domaines qui regroupent le plus d'enseignants à l'Université du Québec sont les sciences de l'administration [16,4 %], les sciences appliquées [14,8 %] et les sciences pures [14,6 %] (figure 11).

1 Source : Budget de fonctionnement 2013-2014, Vice-présidence à l'administration. Personnel régulier en place au 28 février 2013, et occupant un poste autorisé au Fonds de fonctionnement ou au Fonds avec restriction. Données arrondies à l'entier.

2 Centre de services communs de l'Université du Québec.

3 Source : IDP [Inventaire des données sur le personnel], Direction des relations du travail et de la rémunération globale. Personnel en fonction au 30 avril 2013. Prendre note que ces données étaient auparavant produites à partir des fichiers des établissements transmis au BCI (anciennement CREPUQ) dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant (EPE). Personnel en fonction au 1^{er} octobre.

Indicateurs sur le personnel enseignant régulier

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
% de détenteurs de doctorat ³	87,1	85,7	73,9	75,0	85,6	74,5	98,8	97,9	83,0	88,2	84,9
% de femmes ³	40,8	41,0	37,1	38,2	49,5	42,2	22,6	29,8	16,3	44,1	38,3
Ratio EEETP/personnel enseignant	22,6	23,0	20,6	21,0	20,5	17,8	s. o.	s. o.	32,2	60,4	23,6

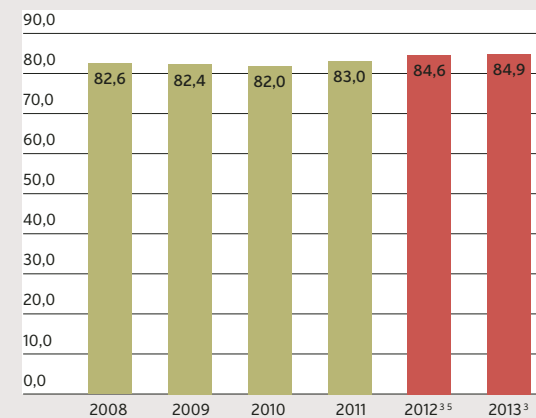
Au sein de l'Université du Québec, la proportion de professeurs qui détiennent au moins un doctorat se situe à 84,9 % au 30 avril 2013, ce qui constitue une augmentation de 2,3 % depuis 2008 (figure 12). Signalons également l'accroissement de la représentation des femmes parmi le personnel enseignant régulier (figure 13). En effet, la proportion de femmes est passée de 33,7 % en 2008 à 38,3 % en 2013. Quant au ratio de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein [EEETP] sur le nombre de professeurs, il demeure relativement stable, se situant à 23,6 en 2012-2013 comparativement à 23,5 en 2007-2008.

Chargés de cours

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Chargés de cours ⁴	1 614	621	464	378	399	236	s. o.	104	335	s. o.	4 151
% de femmes chez les chargés de cours	45,0	48,1	40,7	47,9	48,1	49,2	s. o.	23,1	16,4	s. o.	42,9

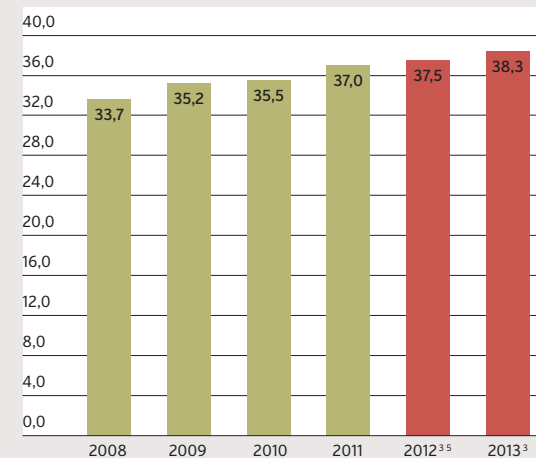
[12]

Évolution de la proportion de détenteurs de doctorat parmi le personnel enseignant régulier (en %)



[13]

Évolution de la proportion de femmes parmi le personnel enseignant régulier (en %)



4 Il s'agit des chargés de cours auxquels des charges de cours ont été attribuées pour la période considérée. Ainsi, les chargés de cours qui sont inscrits sur une liste de pointage, mais qui n'ont pas obtenu de charge de cours lors de la période sous étude ne sont pas comptabilisés. Source : Données recueillies auprès des établissements pour l'année universitaire 2012-2013 et transmises par la Direction des relations du travail et de la rémunération globale.

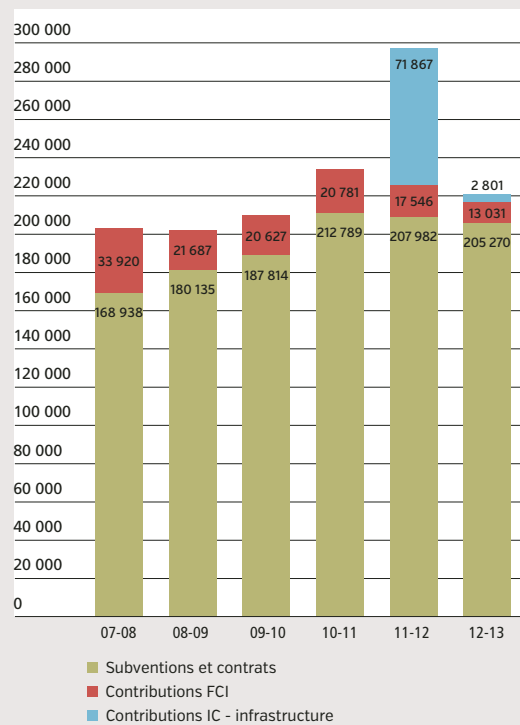
5 Les données provenant d'IDP en 2012 [Personnel au 30 avril 2012] excluent l'ENAP, pour laquelle les données ne sont pas disponibles.

s. o. sans objet

-- Aucun employé

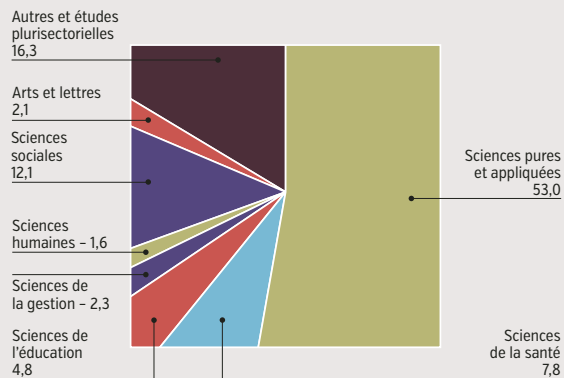
[14]

Évolution du montant des octrois de recherche (en 000 \$)



[15]

Répartition des octrois de recherche en 2012-2013 selon les champs disciplinaires de la Classification de la recherche universitaire (CRU) (en %)



Recherche subventionnée et contractuelle 2012-2013

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Nombre d'octrois	1 378	982	488	388	288	442	623	99	680	112	5 480
Montant des octrois en 000 \$ - excluant FCI /IC et contreparties	51 378	22 780	18 767	20 965	7 557	11 054	39 340	4 617	27 032	1 779	205 270
FCI/IC - Infrastructure du savoir et contreparties associées en 000 \$ ^{2 3}	2 796	2 388	2 114	582	1 125	--	5 433	--	1 173	222	15 832
Montant total des octrois en 000 \$	54 174	25 168	20 881	21 547	8 682	11 054	44 773	4 617	28 205	2 001	221 102
% des montants sous forme de contrats	3,8 %	11,1 %	6,7 %	11,5 %	2,7 %	14,4 %	11,6 %	44,4 %	19,5 %	--	10,5 %
Valeur des octrois /Nombre de professeurs ⁴	46 184	61 991	91 185	107 735	42 559	110 541	296 510	94 231	156 692	32 803	80 313

En 2012-2013, les octrois de recherche de l'Université du Québec totalisaient 221 102 282 \$ comparativement à 297 395 080 \$ en 2011-2012 (figure 14), soit une diminution de 25,7 %. Il convient de noter toutefois que cette diminution provient essentiellement du fait que certains établissements avaient obtenu une enveloppe considérable provenant du Programme d'infrastructure du savoir d'Industrie Canada en 2011-2012. Si l'on ne tient pas compte des octrois associés à ce seul programme, la diminution entre les deux exercices n'est plus que de 3,2 %.

Octrois 2012-2013 selon la Classification de la recherche universitaire (CRU) en 000 \$

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
Génie	1 902	4 026	3 645	887	1 116	4 686	6 367	--	26 373	59	49 062
Sciences appliquées	2 815	194	2 695	4 226	574	3 551	6 898	--	4	43	20 999
Sciences naturelles	9 859	6 098	4 518	6 391	214	246	16 210	--	10	107	43 652
Sciences mathématiques	2 671	202	268	37	120	--	--	--	--	187	3 485
Sciences médicales	3 389	2 648	1 836	98	96	36	4 632	193	--	95	13 023
Sciences infirmières	--	353	155	189	1 458	156	--	17	--	--	2 329
Sciences de l'activité physique et réadaptation	1 312	559	44	--	30	4	--	--	20	--	1 969
Sciences de l'éducation	4 227	2 161	526	768	1 308	936	29	52	--	482	10 489
Sciences de la gestion	2 077	1 831	43	246	175	189	144	45	--	374	5 125
Sciences humaines	2 180	861	342	23	78	--	60	--	--	12	3 558
Sciences sociales	11 709	2 564	2 722	1 100	1 985	501	2 618	3 233	--	300	26 731
Création littéraire et artistique	1 697	78	366	13	17	17	--	--	--	--	2 187
Études des arts et des lettres	1 936	142	178	125	13	--	--	--	4	4	2 401
Autres et études plurisectorielles	8 400	3 452	3 543	7 445	1 497	734	7 814	1 077	1 793	337	36 091
Total	54 174	25 168	20 881	21 547	8 682	11 054	44 773	4 617	28 205	2 001	221 102

En 2012-2013, la recherche en sciences pures et appliquées (y compris génie, sciences appliquées, sciences naturelles et sciences mathématiques) constituait 53 % du montant total des octrois; celle dans les domaines des sciences sociales et humaines, 22,9 % (y compris les sciences de l'éducation, sciences de la gestion, sciences humaines, sciences sociales, création littéraire et artistique et études des arts et lettres) et celle en sciences de la santé, 7,8 % [sciences médicales, sciences infirmières et sciences de l'activité physique et réadaptation] (figure 15).

1 Données extraites de l'Inventaire du financement de la recherche de l'Université du Québec (système IFR) en date du 9 avril 2014, sauf pour l'UQAM dont les données SIRU sont provisoires en date du 10 avril 2014.
 2 Montants des subventions versées par tous les programmes de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et des contreparties associées, y compris la FEI, comme déclarés dans SIRU.
 3 Montants des subventions versées par Industrie Canada, Programme d'infrastructure du savoir et des contreparties associées, tels que déclarés dans SIRU.
 4 Fonds de fonctionnement et fonds avec restriction – Annexe 6.1 / Plan d'effectifs – Postes autorisés et comblés. Personnel en place au 28 février 2013.

Octrois 2012-2013 selon la catégorie d'organisme en 000 \$

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	RÉSEAU
FRQNT	2 523	496	828	963	88	338	1 731	--	1 315	108	8 389
FRQSC	5 471	1 110	410	248	471	102	521	208	22	93	8 656
FRQS	1 025	538	211	14	272	9	475	--	64	--	2 609
Sous-total conseils provinciaux	9 019	2 145	1 450	1 225	831	448	2 727	208	1 400	201	19 653
Gouvernement du Québec [autres]	8 748	4 420	5 087	8 493	1 863	1 777	12 517	2 819	2 573	115	48 412
CRSNG	8 154	2 952	2 210	3 196	704	1 197	9 317	--	6 014	48	33 794
CRSH	4 518	882	416	360	583	178	677	175	32	145	7 966
IRSC	2 601	527	409	98	257	27	2 077	286	220	101	6 603
Sous-total conseils fédéraux	15 273	4 361	3 036	3 654	1 544	1 402	12 071	461	6 266	294	48 363
Gouvernement du Canada [autres]	10 833	6 185	5 302	4 699	2 276	1 514	12 582	607	8 320	883	53 202
Autres sources externes	3 516	3 261	3 997	1 513	998	5 150	4 746	465	7 205	238	31 089
Fonds institutionnel de recherche	4 358	3 553	1 281	130	980	678	39	23	557	189	11 789
Autres sources internes	2 043	1 098	585	1 726	18	6	52	--	1 861	27	7 415
UQ ⁵	383	144	144	106	172	79	39	33	23	55	1 179
Total	54 174	25 168	20 881	21 547	8 682	11 054	44 773	4 617	28 205	2 001	221 102

Les subventions des fonds provinciaux (FRQNT, FRQSC et FRQS) représentent 8,9 % de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec et ceux des conseils fédéraux (CRSNG, CRSH et IRSC), 21,9 %. L'Université du Québec se voit octroyer 18,4 % des subventions versées au Québec par le CRSNG et 24 % de celles du CRSH. Il importe de souligner la contribution du CRSNG, dont les subventions représentent 15,3 % de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec en 2012-2013 (figure 16).

Selon les informations diffusées par l'Observatoire des sciences et des technologies (OST), l'Université du Québec arrive au 3^e rang des universités canadiennes sur la base des subventions du CRSH⁶ et au 9^e rang pour le CRSNG⁷.

Du côté des fonds provinciaux, pour l'exercice terminé au 31 mars 2013, le FRQNT rapporte avoir versé plus de 35 M\$ en subventions, dont 23,7 % allaient à l'Université du Québec. Pour le FRQSC, des 32 M\$ versés en subventions en 2012-2013, 26,7 % allaient à l'Université du Québec.

Évolution de la répartition des octrois externes de recherche en 000 \$⁸

ENSEMBLE DU RÉSEAU	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Subventions des grands conseils ⁹	66 121	68 123	65 490	64 397	64 508	68 016
Contrats	23 631	25 519	22 804	26 349	24 347	23 282
FCl et contreparties associées	33 920	21 687	20 627	20 781	17 546	13 031
Autres subventions externes	66 103	74 661	87 340	110 738	174 278	96 390
Total des octrois externes	189 775	189 990	196 261	222 265	280 679	200 719

5 Les octrois proviennent du Fonds de développement académique du réseau (FODAR) et du programme Communauté scientifique réseau.

6 Source : CRSH (<http://www.outil.ost.uqam.ca/CRSH/RechProj.aspx?vLangue=Français>), données de la recherche 2012-2013.

7 Source : CRSNG (http://www.nserc-crsng.gc.ca/ase-oro/index_fra.asp), données de la recherche 2012-2013.

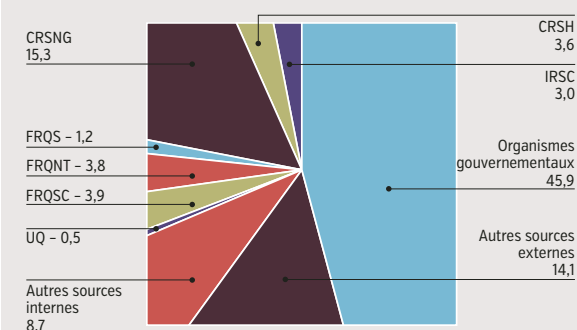
8 Voir figure 17.

9 Sous le vocable « grands conseils », sont regroupés certains organismes subventionnaires fédéraux (CRSH, CRSNG, IRSC) et provinciaux (FRQNT, FRQSC, FRQS).

-- Aucun octroi de recherche.

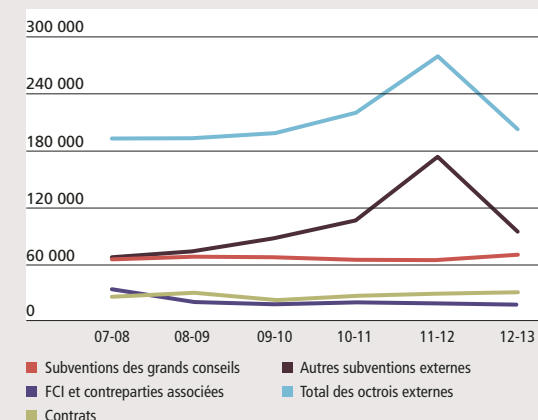
[16]

Répartition des octrois de recherche en 2012-2013 selon la catégorie d'organisme (en %)



[17]

Évolution du montant des octrois externes de recherche selon le type (en 000 \$)



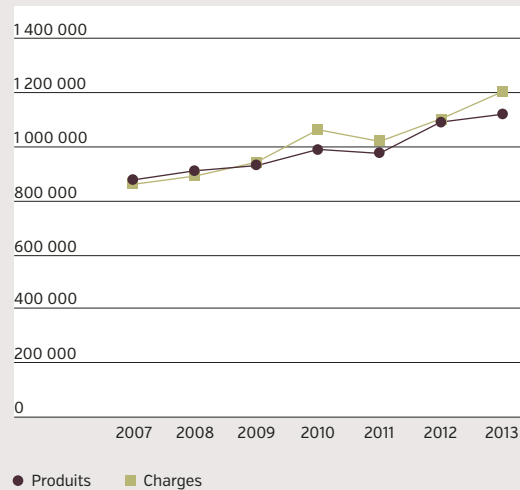
ABRÉVIATIONS

CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
CRU	Classification de la recherche universitaire
FCl	Fondation canadienne pour l'innovation
FEI	Fonds d'exploitation des infrastructures
FRQNT	Fonds de recherche du Québec – Nature et technologie
FRQSC	Fonds de recherche du Québec – Société et culture
FRQS	Fonds de recherche du Québec – Santé
IC	Industrie Canada
IFR	Inventaire du financement de la recherche
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
OST	Observatoire des sciences et des technologies
SIRU	Système d'information sur la recherche universitaire

LES DONNÉES FINANCIÈRES¹

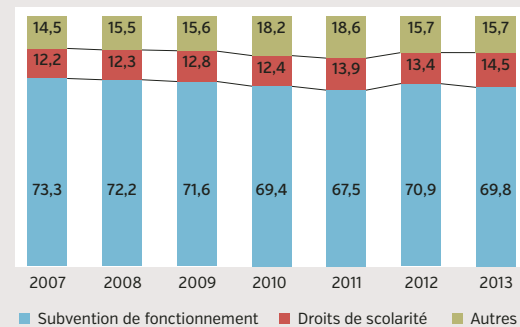
[18]

Évolution des produits et des charges du fonds de fonctionnement (en 000 \$)



[19]

Évolution de la répartition des produits du fonds de fonctionnement selon la source (en %)



Fonds de fonctionnement en 000 \$ au 30 avril 2013

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	CSC ²	PROG. RÉSEAU ³	TOTAL ⁴
Produits	400 165	144 545	90 392	73 556	71 713	42 403	62 411	31 674	115 487	46 440	11 897	5 743	21 278	1 103 778
Charges	398 449	144 697	91 794	72 758	68 628	40 775	58 477	33 161	100 050	46 465	11 383	4 973	13 772	1 210 577
Excédent (insuffisance) des produits	1 716	[152]	[1 402]	798	3 085	1 628	3 934	[1 487]	15 437	[25]	514	770	7 506	[106 799]
Solde de fonds	[172 858]	[34 564]	[31 166]	[18 400]	[18 979]	[12 571]	[15 309]	[5 480]	2 998	[780]	[930]	1 298	[7 012]	[1 064 857]

En 2012-2013, les produits totaux, y compris les autres produits, se chiffrent à 1 103,8 M\$ comparativement à 1 067,7 M\$ pour l'exercice terminé le 30 avril 2012. Les charges totales s'élèvent à 1 210,6 M\$ comparativement à 1 061 M\$ pour l'exercice terminé le 30 avril 2012 (figure 18). L'exercice financier 2012-2013 s'est soldé par une insuffisance des produits de 106,8 M\$. Au 30 avril 2013, l'Université du Québec présentait un solde de fonds consolidé déficitaire de 1 064,9 M\$.

Répartition en % des produits du fonds de fonctionnement selon la source

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	RÉSEAU
Subvention de fonctionnement	68,3	72,1	72,7	77,5	73,5	78,3	73,1	49,7	66,8	66,4	81,1	69,8
Droits de scolarité	16,9	15,5	12,5	13,9	14,3	10,9	1,4	23,1	16,4	14,2	s. o.	14,5
Autres ⁵	14,8	12,4	14,8	8,6	12,2	10,8	25,5	27,2	16,8	19,4	18,9	15,7

La subvention de fonctionnement allouée par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST) est la principale source de produits du fonds de fonctionnement. En 2012-2013, cette subvention se chiffre à 770,3 M\$ comparativement à 757,3 M\$ pour l'exercice terminé le 30 avril 2012. Les droits de scolarité constituent la seconde source de produits et se chiffrent à 160 M\$. L'importance relative des droits de scolarité correspond à 14,5 % des produits totaux (figure 19).

- 1 Source : États financiers synoptiques 2012-2013 de l'Université du Québec et des établissements du réseau. Les écarts entre établissements doivent être interprétés à la lumière de la spécificité de chacun. Les calculs incluent les données du siège social (UQ), du Centre de services communs (CSC) et des programmes réseau.
 - 2 Centre de services communs de l'Université du Québec.
 - 3 Y compris le Fonds de développement académique du réseau (FODAR), les programmes de mobilité, la contribution aux Presses de l'Université du Québec (PUQ) et au Bureau de coopération interuniversitaire (BCI), le système de gestion intégré des bibliothèques, les projets spéciaux, les divers programmes réseau et l'exploitation des immeubles Henri-Julien et Odéon, ainsi que les opérations courantes des résidences étudiantes à Trois-Rivières, Chicoutimi, Québec, Val-d'Or et Rouyn-Noranda.
 - 4 Après la déduction des écritures d'élimination effectuées aux fins des états financiers consolidés et synoptiques.
 - 5 Comprend les placements et dotations, les entreprises auxiliaires, les recouvrements de coûts indirects, les autres revenus et les subventions du gouvernement du Québec autres que pour le fonctionnement, celles du gouvernement du Canada et celles d'autres sources.
 - 6 Le régime de retraite de l'Université du Québec est un régime interentreprises à prestations déterminées. Toutefois, la part de chaque établissement dans ce régime ne peut être déterminée. Pour cette raison, celle-ci est comptabilisée dans la colonne « Réseau ».
 - 7 Selon l'annexe 16 du rapport provenant du Système d'informations financières des universités du Québec (SIFUQ), les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluent tous les biens suivants : terrains et bâtiments, mobiliers, équipements, volumes de bibliothèque, etc.
- s. o. sans objet

Répartition en % des charges du fonds de fonctionnement selon la fonction

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	RÉSEAU
Enseignement et recherche	64,1	64,9	60,9	66,5	64,4	69,0	50,2	46,7	56,0	67,7	18,0	54,6
Recherche subventionnée	1,7	1,0	2,1	3,0	1,1	1,1	--	--	3,4	2,2	--	1,5
Service à la collectivité	1,3	1,8	3,5	0,3	1,6	1,1	--	28,5	6,1	1,5	--	2,4
Bibliothèque	3,6	3,4	3,6	3,3	4,8	2,3	2,3	3,0	1,9	1,2	10,9	2,9
Audiovisuel	1,2	4,8	0,3	--	0,8	1,7	--	--	0,6	2,4	--	1,2
Informatique	2,7	0,0	4,5	4,5	4,1	3,1	4,5	2,8	6,2	4,7	--	2,9
Administration	10,7	11,3	10,0	11,5	11,2	10,9	15,6	12,3	10,3	12,7	65,9	10,3
Terrains et bâtiments	9,4	7,0	7,8	7,6	7,4	6,4	20,7	5,3	8,5	4,9	6,3	8,1
Services aux étudiants	2,4	3,5	6,2	2,9	3,0	2,8	0,0	1,1	2,3	2,4	--	2,4
Entreprises auxiliaires	2,3	1,2	0,7	0,7	0,9	0,0	0,8	0,1	3,6	0,3	--	1,4
Avantages sociaux futurs ⁶	0,3	1,0	0,4	-0,3	0,7	1,5	0,3	0,2	1,1	-0,2	-1,1	11,9
Autres	0,3	0,1	--	--	--	0,1	5,6	--	--	0,2	--	0,4
Charges par EEETP	15 060	15 527	19 436	17 352	16 481	22 985	s. o.	s. o.	17 274	12 609	s. o.	s. o.

En 2012-2013, 58,5 % des dépenses de fonctionnement sont consacrées à l'enseignement, à la recherche subventionnée et services à la collectivité (figure 20), comparativement à 62,9 % l'an dernier. Les proportions des regroupements demeurent relativement stables d'une année à l'autre.

Fonds avec restriction en 000 \$ au 30 avril 2013

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	RÉSEAU
Charges	57 881	17 943	20 118	13 727	7 007	13 716	38 453	2 706	18 926	2 531	358	193 366
% utilisé pour l'enseignement et la recherche	86,9	75,9	82,1	96,9	78,1	96,3	95,1	62,8	87,5	60,3	100,0	87,5

En 2012-2013, les fonds alloués par le gouvernement du Canada représentent 68,5 M\$ et ceux octroyés par le gouvernement du Québec totalisent 52,9 M\$. Le total des produits se chiffre à 194,5 M\$. Au fonds avec restriction, 87,5 % des charges sont affectées à la réalisation de projets de recherche et d'enseignement. Cette somme de 193,4 M\$ équivaut à une charge moyenne de 61 483 \$ par professeur.

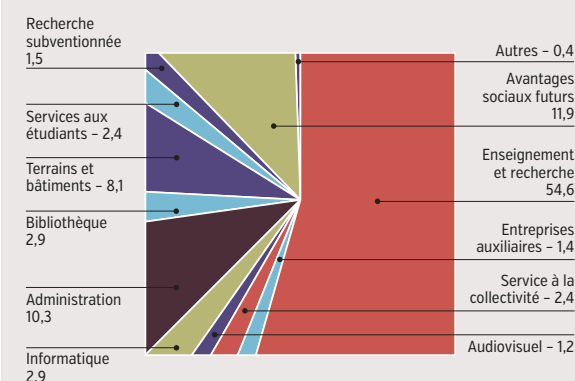
Fonds des immobilisations en 000 \$ au 30 avril 2013

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	RÉSEAU
Acquisitions d'immobilisations ⁷	34 351	17 250	11 512	7 095	4 558	2 274	8 315	603	27 910	6 558	479	120 905
Actifs en immobilisations au 30 avril	583 695	122 445	108 644	110 590	105 929	67 099	226 765	14 332	309 346	16 582	100 230	1 765 657

En 2012-2013, les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 120,9 M\$. Cette somme a été versée pour le réaménagement, la rénovation et la construction d'immeubles en propriété (53,3 %), les achats de mobilier et d'équipement (16,6 %), les achats d'équipement spécialisé (20,4 %), les achats de documents et de manuels pédagogiques (1,8 %), les développements informatiques (4,7 %) ainsi que les autres actifs (3,2 %).

[20]

Répartition des charges du fonds de fonctionnement selon la fonction (en %)



UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Robert Proulx

Recteur

Nathalie St-Pierre, UQAM

Après plus de quarante années consacrées à la formation de la relève, à la production des savoirs et à leur diffusion, l'Université du Québec à Montréal est à une étape charnière de son histoire. C'est avec la volonté de défendre et de faire reconnaître à sa juste valeur le modèle novateur de l'UQAM, une université d'excellence socialement responsable, que le nouveau recteur Robert Proulx est entré en fonction en janvier 2013.



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

Au trimestre d'automne 2012, l'UQAM comptait 41 320 étudiants inscrits dans plus de 300 programmes d'études, maintenant sa position au 7^e rang des universités canadiennes quant à sa population étudiante. L'Université a poursuivi sa croissance aux cycles supérieurs, l'effectif étudiant aux 2^e et 3^e cycles atteignant 17,8 % du total des étudiants inscrits. Fait notable qui confirme l'ouverture de l'UQAM sur le monde, le nombre d'étudiants étrangers s'est accru de 19 %, représentant un contingent de 2 951 étudiants provenant de 84 pays. En outre, une dizaine de nouveaux programmes d'études ou de nouveaux profils dans des programmes existants ont été créés au cours de l'année.

Par ailleurs, grâce au nouveau campus de Longueuil, situé dans les locaux de l'Université de Sherbrooke, les étudiantes et les étudiants ont désormais accès, en Montérégie, à des cours de jour comme de soir dans neuf programmes, que ce soit à temps plein ou à temps partiel.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DES CHERCHEURS

L'UQAM a maintenu, en 2012-2013, un niveau d'activité élevé en recherche et en création. Au total, 496 demandes de subvention ont été déposées aux différents concours des organismes subventionnaires et un nombre record de 757 professeurs ont reçu du financement de recherche, soit près de 68 % du corps professoral. La hauteur du financement de la recherche, plus de 65 M\$ en 2012-2013, témoigne de la réussite de l'UQAM à s'imposer comme leader dans un certain nombre de créneaux d'excellence.

L'Université a mis en place des actions pour mieux soutenir les professeurs dans leurs demandes de subventions. Les nouveaux chercheurs se sont d'ailleurs illustrés auprès des programmes provinciaux de financement.

Soulignons la performance de la Faculté des sciences humaines au concours d'établissement de nouveaux professeurs-chercheurs du FRQSC et celle, en sciences, des chercheurs en début de carrière qui ont obtenu un taux de succès de 75 % dans le cadre du programme de subventions à la découverte du CRSNG.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

Au cours de l'année 2012-2013, plus de 216 ententes collaboratives de recherche et de contrats de services professionnels ont été mis en œuvre avec des partenaires externes pour un montant total de 9,8 M\$. Dans le domaine de la santé, l'UQAM a signé un protocole d'entente de cinq ans avec le Centre hospitalier de l'Université de Montréal [CHUM]. Ce dernier vise à renforcer les niveaux de compétence, de formation et de recherche des deux institutions et à faciliter la réalisation d'activités conjointes dans les domaines de la santé, des arts et de la culture.

Par ailleurs, près de 500 000 \$ ont été reçus en financement externe pour divers projets de recherche ou de formation réalisés sous l'égide du Service aux collectivités auprès de groupes représentant des personnes n'ayant pas traditionnellement accès à l'université, soit les groupes communautaires, les groupes de femmes et les syndicats.

L'UQAM a également poursuivi ses collaborations avec le Partenariat du Quartier des spectacles et d'autres promoteurs culturels en vue d'animer ses espaces publics et de contribuer au positionnement culturel et créatif de Montréal.

LE PERSONNEL

L'année 2012-2013 a été marquée par l'embauche de 116 nouveaux professeurs, portant leur nombre total à 1 120 au 30 avril 2013. Par ailleurs, un important renouvellement de l'équipe de direction de l'Université a eu lieu, dont la nomination du nouveau recteur Robert Proulx. Celui-ci a procédé à une modification organisationnelle dans le but de maintenir la mission académique d'enseignement, de recherche et de création au cœur du développement de l'Université. Autre changement important dans la gouvernance de l'UQAM, les membres du Conseil d'administration ont désigné à l'unanimité madame Lise Bissonnette à titre de présidente du Conseil. Tout au long de son parcours, cette femme d'exception s'est illustrée par un engagement soutenu à l'égard de l'éducation et de la culture. Elle s'est notamment distinguée à la présidence-direction générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec [BAnQ] et à la direction du quotidien *Le Devoir*.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

À l'instar des années précédentes, l'année financière 2012-2013 a été marquée par des événements non prévisibles ayant eu des effets importants sur les résultats financiers au 30 avril 2013. Parmi les éléments ayant entraîné des variations notables, on retient les effets de la grève étudiante de l'hiver 2012, la prolongation de la session d'hiver à l'automne 2012, le remboursement partiel des dépenses de la grève étudiante par le gouvernement et une compression significative de la subvention du gouvernement aux universités.

En dépit de ce contexte difficile, l'Université a présenté des résultats financiers encourageants. Elle a respecté les cibles de son Plan de retour à l'équilibre budgétaire et est parvenue à enregistrer un déficit inférieur à celui autorisé. L'UQAM continue de gérer avec prudence, tout en offrant le maximum de ressources à la communauté universitaire. À titre d'exemple, l'École des médias est devenue cette année l'unité d'enseignement supérieur la mieux équipée au Québec en ce qui a trait à la production télévisuelle et cinématographique, grâce à des investissements de 4 M\$ dans l'amélioration de ses studios.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'approche de l'UQAM en ce qui concerne l'internationalisation s'appuie sur des valeurs de réciprocité, de complémentarité et de justice sociale. En 2012-2013, 533 étudiants ont réalisé un projet de mobilité internationale. Parmi les 2 951 étudiants étrangers actuels, l'Université en a accueilli 446 nouveaux, en plus de 169 stagiaires postdoctoraux en provenance de l'extérieur du Québec. L'UQAM a continué d'étendre ses activités internationales afin de développer des projets de collaboration et d'augmenter la mobilité étudiante. Ainsi, 25 ententes ont été reconduites et 79 nouvelles ententes ont été conclues avec des partenaires issus notamment du Brésil, de la Chine, de l'Allemagne et du Chili. Le Service des relations internationales a donc géré plus de 560 protocoles d'entente internationaux dans 58 pays, dont 237 ententes d'échanges étudiants dans 32 pays.



Comité olympique canadien

Antoine Valois-Fortier, étudiant au baccalauréat en kinésiologie et lauréat d'une médaille de bronze en judo lors des Jeux olympiques de Londres. Il est l'un des neuf étudiants et diplômés de l'UQAM qui ont participé aux Jeux olympiques et paralympiques en 2012.



Denis Bernier, UQAM

Robert Sheitoyan, professeur et directeur du Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale à l'ESG UQAM, a fait un don de 500 000 \$ à la Fondation de l'UQAM afin de créer la Chaire Robert Sheitoyan sur la prévention de la violence et du décrochage scolaire. De gauche à droite : Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation, Robert Proulx, recteur, Robert Sheitoyan, Diane Veilleux, directrice générale de la Fondation de l'UQAM, et Jean-Marc Eustache, président du conseil d'administration de la Fondation de l'UQAM et président et chef de la direction de Transat A.T.



Nathalie St-Pierre, UQAM

Raphaëlle de Groot (M.A. arts visuels et médiatiques, création, 2007), artiste et chargée de cours à l'École des arts visuels et médiatiques, a réalisé une performance lors de l'édition 2013 de la Biennale de Venise, l'une des plus prestigieuses biennales d'art contemporain. De gauche à droite : Yvan Gauthier, président-directeur général du Conseil des arts et des lettres du Québec, Raphaëlle de Groot et Louise Déry, directrice de la Galerie de l'UQAM.

Au cours de la dernière année, l'UQAM a également organisé une rencontre d'échanges avec des universités d'Amérique latine et des Caraïbes sous les auspices du Bureau canadien de l'éducation internationale. Elle a reçu des délégations de nombreux pays et plusieurs missions de relations internationales ont été effectuées dans le cadre de rencontres, de conférences et d'événements de réseautage international. En parallèle, plusieurs missions de recrutement ont été conduites dans différents pays ou régions, généralement à l'occasion de salons des études, en France, en Tunisie, au Maroc et au Brésil notamment.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Parmi les événements majeurs ayant marqué la dernière année, on peut en retenir deux qui illustrent le rayonnement et la portée de l'expertise du corps professoral de l'UQAM. Fruit d'une collaboration exclusive entre RDI économie et l'École des sciences de la gestion (ESG), la « Journée spéciale impôts », qui s'est déroulée en avril 2013, a permis au grand public de profiter de l'expertise

de l'ESG UQAM en matière de fiscalité et d'impôt. Pas moins de 21 experts, dont des professeurs et des chargés de cours ainsi que des étudiants et des diplômés, ont répondu aux questions du public sur place. Une émission spéciale d'une heure, animée par le journaliste Gérald Fillion [B.A. communication, 1998], a été diffusée à cette occasion sur les ondes de RDI.

Deuxième exemple : l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a organisé plusieurs événements en lien avec les élections présidentielles américaines de 2012, s'affirmant comme une référence incontournable pour les médias francophones et anglophones québécois. En plus d'avoir mis en ligne un nouveau site Web, organisé un colloque international, présenté de nombreuses conférences ainsi qu'une exposition de livres sur les élections américaines, la Chaire a organisé une soirée électorale qui combinait rigueur scientifique et ambiance festive. Cette soirée du 6 novembre, qui a réuni plus de 300 participants, est l'événement ayant engendré le plus de retombées médiatiques pour l'UQAM au cours des dernières années.

Par ailleurs, il faut souligner le don personnel de 500 000 \$ du professeur Robert Sheitoyan, directeur du Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale, pour la Chaire Robert Sheitoyan sur la prévention de la violence et du décrochage scolaire, mise sur pied à la Faculté des sciences de l'éducation. Cette réalisation témoigne à la fois de la préoccupation soutenue de l'Université à l'égard des enjeux de société et de l'engagement exceptionnel des membres de son corps professoral.

Enfin, tant les étudiants que les membres du corps professoral ont continué de se démarquer en remportant de nombreux prix et distinctions.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'UQAM peut prendre appui sur les résultats positifs de 2012-2013 pour entrevoir des perspectives de développement prometteuses. Le vaste chantier de consultation entourant l'élaboration du Plan stratégique 2014-2019



Nathalie St-Pierre, UQAM

Le cycle de l'eau, une projection sur le pavillon Président-Kennedy coproduite par l'UQAM et le Partenariat du Quartier des spectacles illustrant le cycle de l'eau grâce à huit tableaux reflétant chacun une expertise de la Faculté des sciences.

de l'Université sera l'occasion de définir avec la communauté une vision d'avenir mobilisatrice, qui prendra notamment appui sur les orientations suivantes, toutes menées dans une perspective de collaboration : renforcer la capacité de l'UQAM à développer les savoirs et la formation, consolider les activités de recherche et de création, et accroître l'internationalisation de l'Université.



Nathalie St-Pierre, UQAM

Joanne Burgess, professeure au Département d'histoire et directrice du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, a obtenu une importante subvention de plus de 2,3 millions de dollars du CRSH pour un vaste chantier de recherches intitulé *Montréal, plaque tournante des échanges : histoire, patrimoine, devenir*.

DIRECTION

Robert Proulx
Recteur

René Côté
Vice-recteur à la vie académique

Diane L. Demers
Vice-rectrice aux études et à la vie étudiante

Yves Mauffette
Vice-recteur à la recherche et à la création

Monique Goyette
Vice-rectrice aux affaires administratives et financières

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente

Lise Bissonnette

Membres

Marie-Claude Boisvert
Chef de l'exploitation Desjardins Capital de risque

Jean P. Boucher
Professeur

Paul-Émile Bourque
Directeur général Cégep de Saint-Laurent

René Côté*
Vice-recteur à la vie académique

Martin Galarneau
Associé, vice-président affaires corporatives et développement exécutif, Thibault, Messier, Savard et Associés Inc.

Louise Gavard*
Chargée de cours

Monique Goyette*
Vice-rectrice aux affaires administratives et financières

COMMISSION DES ÉTUDES

Président

Robert Proulx
Recteur

Membres

Rémi Bachand
Professeur

Catherine Bouchard
Étudiante

Justine Boulanger
Étudiante

Lucie Chartrand
Agente de recherche et de planification

Luc Chicoine
Étudiant

René Côté
Vice-recteur à la vie académique

Peggy Davis
Professeure

Yolaine D'Astous
Chargée de gestion, Registrariat

Éric Duchemin
Chargé de cours

Magda Fusaro
Professeure

Louis Martin
Vice-recteur aux systèmes d'information

Marc Turgeon
Vice-recteur à la vie universitaire

Normand Petitclerc
Secrétaire général

Ont agi en cours d'année

Chantal Bouvier
Vice-rectrice aux affaires publiques et aux relations gouvernementales et internationales

Jean-François Meilleur
Étudiant

Danielle Pilette*
Professeure

Alain Poirier
Expert associé, Vice-présidence aux affaires scientifiques, Institut national de santé publique du Québec

Robert Proulx*
Recteur

Samuel Ragot*
Étudiant

Louise Sicuro*
Présidente-directrice générale, Culture pour tous

Christophe Villemer
Vice-président exécutif, Savoir-faire Linux inc.

Guy Villeneuve
Professeur

Secrétariat général

Johanne Fortin
Secrétaire d'assemblée

Alain Gerbier
Chargé de cours

Brigitte Groulx
Registraire

Gaby Hsab
Professeur

Henri Lelion
Chargé de cours

Yves Mauffette
Vice-recteur à la recherche et à la création

Anik Meunier
Professeure

Marie-Pier Poulin-Breton
Étudiante

Simon Robitaille-Brisson
Étudiant

Marie-Andrée Roy
Professeure

Denis Tanguay
Professeur

Stéphanie Turcot
Étudiante

Claude Corbo
Recteur sortant

Raymond Duchesne
Directeur général par intérim de la Télé-université

Denise Lanouette
Vice-rectrice intérimaire aux ressources humaines

Pierre-Paul Lavoie
Vice-recteur aux ressources humaines

Normand Petitclerc*
Secrétaire général

Ont également siégé en cours d'année

Charles Benoît
Vice-président exécutif, Astral Média inc.

Claude Corbo*
Recteur sortant

Isabelle Dessureault
Vice-présidente aux affaires corporatives, Vidéotron, et présidente, VOX

Isabelle Hudon
Présidente, Financière Sun Life, Québec

* Membre du comité exécutif

Ont également siégé en cours d'année

Alexandre B. Romano
Étudiant

Claude Corbo
Recteur sortant

René Delvaux
Étudiant

Danielle Doucet
Chargée de cours

Nadia Lafrenière
Étudiante

Xénia Reinach
Étudiante

Guy Villeneuve
Professeur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES



Nadia Ghazzali

Rectrice

L'UQTR poursuit son idéal d'excellence, celui d'être une université reconnue pour l'originalité de sa programmation, l'excellence de son enseignement, la vigueur de ses foyers scientifiques et la qualité de vie sur son campus. La hausse constante de la population étudiante et l'embauche de candidats de première force confirment que le talent d'ici et d'ailleurs trouve chez nous de quoi satisfaire ses aspirations.



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

De nouveaux programmes sont venus enrichir notre offre académique. L'UQTR a notamment ajouté le profil en criminalistique à son baccalauréat en chimie. Unique au Québec, ce programme forme des chimistes spécialisés dans cette discipline des sciences légales qui porte sur l'étude des traces physiques d'activités criminelles ou délictueuses, ou celles découlant d'accidents.

Du côté des cycles supérieurs, l'UQTR offre dorénavant, à l'intention particulièrement des professionnels en exercice, un nouveau programme menant à l'obtention d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion des ressources humaines et du changement organisationnel.

Les étudiants, quant à eux, ont été au rendez-vous cette année encore, les inscriptions ayant augmenté de 6 % au trimestre d'automne. Les hausses les plus marquées ont eu lieu aux deuxième et troisième cycles [17 % et 7 % respectivement], preuve qu'une activité de recherche soutenue a pour corollaire des cycles supérieurs en bonne santé.

En une décennie, notre effectif étudiant a crû de plus de 40 %, ce qui montre clairement l'attractivité grandissante de notre établissement.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DES CHERCHEURS

L'UQTR a annoncé l'obtention de la Chaire de recherche du Canada (CRC) sur la gestion de la performance et des risques des PME, dont la titulaire est Josée St-Pierre, professeure au Département des sciences de la gestion. S'échelonnant sur sept ans et renouvelable à l'échéance, la nouvelle chaire recevra du CRSH un financement total de 1,4 M\$.

Du point de vue canadien toujours, l'UQTR s'est vu confirmer le renouvellement de trois importantes chaires de recherche, soit :

- la CRC en gynéco-oncologie moléculaire, dont le titulaire est le professeur Éric Asselin;
- la CRC sur les trajectoires d'usage de drogues et les problématiques associées, dirigée par la professeure Natacha Brunelle;
- la CRC en neuropharmacologie moléculaire, avec à sa tête le professeur Michel Cyr.

Nous avons poursuivi le déploiement du programme de chaires de recherche de l'UQTR de façon à soutenir nos jeunes chercheurs les plus prometteurs et à stimuler l'émergence de nouvelles initiatives. Les trois titulaires de cette année ont été Louis De Beaumont, professeur au Département de psychologie, Chaire de recherche UQTR



L'UQTR a signé une importante entente de coopération scientifique avec la Wuhan University of Technology, située dans la province de Hubei, en Chine.

en neurobiologie du traumatisme craniocérébral léger, Hugo Germain, professeur au Département de chimie et physique, Chaire de recherche UQTR en immunité végétale : génomique fonctionnelle des pathosystèmes, et Julie Ruiz, professeure au Département des sciences de l'environnement, Chaire de recherche UQTR en écologie du paysage et aménagement.

Nous avons aussi procédé à l'inauguration officielle du Laboratoire d'analyse en écologie aquatique et sédimentologie. Ces nouveaux équipements, financés à hauteur de 1,98 M\$, permettront à nos chercheurs de mieux comprendre les interactions entre les bassins versants et les écosystèmes aquatiques.

LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

Bon nombre de nos étudiants se sont fait valoir par des réalisations marquantes. Parmi les plus méritants figurent ceux de notre programme de podiatrie. Dans un bel élan du cœur, ils ont innové en créant une clinique communautaire où sont prodigués des soins aux personnes itinérantes qui fréquentent l'Accueil Bonneau, à Montréal. Cette initiative généreuse a valu aux futurs podiatres un prix Forces AVENIR et, plus récemment, une distinction lors du Concours québécois en entrepreneuriat.

Sur le plan de l'excellence académique, Justine Renaud, étudiante au doctorat en biologie médicale, est lauréate de la très prestigieuse bourse d'études supérieures du Canada Vanier. Cet honneur souligne un parcours d'études en tous points remarquable et des aptitudes exceptionnelles en recherche. Il permet surtout de bien engager une carrière scientifique qui s'annonce éminemment prometteuse.

Plusieurs membres de la communauté enseignante se sont aussi illustrés. Le professeur Richard Chahine, entre autres, a été admis au Cercle d'excellence de l'Université du Québec. Le professeur Chahine dirige l'Institut de recherche sur l'hydrogène, un des pôles scientifiques les plus réputés de l'UQTR. Chercheur de calibre mondial, il est à la tête de H2CAN, réseau stratégique pancanadien qui se consacre au développement et à l'implantation des technologies de l'hydrogène.



La vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche par intérim, Lucie Guillemette, en compagnie des professeurs Louis De Beaumont, Julie Ruiz et Hugo Germain, nouveaux titulaires de chaires de recherche de l'UQTR.

En matière de relations de travail, l'UQTR et le Syndicat des professeurs ont signé une nouvelle convention collective, au terme de négociations franches et respectueuses. Ces discussions ont permis de rapprocher les perspectives et de reconnaître pleinement l'importance et la qualité du travail professoral.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

Des progrès importants sont également à signaler du côté des interactions avec nos partenaires. Exemple à cet égard, le projet de créer un campus de l'UQTR à Drummondville a reçu l'aval du gouvernement du Québec. Il s'agit là d'une excellente nouvelle. Une présence universitaire plus soutenue aidera le Centre-du-Québec à retenir les jeunes qui souhaitent poursuivre des études supérieures et à hausser le taux de diplomation de la région.

Bon nombre d'autres collaborations ont contribué au développement et au mieux-être de la collectivité. Le succès de notre campagne majeure de financement montre du reste que de plus en plus de gens reconnaissent la valeur de ce que nous accomplissons et désirent s'associer à notre mission.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'UQTR a intensifié ses activités d'internationalisation afin d'enrichir ses activités d'enseignement, de dynamiser son effort de recherche, d'encourager la mobilité de sa communauté et de renforcer le maillage universitaire.

En Europe, l'UQTR a signé une entente avec un centre de recherche français renommé, le Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information (LETI), afin de mener des travaux communs relatifs aux technologies acoustiques appliquées à la détection des gaz. Des liens ont également été tissés avec l'Université de Mons, en Belgique, en vue d'établir des collaborations dans des secteurs comme la psychologie, la psychoéducation, l'économie, l'éducation et la gestion.

Du côté de l'Asie, l'UQTR a conclu une importante entente de coopération scientifique avec une université chinoise, la Wuhan University of Technology. Cet accord permettra aux deux institutions de nouer des partenariats en matière de recherche, de formation et d'échange dans les domaines de l'hydrogène, du génie électrique et des sciences de la gestion.



Les principaux artisans du projet de clinique podiatrique communautaire à l'Accueil Bonneau ont été honorés de belle façon lors du gala Forces Avenir.



Entre la rectrice, Nadia Ghazzali, et la présidente du conseil d'administration, Michèle Laroche, quatre membres de la communauté universitaire qui se sont illustrés au service de l'UQTR : François Durand, Liette Pothier, André Thibault et André Paradis.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Exceptionnellement, notre Université a organisé cette année deux cérémonies « Distinction UQTR ».

Au trimestre d'automne, nous avons rendu hommage à quatre personnes qui ont fortement contribué au développement de notre institution. La Médaille de l'UQTR a été décernée à André Paradis, cadre supérieur retraité, à François Durand, longtemps la plume de l'Université, ainsi qu'à Liette Pothier, chargée de projet informatique et technologique. Le professeur retraité André Thibault, pionnier des études en loisir, culture et tourisme, a pour sa part reçu l'Éméritat de l'UQTR.

Au trimestre d'hiver, huit membres de la communauté universitaire ont été honorés. Les Prix d'excellence en recherche ont été décernés aux professeurs Lucia Ferretti et Kodjo Agbossou, alors que les Prix d'excellence en enseignement sont allés au professeur Nicolas Boivin et au chargé de cours Guillaume Morrissette. Une nouveauté à l'UQTR, le Prix d'excellence en direction académique a été remis au professeur Benoit Lavigne. En reconnaissance de ses états de service à la direction de l'Université, André Brousseau a été décoré de la Médaille de l'UQTR. Enfin, Frédéric Déru et Angelo Macaluso ont reçu le Prix vie étudiante.

LE CAMPUS, LES INFRASTRUCTURES ET LES FINANCES

Le coup d'envoi des travaux de construction d'un pavillon à la vie étudiante a été donné officiellement. L'UQTR a de plus inauguré sa nouvelle Clinique universitaire de kinésiologie, où les étudiants stagiaires peuvent parfaire leur apprentissage sous la supervision de kinésologues d'expérience. Ouverte à la population régionale et aux membres de la communauté universitaire, cette clinique propose à un coût avantageux des services d'évaluation, d'entraînement personnalisé et de massokinésiothérapie.

Nous avons pris la décision de créer une zone protégée d'environ huit hectares sur le campus afin de préserver une forêt de pins blancs qui abrite de nombreuses espèces fauniques et floristiques. Nous avons en outre annoncé la création du Centre d'expertise régional en

éducation au développement durable Mauricie/Centre-du-Québec, qui a reçu la sanction de l'Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies. De tels gestes reflètent la force de l'UQTR en matière de gestion responsable et durable.

Sur le plan financier, l'année budgétaire se termine pratiquement en situation d'équilibre, le fonds de fonctionnement affichant un léger solde négatif de 152 000 \$.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans les années à venir, la communauté universitaire sera invitée à faire sienne la vision proposée par la direction, et donc à intégrer l'idée que nous formons ensemble « Une grande université de taille humaine ».

Un nouvel exercice de planification stratégique fournira bientôt l'occasion d'affirmer nettement cette vision. Nous pourrions du même coup préciser les quatre orientations prioritaires de l'Université, soit le développement des cycles supérieurs, de la recherche, de partenariats internationaux et des pratiques de gestion.

L'UQTR a une vocation d'excellence. Nous continuerons d'y travailler, de façon à ce que les gens qui choisissent d'étudier ou de faire carrière chez nous se sentent privilégiés d'appartenir à une institution innovante, réputée et hautement attrayante.



La paruline des pins, espèce rare qui habite les peuplements matures comme celui que l'UQTR a résolu de protéger sur son campus.

DIRECTION

Nadia Ghazzali
Rectrice

Cléo Marchand
Vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante par intérim

Sylvain Delisle
Vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente

Michèle Laroche*
Ex-présidente-directrice générale, Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et des services sociaux

Membres

Sylvain Beaudry
Professeur

Frédéric Borel*
Étudiant

Jacques A. Chauvette
Directeur régional Mauricie et Centre du Québec et Production - Des Cascades, Hydro Québec

Gilles Duchesne
Étudiant

Nadia Ghazzali*
Rectrice

Johanne Giguère
Directrice des services administratifs, Centre jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Vincent Guay
Directeur, Cégep de Victoriaville

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente

Nadia Ghazzali
Rectrice

Membres

Paul Alain
Étudiant

Denis Auger
Professeur

Jean-Claude Bourgeois
Chargé de cours

Monique Cadrin
Professeure

Sylvie Calille
Chargée de cours

Jean-François Chapdelaine
Étudiant

Sylvain Delisle
Vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique

Frédéric Déru
Étudiant

Anthony Deshaies-St-Cyr
Étudiant

Danny Dessureault
Doyen des études de premier cycle

Gilles Charland
Vice-recteur aux ressources humaines suppléant

Lucie Guillemette
Vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche par intérim

André Gabias
Secrétaire général

Lucie Guillemette*
Vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche par intérim

Louis Marchildon*
Professeur

Éliane Moreau
Professeure

Carole Neill
Chargée de cours

Annie Pagé
Directrice des services juridiques et conseillère en relations de travail, Ville de Shawinigan

Yves Tousignant*
Directeur général, Ville de La Tuque

Annie Villemure
Directrice Développement des affaires - Gestion des avoirs, Caisse Desjardins des Trois-Rivières

Personnes convoquées

Sylvain Delisle
Vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique

Cléo Marchand
Vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante par intérim

Daniel Francoeur
Étudiant

Alain Goupil
Professeur

Lucie Guillemette
Vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche par intérim

France Joyal
Professeure

Benoît Lavigne
Professeur

Denis Lamy
Chargé de cours

Tristan Milot
Professeur

Charles Plourde-Leblanc
Étudiant

Liette St-Pierre
Professeure

Secrétaire

André Gabias
Secrétaire général

Attachée aux organismes statutaires et au Secrétariat général
Lucie Couture

Également en poste en cours d'année

Claude Arbour
Vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante

Martin Gélinas
Vice-recteur aux ressources humaines

Personne invitée

Gilles Charland
Vice-recteur aux ressources humaines suppléant

Secrétaire

André Gabias*
Secrétaire général

Attachée aux organismes statutaires et au Secrétariat général

Lucie Couture

Ont également siégé en cours d'année

Claude Arbour*
Vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante

Martin Gélinas
Vice-recteur aux ressources humaines

* Membre du comité exécutif

Ont également siégé en cours d'année

Pierre Baillargeon
Professeur

Denis Boire
Professeur

Frédéric Borel
Étudiant

Nicole Bouchard
Doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche

Léonie Cinq-Mars
Étudiante

Lyne Cloutier
Professeure

François Fugère
Chargé de cours

Denis Gratton
Professeur

Marie Lequin
Professeure

Marie-Pier Lemay
Étudiante

Éliane Moreau
Professeure

Ludovick Nadeau
Étudiant

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI



Martin Gauthier

Recteur

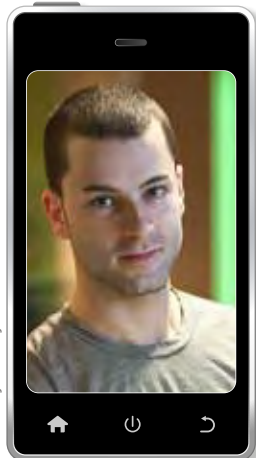
Guylain Doyle

L'UQAC a certainement vécu en 2012-2013 l'une des années les plus chargées de son histoire.

L'exercice du plan de retour à l'équilibre budgétaire, combiné aux compressions inattendues, a exigé de tous un effort remarquable.

Par ailleurs, le processus de consultation mis en place dans le cadre de l'élaboration du Plan stratégique 2013-2018 s'est révélé des plus constructifs grâce à l'incroyable mobilisation de toute la communauté universitaire. Une année bien remplie que nous devons utiliser comme tremplin pour nous projeter vers l'avenir.

Guylain Doyle



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

À l'automne 2012, l'UQAC comptait 6 868 étudiants : une légère augmentation relativement à l'automne 2011. Plus de 2 200 diplômés ont été délivrés, ce qui représente une augmentation de près de 3,5 % comparativement à l'année 2011.

- Cette année, 253 étudiants se sont partagé 1 145 000 \$ en bourses d'excellence, dont 525 000 \$ provenaient d'organismes subventionnaires. Le secteur de la vie étudiante a permis à 1 760 étudiants de profiter d'un programme de subvention pour des projets qui émanent du milieu.
- La première cohorte d'étudiants inscrits au baccalauréat en sciences [réadaptation] amorçait les cours le 27 août 2012.
- Les actions et mesures pour l'intégration des étudiants en situation de handicap ont été consolidées.
- La politique sur les compétences informationnelles aux cycles supérieurs présentée par le Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche a été adoptée au cours de l'automne.
- Un programme court de 2^e cycle en éducation du développement durable a été créé.
- Un baccalauréat en communication est en développement.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DES CHERCHEURS

L'année 2012-2013 a été profitable pour le financement de la recherche et diversifiée en projets. L'ajout de nouvelles unités accréditées illustre le maintien d'un effort continu de structuration de la recherche.

Les résultats préliminaires de l'inventaire du financement de la recherche pour l'année 2012-2013 indiquent que les chercheurs de l'UQAC se sont vu attribuer 19 490 840 \$ en subventions de recherche, et 1 390 160 \$ en contrats et commandites, pour un volume de financement total de 20 881 000 \$.

Les subventions de recherche provenant des organismes subventionnaires fédéraux ainsi que celles provenant des fonds subventionnaires provinciaux totalisent 7 116 870 \$.

L'UQAC a également figuré cette année au tableau des 50 meilleures universités en recherche pour l'année 2012, paru dans une publication de Research Infosource inc. intitulée Canada's University Innovation Leaders. Elle récolte ainsi la 27^e place, ce qui constitue une progression notoire, puisqu'elle occupait le 38^e rang l'an dernier.

- En 2012-2013, l'UQAC s'est dotée de trois nouvelles unités de recherche accréditées : le Groupe de recherche Risque Ressource Eau (R2Eau), le Laboratoire d'automatisme et d'interaction 3D et multimodale intelligente (LAIMI) et le Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante - UQAC (CRIFPE-UQAC), qui est le plus important centre de recherche en éducation au Canada.
- De nouvelles procédures ont été développées pour démontrer que l'UQAC est responsable de la disposition des déchets biomédicaux qu'elle génère. Ainsi, à la fin de cette année, nous comptons 17 protocoles actifs touchant les risques biologiques : 5 en enseignement et 12 en recherche.
- Une expertise en qualité des sols nordiques a été consolidée à l'UQAC dans le cadre du renouvellement du créneau d'excellence régional en agriculture nordique.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

La dernière année a vu naître ou se consolider de nombreux partenariats de même que la réalisation de plusieurs projets :

- Le Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage de l'UQAC [CEE-UQAC] a mis en place, à Alma, le Centre de transfert en extrusion axé sur l'aluminium. Celui-ci permettra aux PME québécoises de fabriquer des prototypes et des petites séries commercialisables.
- Une entente avec l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean visant le rapprochement entre la direction de l'Université et celle des établissements du réseau a été conclue.
- L'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Chicoutimi ont renouvelé les ententes visant l'offre de formation médicale à Saguenay.
- Une entente de partenariat a été ratifiée entre le Centre des Premières Nations Nikanite, de l'UQAC, et la Chaire de recherche du Canada sur la diversité juridique et les peuples autochtones, de l'Université d'Ottawa, pour le projet État et cultures juridiques autochtones : un droit en quête de légitimité. Ce projet s'échelonnera sur une période de 5 ans, soit de 2013 à 2018.
- Cette année, le Centre du savoir sur mesure [CESAM] a offert 146 activités de formation non créditées à 2 445 participants, une augmentation de 45 % par rapport à l'an dernier, ainsi que 18 activités créditées à 582 apprenants.
- Un nouveau partenariat avec le Centre d'expertise pour la construction commerciale en bois [CECOBOIS] a aussi été mis en place par le CESAM.

LE PERSONNEL ET LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Au cours de l'exercice financier se terminant le 30 avril 2013, le fonds de fonctionnement a généré des produits de 90 391 577 \$ et des charges de 91 793 460 \$, pour une insuffisance des produits sur les charges de 1 401 883 \$ comparativement à une insuffisance des produits sur les charges de 1 695 439 \$ pour l'exercice financier se terminant le 30 avril 2012.

En ce qui a trait aux ressources humaines, l'année universitaire 2012-2013 s'est caractérisée par la conclusion de deux dossiers majeurs, soit l'application du plan de retour à l'équilibre budgétaire et le renouvellement de la convention collective des chargées et chargés de cours.

Dans le contexte de l'atteinte de l'équilibre budgétaire, quelque 41 postes réguliers de personnel de soutien, professionnel et cadre ont été touchés par des modifications ou une réorganisation de leurs tâches, et près de la moitié d'entre eux ont fait l'objet d'une abolition.

Enfin, deux projets immobiliers de premier plan ont été amorcés, soit la construction du futur pavillon universitaire Alouette, à Sept-Îles et l'acquisition du Grand Séminaire de Chicoutimi pour combler les besoins engendrés par le nouveau programme de physiothérapie.



Guylain Doyle



Guylain Doyle

Trois des crénieux d'excellence de l'UQAC : l'aluminium, la forêt boréale et le givrage atmosphérique.



Guylain Doyle



Guylain Doyle

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Avec ses programmes délocalisés et l'évolution de ses activités à l'étranger, l'UQAC est de plus en plus présente dans le monde :

- 5 000 diplômés, à ce jour, des programmes transfrontaliers dans 5 pays.
- 600 étudiants internationaux de 60 nationalités sur le campus.
- 170 partenaires dans 26 pays.
- Une centaine d'étudiants et de professeurs en mobilité chaque année.
- L'UQAC a été invitée à devenir membre fondateur du Laboratoire international associé sur les forêts montagnardes et boréales – chrono-écologie et aménagement écosystémique durable (LIA-MONTABOR). Le Laboratoire international associé est une structure de fonctionnement propre au Centre national de la recherche scientifique pour favoriser des collaborations internationales de recherche.
- Une nouvelle collaboration est née avec la délocalisation du programme de maîtrise en informatique (profil professionnel) à Tianjin University of Technology, en Chine; sa mise en œuvre se fera en 2013-2014.

LES ÉVÉNEMENTS ET FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

- Septembre 2012 : Organisation, avec les partenaires de la Côte-Nord et l'Université du Québec à Rimouski, du Sommet sur la recherche nord-côtière Pierre-Frenette, qui visait la réflexion autour du thème de la création d'un système performant de recherche en région.
- Du 24 au 27 janvier 2013 avait lieu la 29^e Compétition québécoise d'ingénierie, dont l'UQAC était l'hôte pour la troisième fois.
- En mars dernier, l'UQAC accueillait le 35^e Congrès annuel de la Société québécoise pour la recherche en psychologie (SQRP). L'événement a rassemblé plus de 260 participants.
- Le 12 avril 2013, l'UQAC était l'hôte du colloque « *Le printemps érable, un an après* », le premier à aborder



Guylain Doyle

le mouvement étudiant de 2012. Il était proposé par le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) de l'UQAM et une équipe de professeurs du Département des sciences humaines de l'UQAC, en collaboration avec le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) et la Chaire de recherche du Canada sur la démocratie et la souveraineté, également de l'UQAC.

- Au printemps dernier, le Consortium de recherche sur la forêt boréale commerciale de l'UQAC a été récompensé par l'ADRIQ à l'occasion de la 4^e édition de l'événement Célébrons le Partenariat! La soirée, qui se tenait au Musée de la civilisation de Québec, visait à reconnaître les réussites commerciales de collaborations technologiques québécoises entre chercheurs, entrepreneurs et partenaires.
- Quatre étudiants inscrits au baccalauréat en animation 3D et en design numérique du Centre NAD, Normand Archambault, Loïc Mireault, Antoine Seigle et Félix Marquis-Poulin, ont publié sur le Web la vidéo intitulée *Golden Eagle Snatches Kid*. En deux jours, la vidéo a atteint le cap des 20 millions de visionnements sur YouTube. À ce jour, la vidéo a attiré plus de 43 millions d'internautes.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'année 2013-2014 sera déterminante pour l'avenir de l'Université du Québec à Chicoutimi. Après une année de réorganisation administrative et d'efforts pour un retour à l'équilibre budgétaire, nous aurons l'occasion et la liberté de mettre en application un plan stratégique qui a été réfléchi et conçu à partir d'une vaste consultation et dont la résultante est le reflet de ce que nous voulons tous ensemble pour le devenir de notre Université.

L'étudiant continuera d'être au cœur même de nos préoccupations. En ce sens, l'enseignement et la recherche s'adapteront de façon continue aux changements rapides qui caractérisent la réalité d'aujourd'hui. Les prochaines années nous permettront de confirmer, et aussi de fortifier, le statut de grande Université à dimension humaine de l'UQAC.

DIRECTION

Martin Gauthier
Recteur
Martin Côté
Vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général

Mustapha Fahmi
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

Également en poste en cours d'année
André Dorion
Vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président
Laval Boulianne
Membre socioéconomique

Membres
Denis Bussièrès
Professeur
Mustapha Elayoubi*
Chargé de cours
Mustapha Fahmi*
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
Martin Gauthier*
Recteur
Sylvain Jomphe*
Étudiant
Camil Laforge*
Membre socioéconomique, directeur général, Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Isabelle Lemay*
Professeure
Guyline Proulx
Représentante des cégeps
Carmen Rock
Membre socioéconomique
Lyne St-Georges
Professeure
Mathieu Sergerie
Étudiant
Jacinte Vaillancourt
Membre socioéconomique, présidente, Consulte Station

Ont également siégé en cours d'année
André Dorion
Vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration
Claire Gressier
Étudiante
Louis Lefevre
Représentant des cégeps
André McClure
Membre socioéconomique

* Membre du comité exécutif

Secrétaire

Martin Côté
Vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général

COMMISSION DES ÉTUDES

Président
Martin Gauthier
Recteur

Membres
Mustapha Fahmi
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
Émilie Aubry-Lafontaine
Étudiante
Claude Bourgeois
Étudiant
Françoise Courville
Professeure P.D.E.R.
Carole Dion
Doyenne des études de premier cycle
Sarah Esteves
Étudiante
Diane Gauthier
Professeure

André Leclerc
Doyen par intérim des études de cycles supérieurs et de la recherche
Brahim Meddeb
Professeur
Maxime Naud
Étudiant
Mathieu Sergerie
Étudiant
Jacques Tremblay
Chargé de cours
Nicole Tremblay
Professeure
Sylvie Turcotte
Chargée de cours

Secrétaire
Martin Côté
Vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général

Ont également siégé en cours d'année
Stéphane Aubin
Professeur
Julie Gaudreault
Chargée de cours
Andréanne Lapierre
Étudiante
Mathieu Simard
Étudiant
Marianne Simard
Étudiante
Jean Rouette
Professeur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI



Jean-Pierre Ouellet

Recteur

L'Université du Québec à Rimouski a franchi le seuil des 40 000 diplômés cette année. Une marque qui illustre bien l'impact de l'UQAR quant à l'accessibilité aux études universitaires des régions de Chaudière-Appalaches au Bas-Saint-Laurent, en passant par la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord.



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

L'Université a remis 1 271 diplômes à l'automne 2012, soit 1 053 au premier cycle, 203 au deuxième cycle et 15 doctorats. L'effectif étudiant a connu une nouvelle croissance de près de 3 % en 2012, avec près de 6 700 étudiants inscrits, dont 400 étudiants internationaux.

L'UQAR a fait figure de pionnière en obtenant l'accréditation d'un premier baccalauréat en enseignement offert totalement en ligne. S'adressant aux enseignants des centres de formation professionnelle québécois, ce programme leur offre une grande souplesse pour concilier leur travail et la poursuite d'études universitaires. De plus, en réponse aux besoins du milieu, l'Université a accueilli en septembre une première cohorte d'étudiants au programme de baccalauréat en travail social au campus de Lévis.

Au printemps 2013, l'UQAR a annoncé qu'elle déploiera son programme de DEC-BAC en sciences infirmières sur le territoire de l'Est-du-Québec, et ce, afin d'offrir aux infirmières la possibilité de suivre leur formation universitaire dans leur milieu respectif. Également, pour permettre aux membres de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec de bonifier leur perfectionnement tout en étant sur le marché du travail, l'UQAR a lancé une première formation sur le thème de la dépression post infarctus accessible en ligne.

Quant aux performances de nos étudiants, Nicolas Toupoint, diplômé au doctorat en océanographie, a obtenu la Médaille d'or du Gouverneur général pour l'excellence de son dossier universitaire. Pour sa part, le diplômé au baccalauréat en administration François Thibault a reçu la Médaille d'argent. Premier vice-président de la Financière Banque Nationale, Louis Khalil a par ailleurs reçu le Prix d'excellence des diplômés de l'UQAR attribué par les Services aux diplômés de la Fondation de l'UQAR.

Deux doctorants de l'UQAR ont été lauréats du concours Étudiants-chercheurs étoiles du Fonds de recherche du Québec. Candidate au doctorat en développement régional, Maude Flamand-Hubert a remporté le concours dans la catégorie Société et culture pour l'excellence de son livre, *Louis Bertrand à L'Isle-Verte [1811-1871] : propriété foncière et exploitation des ressources*, publié aux Presses de l'Université du Québec. Candidat au doctorat en biologie, Daniel Munro a, de son côté, été lauréat dans la catégorie Nature et technologies pour sa publication sur la longévité des palourdes multisentennaires dans la revue *Aging Cell*.

Le projet ÉcoUQAR a décroché le prix AVENIR, lors du gala du concours provincial Forces AVENIR, dans la catégorie Sciences et applications technologiques. Ce laboratoire pédagogique et de recherche sur les énergies renouvelables est le fruit de la mobilisation de plusieurs



La 40 000^e diplômée de l'UQAR, Lisa Le François, en compagnie du recteur Jean-Pierre Ouellet. Mme Le François est diplômée en sciences infirmières.

étudiants en génie de l'UQAR. Enfin, lauréate dans le cadre du 28^e Prix du Jeune Écrivain de Langue Française, l'étudiante à la maîtrise en lettres (profil création littéraire), Joanie Lemieux, a publié un texte intitulé « Sous le grand X » dans le recueil *Icare et autres nouvelles* aux prestigieuses éditions Buchet Chastel (Paris).

Sur le plan sportif, l'équipe Le Nordet, en canot à glace, a remporté la Coupe des glaces, dans la catégorie « Sport », du Circuit Québécois de Canot à Glace. Formée du capitaine David Didier, ainsi que de Johan Bérubé, Jonathan Frenette, Simon Frenette, Frankie Jean-Gagnon, Simon Lévesque et Renaud McKinnon, l'équipe de l'UQAR est montée sur la plus haute marche du podium avec une récolte de quatre victoires sur les six courses que comporte la Coupe.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DES CHERCHEURS

Cette année encore, l'UQAR s'est démarquée sur le plan de la recherche en prenant le premier rang dans sa catégorie, parmi les universités québécoises, selon le palmarès établi par la firme indépendante RESEARCH Infosource Inc. Une reconnaissance qui témoigne, une fois de plus, de l'importance de la recherche effectuée par les universités en région. En outre, l'Université a été classée au premier rang au Canada quant au financement moyen par chercheur et à l'impact de ses publications scientifiques.

Référence mondiale dans le domaine de la nordicité, le professeur en biologie Dominique Berteaux a obtenu la Chaire de recherche du Canada en biodiversité nordique. Financée par le CRSNG à la hauteur de 1,4 M\$ sur sept ans, cette chaire consacrera ses travaux à l'étude des espèces et des écosystèmes dans les milieux froids.

La Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial a été renouvelée. Sous la direction de la professeure Marie-José Fortin, cette chaire examine les dynamiques sociales entourant l'implantation et la territorialisation de grands projets, particulièrement dans les régions non métropolitaines. Un budget de 500 000 \$ sur 5 ans a été octroyé à la chaire par le CRSH. Par ailleurs, le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies

a aussi renouvelé son appui financier au regroupement Ressources Aquatiques Québec, dont la directrice scientifique est la professeure Céline Audet de l'UQAR-ISMER.

Les travaux de l'étudiant au doctorat en océanographie Hervé Guyard et du professeur Guillaume St-Onge démontrant que le cratère des Pingualuit a déjà été un lac sous-glaciaire ont été retenus comme l'une des dix découvertes de l'année 2012 du magazine *Québec Science*.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

En collaboration avec le Centre d'expertise en santé de Sherbrooke, l'Agence de la santé et des services sociaux du Bas-St-Laurent, le Centre de santé et services sociaux de Rimouski-Neigette, le Centre de santé et de services sociaux de La Mitis et l'entreprise TELUS, l'UQAR a présenté, à l'automne 2012, une série de conférences publiques portant sur le thème du cancer. Ces conférences grand public ont permis de partager des connaissances et de favoriser les échanges entre des professionnels de la santé et la population.

L'Université du Québec à Rimouski a également collaboré à la tenue d'un Forum sur la justice sociale et les ressources naturelles. Lancé par la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire, cet événement



L'équipe du Nordet, en canot à glace, a terminé première dans la catégorie « Sport » remportant la Coupe des Glaces du Circuit Québécois de Canot à Glace.



Le professeur Dominique Berteaux est le titulaire de la Chaire de recherche du Canada en biodiversité nordique.



Candidate au doctorat en développement régional, Maude Flamand-Hubert est lauréate du concours Étudiants-chercheurs étoiles du Fonds de recherche du Québec – Société et culture.



Candidat au doctorat en biologie, Daniel Munro est lauréat du concours Étudiants-chercheurs étoiles du Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.

a notamment profité du soutien du Cégep de Rimouski et du Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent. Un laboratoire d'expérimentation sur les nouveaux supports de lecture et d'écriture a par ailleurs été inauguré cette année. Cet outil pédagogique novateur est destiné au développement des compétences des enseignants et des professionnels en matière des nouvelles technologies.

Question de favoriser la fibre entrepreneuriale de ses étudiants, l'Université a lancé le projet *Entrepreneuriat@UQAR* à l'automne. Plusieurs activités auxquelles des entreprises et des personnalités du monde des affaires ont pris part ont permis aux étudiants de l'UQAR de se familiariser avec l'entrepreneuriat et d'explorer leur potentiel pour se lancer en affaires.

LE PERSONNEL

Le début de l'année universitaire a été marqué par l'arrivée de Jean-Pierre Ouellet à titre de recteur de l'UQAR. Le doyen des études de cycles supérieurs et à la recherche, François Deschênes, lui a succédé au poste de vice-recteur à la formation et à la recherche. Après avoir occupé la fonction de directeur des études à la Télé-université, Louis Mathier s'est joint à l'UQAR comme vice-recteur au campus de Lévis et à la planification.

Plusieurs membres de la communauté universitaire ont été honorés. Le professeur de biologie Joël Bêty a obtenu le Prix d'excellence 2012 en recherche et création, volet réalisation, de l'Université du Québec et le professeur en sciences de l'éducation Hubert Gascon a fait son entrée comme membre du Cercle d'excellence de l'Université du Québec. Professeur de biologie, Martin-Hugues St-Laurent a obtenu le prix Chercheur étoile 2012 en Sciences naturelles et génie au concours *Ça mérite d'être reconnu!*, dans le cadre du Rendez-vous du Savoir.

Titulaire de la Chaire UNESCO en analyse intégrée des systèmes marins, le professeur en océanographie biologique Jean-Claude Brêthes a reçu le prix H.B. Nicholls, remis par l'Association Zone côtière Canada, pour souligner ses implications et ses réalisations en matière de gestion des zones côtières.

Responsable de l'aide financière aux études au campus de Rimouski, Lise Blanchette a reçu le Prix reconnaissance 2012 pour ses 35 années de service à l'UQAR. Par ailleurs, la Distinction Alcide-C.-Horth a été attribuée au professeur de géographie Bernard Hétu pour la qualité et l'importance de sa contribution scientifique. La Distinction Pascal-Parent a pour sa part été attribuée au professeur de psychosociologie Jean-Marc Pilon pour sa contribution exceptionnelle à l'enseignement universitaire.



Joël Bêty



Hubert Gascon

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'année 2012-2013 a été marquée par l'annonce, en décembre 2012, de compressions budgétaires importantes qui ont amené l'UQAR à procéder à un exercice majeur de rationalisation. Le déficit anticipé pour l'année est de 735 000 \$, malgré des compressions de l'ordre de 1,9 M\$, ce qui démontre bien l'effort important consenti par toute la communauté pour restreindre ce déficit.

En ce qui concerne les infrastructures, d'importants travaux touchant l'isolation, la fenestration et la partie extérieure de l'aile abritant l'Institut des sciences de la mer de Rimouski (UQAR-ISMER) ont été amorcés au printemps 2013. L'entrée principale du campus de Rimouski a également été réaménagée, permettant d'ajouter une agora pouvant accueillir une cinquantaine de personnes. De plus, des travaux de mise à niveau des infrastructures réseautiques ont été réalisés, ce qui a amélioré leur capacité et renforcé la sécurité de nos systèmes. Un terrain jouxtant le campus de Lévis a par ailleurs été acquis par l'UQAR afin de répondre aux besoins actuels et futurs.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

La préparation d'une recherche océanographique d'envergure en Argentine, prévue à l'hiver 2014, a mobilisé plusieurs chercheurs de l'UQAR-ISMER au cours de l'année. Les études qui seront réalisées s'inscrivent dans une perspective de développement durable dans un contexte où les autorités de l'Argentine souhaitent développer l'exploitation pétrolière dans le golfe de San Jorge, tout en préservant la biodiversité et les industries de la pêche et du tourisme.

Confirmant l'expertise de nos chercheurs dans l'étude des enjeux nordiques, l'UQAR a joint les rangs de l'Université de l'Arctique. Cette université virtuelle regroupe, entre autres, des universités de Russie, de Norvège, du Danemark et du Canada.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La remise du 40 000^e diplôme a marqué l'année universitaire de l'UQAR. L'année 2012 a également été souli-

gnée par le dévoilement d'une nouvelle campagne de communication institutionnelle sous le thème *Une autre façon* et le lancement de *L'universitaire, le magazine de l'UQAR*. Le quatrième Vélothon 24 h tenu au campus de Lévis a permis d'amasser près de 30 000 \$ pour une vingtaine d'organismes des régions de Chaudière-Appalaches et de Québec œuvrant auprès des jeunes. Quelque 500 étudiants, professeurs et membres du personnel de l'UQAR ont participé à ce défi cycliste. Depuis sa fondation par les professeurs en sciences de l'éducation Jacques Daigneault et Martin Gendron, cet événement mobilisateur a permis d'amasser plus de 75 000 \$ pour des organismes soutenant les jeunes sur les plans de la santé, de l'éducation et de la réinsertion sociale.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Alors que le système universitaire québécois est en période de mouvance, l'UQAR est fière de son parcours et regarde vers l'avenir avec optimisme. En effet, l'Université a su répondre aux besoins d'accessibilité à la formation universitaire sur un vaste territoire faiblement peuplé. La recherche effectuée à l'UQAR est aussi soulignée par plusieurs marques de reconnaissance individuelles et collectives. Nous souhaitons bâtir l'avenir en poursuivant sur cette lancée tout en nous appuyant sur nos spécificités. L'UQAR, une autre façon de construire la société d'aujourd'hui et de demain.



Quelque 500 étudiants, professeurs et membres du personnel de l'UQAR, ont participé au quatrième Vélothon 24 h.

DIRECTION

Jean-Pierre Ouellet
Recteur
François Deschênes
Vice-recteur à la formation et à la recherche
Louis Mathier
Vice-recteur au campus de Lévis
et à la planification

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente
Marie-Hélène Chouinard*
Directrice générale, Carrefour de soutien
aux aidants

Membres
Francis Belzile*
Professeur
Jean Bernatchez
Professeur
Louise Bérubé
Chargée de cours
Pierre Cadieux
Professeur
Cathy-Maude Croft
Directrice des Services du secrétariat général
et des communications, Commission scolaire
des Phares
Sophie D'Anjou*
Directrice, Financement, Caisse Desjardins
de Rimouski
François Deschênes*
Vice-recteur à la formation et à la recherche
Pierre-André Lalané*
Étudiant

COMMISSION DES ÉTUDES

Président
Jean-Pierre Ouellet
Recteur

Membres
Claude Aubut
Chargée de cours
Louis Babineau
Professeur
Frédérique Bélanger
Étudiante
Danielle Boutet
Professeure
Jean Brousseau
Doyen des études de premier cycle
Pierre Cadieux
Professeur
Chantal Desrosiers
Professeure
Frédéric Deschenaux
Doyen des études de cycles supérieurs
et de la recherche
François Deschênes
Vice-recteur à la formation et à la recherche
Michèle Leduc-Lapierre
Étudiante

Marjolaine Viel
Vice-rectrice aux ressources humaines
et à l'administration
Alain Caron
Secrétaire général

Lise Lapierre
Directrice associée, Accès Capital Québec
Maryse Lapierre
Notaire
Jean-Pierre Ouellet*
Recteur
Françoise Roy*
Directrice des Services éducatifs,
Cégep de Rimouski
Marjolaine Viel*
Vice-rectrice aux ressources humaines
et à l'administration

Secrétaire
Alain Caron
Secrétaire général

Attachée d'assemblée
Claudette Bédard

Personnes convoquées
Françoise Daigle,
Directrice par intérim,
Service des communications
Serge Demers
Directeur, ISMER

Rémi Lesmerises
Étudiant
Sylvie Morin
Professeure
Ginette Pelletier
Chargée de cours
Kevin Rodrigue
Étudiant
Jean-René Thuot
Professeur

Personnes convoquées
Philippe Horth
Adjoint au vice-recteur à la formation
et à la recherche, campus de Lévis

Romain Lavoie
Registraire

Secrétaire d'assemblée
Alain Caron
Secrétaire général

Attachée d'assemblée
Claudette Bédard

Ont également siégé en cours d'année
Mathieu Arsenault
Étudiant

**Ont également été membres de la direction
en cours d'année**

Michel Ringuet
Recteur

Robert Paré
Vice-recteur à la planification et aux
partenariats, campus de Lévis

Louis Mathier
Vice-recteur au campus de Lévis
et à la planification
Denis Ouellet
Président SCFP, section locale 1575

Ont également siégé en cours d'année

Dyane Benoit,
Directrice générale par intérim, Agence
de la santé et des services sociaux
de Chaudière-Appalaches

Marie-Thérèse Brunelle
Directrice du Service des communications

Rosalie Montminy-Morissette
Étudiante

Robert Paré
Vice-recteur à la planification
et aux partenariats, campus de Lévis

Michel Ringuet
Recteur

François Thibault*
Étudiant

* Membre du comité exécutif

Janie Bérubé
Professeure
Yann Fournis
Professeur
Alexandre Guindon
Étudiant

Laura Leclerc
Étudiante

Francis Mathieu
Étudiant

Catherine Morel
Étudiante

Marie-Laurence Pelletier
Étudiante

Michel Ringuet
Recteur

Andréanne Roy
Étudiante

Raymonde Simard
Chargée de cours

Sara Tchoryk
Étudiante

Nicolas Turcotte
Étudiant

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

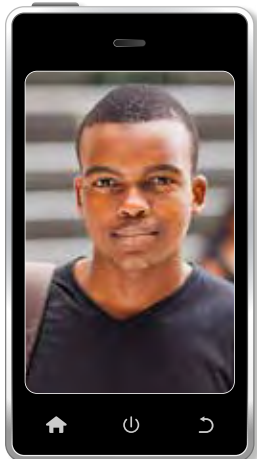


Jean Vaillancourt

Recteur

Sylvain Marier

À l'heure où le Québec est en réflexion profonde sur le rôle de l'université de demain, l'Université du Québec en Outaouais redouble d'efforts pour rétablir l'équité en matière d'enseignement supérieur de sa région et pour répondre aux besoins croissants de la population de l'Outaouais et des Laurentides, deux régions en forte croissance économique et démographique.



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

L'UQO a connu une stabilité sur le plan du recrutement [- 0,3 %], avec 6 383 étudiants inscrits, et ce après 4 années de croissance soutenue. Ce bilan pourrait s'expliquer par le fait que l'UQO a été plus touchée que les autres constituantes en région par le mouvement étudiant contre la hausse des frais de scolarité, notamment à la suite de la suspension des cours au campus de Gatineau au trimestre d'été 2012. Par ailleurs, l'Université a décerné 1 315 diplômes, dont 801 de baccalauréat, 86 diplômes d'études supérieures spécialisées, 158 de maîtrise et 2 de doctorat.

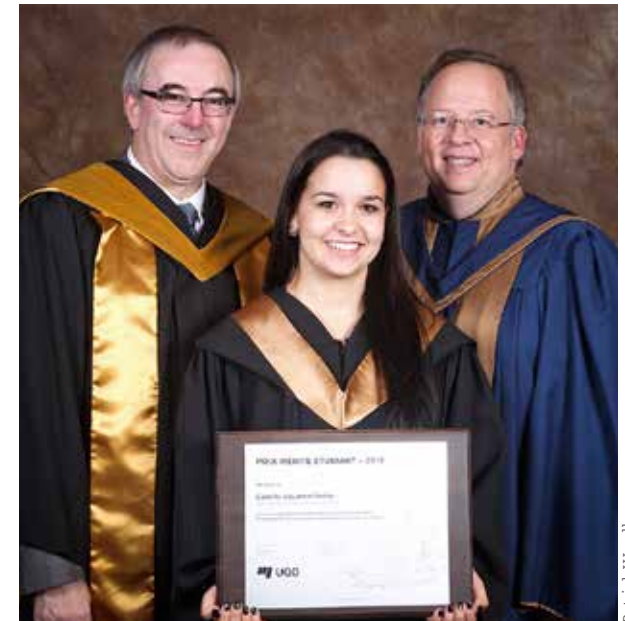
L'UQO accueillait, en 2012, les premiers étudiants au DESS en sciences et technologies de l'information, au programme court de deuxième cycle en traitement des données et au programme court de deuxième cycle en télécommunications et sécurité. L'éventail de formation à l'UQO s'est également enrichi par l'offre d'une maîtrise en gestion durable des écosystèmes forestiers. S'ajoute à cela une mineure en rédaction professionnelle et une mineure en traduction professionnelle.

Les étudiants de l'UQO se sont démarqués lors de compétitions interuniversitaires, notamment en obtenant la première place en négociation de convention collective, la deuxième place en politiques publiques et la troisième place au classement général au Concours d'excellence en relations industrielles. Les délégations de l'UQO ont aussi fait bonne figure aux Jeux du Commerce, à la simulation boursière du Fonds Alpha et à la compétition Stratégix. De plus, une étudiante de l'UQO, Martine Bouchard, a remporté la finale d'Univers-Cité en spectacle. Enfin, Camille Daudelin-Peltier, diplômée du programme de baccalauréat en psychologie, a reçu le prix Mérite étudiant pour son engagement exceptionnel dans la vie universitaire et l'excellence de son dossier scolaire tout au long de ses études.

LA RECHERCHE, LA CRÉATION ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

L'année a été marquée par des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement du Québec aux universités et au financement de la recherche. Malgré ce contexte défavorable, l'UQO a connu une croissance de son financement de la recherche, lequel est passé de 7,8 M\$ en 2011-2012 à plus de 8 M\$ en 2012-2013.

Les deux laboratoires de recherche Au cœur des familles, au campus de Gatineau et à celui de Saint-Jérôme, ont été inaugurés en décembre 2012. Sous la direction de la



Patrick Woodbury

Camille Daudelin-Peltier, diplômée du baccalauréat en psychologie, a reçu le prix Mérite étudiant à l'occasion de la Collation des grades. Elle est entourée de Denis Dubé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, et du recteur Jean Vaillancourt.

professeure Francine de Montigny, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la santé psychosociale des familles, la construction de ces laboratoires a obtenu un investissement de plus de trois quarts de million de la FCI, du MDEIE et de l'UQO.

La mise en œuvre de l'Institut des Sciences de la Forêt tempérée (ISFORT), représentant un financement de 9,5 M\$ sur 6 ans, a bien progressé dans sa première année. Quatre professeurs ont d'ailleurs été recrutés au nouveau Département des sciences naturelles.

Plusieurs postes de chercheurs ont été créés. Le nombre de stagiaires postdoctoraux, d'étudiants au doctorat, d'embauches de professionnels de recherche et d'assistants de recherche a atteint de nouveaux sommets, avec une croissance de plus de 10 % dans chaque cas.

Une importante collaboration en recherche dans le domaine de la santé se dessine grâce à un contrat d'affiliation entre l'UQO et le CSSS de Gatineau. De plus, l'UQO a été l'hôte du Symposium international de l'IEEE (Institute of Electrical and Electronics Engineers), intitulé *Medical Measurements and Applications*. Organisé en collaboration avec l'Université d'Ottawa et l'Université Carleton, l'UQO a ainsi accueilli 85 chercheurs dans le domaine de l'instrumentation médicale.

LES PARTENARIATS ET L'ENGAGEMENT DANS LE MILIEU

En 2012-2013, l'UQO a poursuivi son partenariat avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec en lien avec le Programme d'intégration linguistique pour les immigrants. Cette entente a permis à l'UQO d'offrir, coordonner et soutenir les activités de formation en francisation, afin de permettre aux personnes nouvellement immigrantes de s'intégrer plus facilement à la société québécoise.

LE PERSONNEL

Plusieurs membres de la communauté universitaire ont été honorés au cours de l'année. Parmi ceux-ci, Denis Dubé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, a reçu le Prix d'excellence en gestion de l'Uni-

versité du Québec, et Line Blais, chargée de gestion et responsable des admissions au Bureau du registraire et des services aux étudiants, a été reçue au Cercle d'excellence de l'Université du Québec. Louise Dumas, professeure honoraire et associée du Département des sciences infirmières, a reçu l'Insigne du mérite, la plus haute distinction de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, ainsi que le Prix rayonnement national lors du Gala des Prix d'excellence du réseau de la santé et des services sociaux de l'Outaouais.

Lorraine Savoie-Zajc, professeure au Département des sciences de l'éducation, ainsi que Lucie Fréchette et Louis Favreau, professeurs au Département de travail social, ont reçu le titre de Professeur émérite. Pour sa part, Jacques-Bernard Gauthier, professeur au Département des sciences administratives, a reçu le Prix d'excellence Christiane-Melançon en enseignements pour souligner ses qualités de pédagogue. Dans le cadre de la cérémonie de reconnaissance annuelle, l'UQO a remis le prix Employé d'honneur à Line Lespérance, technicienne responsable de la paie et des avantages sociaux au Service des finances.

Au cours de l'année, l'UQO a recruté 25 nouveaux professeurs et nommé deux nouveaux cadres, soit Marc Landry, doyen des études, et Line Boucher, directrice du soutien aux études à Saint-Jérôme.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

C'est au printemps 2013 que les travaux de construction de l'ISFORT ont débuté à Ripon. Les chercheurs devraient être en mesure d'emménager dans leurs nouveaux locaux au printemps 2014.

Soucieuse d'améliorer la qualité de ses services et l'efficacité des processus institutionnels, l'UQO a notamment implanté une nouvelle fonctionnalité pour automatiser les étapes de production des rapports financiers relatifs à la recherche. Sur le plan des technologies de l'information, l'UQO a déployé une nouvelle version mobile de son site Web institutionnel.



Pier-Luc Bergeron

Lors du Gala des distinctions 2012, l'UQO a décerné des distinctions honorifiques à des personnalités ainsi qu'à des diplômés qui se sont démarqués par leurs réalisations exceptionnelles. Rangée arrière : Patrick Duguay, directeur général de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (Médaille Gérard-Lesage), le recteur Jean Vaillancourt, Daniel Marc Dubé, président de l'Association des diplômés, et Pierre Archambault, président du conseil d'administration de la Fondation de l'UQO. Rangée avant : Martin Lacasse, président d'Inovaco ltée (prix Grand diplômé – volet carrière), Annie Coutu, productrice cinématographique et télévisuelle (prix Grand diplômé – volet relève), Marlène Thonnard, ex-présidente du conseil d'administration de l'UQO (prix Bénévole d'honneur), Lisette Blouin-Monfils, présidente du conseil d'administration de l'UQO, et Marc Gascon, maire sortant de la Ville de Saint-Jérôme (Médaille Gérard-Lesage).



Elizabeth Delage

Louise Dumas, professeure honoraire et associée du Département des sciences infirmières de l'UQO, a reçu de nombreux honneurs au cours de l'année, dont l'Insigne du mérite, la plus haute distinction de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.



UQO

44 } Francine de Montigny, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la santé psychosociale des familles, a inauguré avec fierté ses nouveaux laboratoires de recherche Au cœur des familles.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Dans le cadre de ses partenariats internationaux, l'UQO a poursuivi son mandat d'accompagnement d'un programme de renforcement des capacités techniques des institutions supérieures de contrôle des finances publiques de l'Afrique francophone subsaharienne, programme financé par l'ACDI. Ce projet d'envergure aura, entre autres, contribué à la formation et au perfectionnement d'une centaine de vérificateurs provenant des institutions bénéficiaires du projet.

L'UQO a poursuivi le développement de milieux de stages à l'étranger, notamment en Belgique, en travail social, et en France, en psychoéducation et psychologie. Elle a aussi établi plusieurs nouveaux partenariats internationaux afin d'intensifier l'accueil des stagiaires étrangers venant soit travailler dans un laboratoire de recherche, faire de la recherche dans le cadre de leurs études à l'UQO à un cycle supérieur, ou encore poursuivre des études doctorales en cotutelle.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

La création du Département des sciences naturelles, découlant de la mise en œuvre de l'ISFORT, a une connotation historique puisqu'elle marque le tout premier jalon de l'avènement des sciences biologiques et de l'environnement au sein de l'UQO.

L'année aura aussi été marquée par la tenue du Forum citoyen organisé à l'UQO par le gouvernement du Québec en prévision du Sommet sur l'enseignement supérieur. Cet événement était particulièrement important en Outaouais en raison des liens très étroits existant entre les problèmes d'accessibilité aux études supérieures et la situation frontalière de notre région avec l'Ontario. Un nombre record de personnes y ont participé, dont de nombreux partenaires de la cause pour l'enseignement supérieur en Outaouais venus porter leur message d'une voix forte et solidaire.

Par ailleurs, deux personnes ont reçu un doctorat *honoris causa* de l'UQO dans le cadre de la Collation des grades :

- Gyslaine Desrosiers, pour son influence déterminante sur l'avancement de la profession, de la formation et de la recherche en sciences infirmières;
- Jean-Yves Guindon, pour son parcours d'aquarelliste exceptionnel et pour la valorisation et le dynamisme qu'il a su insuffler à l'Outaouais, grâce à son art et à son amour pour la région.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'UQO projette de construire un nouvel édifice sur son campus de Gatineau afin de regrouper les activités et les installations de l'École multidisciplinaire de l'image et du Conservatoire de musique de Gatineau. Elle compte également poursuivre son implication dans le développement du Campus santé de l'Outaouais et voir à l'implantation de nouveaux programmes en santé, notamment en kinésiologie, aux études de deuxième cycle en pharmacie, de même qu'en médecine, en collaboration avec l'Université McGill.

L'UQO ne perd pas de vue son objectif de consolider toutes ses activités à Gatineau sur le campus Alexandre-Taché, ce qui nécessitera la construction d'infrastructures supplémentaires, dont un pavillon sportif et des pavillons abritant les activités en sciences naturelles et appliquées, en santé et en administration.

Par ailleurs, l'UQO entend élargir son offre de programmes aux cycles supérieurs, entre autres, par l'ouverture prochaine d'une maîtrise en sciences biologiques, une extension du programme de l'UQAM, et d'un doctorat en sciences de l'environnement.

En raison des limites déjà atteintes de la capacité d'accueil du campus de Saint-Jérôme, il faudra rapidement voir au développement de nouvelles infrastructures. L'offre de programmes y sera également élargie. Par ailleurs, une entente entre l'UQO et le Pôle universitaire Paul-Gérin-Lajoie, visant à intégrer le Pôle à l'UQO, permettra de développer l'offre de formation continue auprès de la population des Basses-Laurentides.



Sylvain Marier

Jacques-Bernard Gauthier, professeur au Département des sciences administratives, a reçu le Prix d'excellence Christiane-Melançon en enseignement pour souligner sa contribution exceptionnelle à la formation des étudiants.

DIRECTION

Jean Vaillancourt
Recteur
Denis Dubé
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

Yves Dupont
Vice-recteur à l'administration et aux ressources

Luc Maurice
Secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente
Lisette Blouin Monfils*
Représentante des diplômés/ex-conseillère
stratégique en ressources humaines

Membres
Louise Briand
Professeure
Sébastien Brunet*
Étudiant
Christiane Carle
Directrice générale, Caisse populaire Desjardins
de la Haute-Gatineau
Claude J. Chénier
Représentant des collèges/ex-directeur général,
Cégep Heritage College
Caroline Cyr
Chargée de cours

Arnaud de Bastiani
Étudiant
Frédérique Delisle
Directrice générale, Unité régionale de loisir
et de sport de l'Outaouais
Denis Dubé
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
Yves Dupont*
Vice-recteur à l'administration et aux ressources
Michal Iglewski*
Professeur
Michel Lavergne
Directeur général, SADC de Papineau
Lyse Ricard
Ex-commissaire déléguée du revenu,
gouvernement fédéral
Chantal Saint-Pierre
Professeure

Dominique Toupin*,
Associée CA, Amyot Gélinas, SENC
Jean Vaillancourt*
Recteur

Observateurs
Simon Latulippe
Coordonnateur et attaché d'administration
Odette Rochefort
Technicienne des travaux pratiques

Ont également siégé en cours d'année
Guy Bellemare
Professeur
Martin Noël
Professeur

* Membre du comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Président
Jean Vaillancourt
Recteur
Membres
Xavier Blais
Étudiant
Antonin Bourret
Étudiant
Jaouad Daoudi
Professeur
Stéphanie Demers
Professeure
Annie Devault
Responsable des programmes de 2^e cycle
en travail social
Denis Dubé
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
Janie Durand
Étudiante
Shawn Goodman
Étudiant

Abdelkrim Hamou-Lhadj
Chargé de cours
Marc Landry
Doyen des études
Paul Leduc Browne
Directeur du Département des sciences sociales
André Manseau
Doyen de la recherche
Renée Michaud
Chargée de cours
Ruth Phillon
Professeure
Francine Sinclair
Directrice du Département des sciences
de l'éducation

Observateurs
Alain Charbonneau
Doyen de la formation continue
et des partenariats
Yves Dupont
Vice-recteur à l'administration et aux ressources

Ont également siégé en cours d'année
Chanelle Bellingham
Étudiante
Michael Daudelin
Étudiant
Chantal Saint-Pierre
Professeure
Juan Salazar
Professeur

Aucune plainte n'a été reçue en application du
Code d'éthique et de déontologie des membres
du conseil d'administration.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



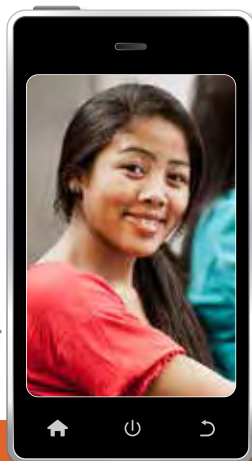
Johanne Jean

Rectrice

Mathieu Dupuis

Bien enracinée dans le cœur de sa communauté universitaire et dans son milieu depuis 30 ans, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) a pu mesurer à maintes reprises l'ampleur de ses ancrages lors de la dernière année. Tout d'abord, la communauté universitaire a répondu positivement aux appels d'appui visant à contrer les effets néfastes des compressions budgétaires imposées par le gouvernement. Les citoyens se sont mobilisés quant à eux à l'occasion du Sommet sur l'enseignement supérieur. Aussi, lors de la création de l'Institut de recherche en mines et en environnement UQAT-Polytechnique, des partenaires industriels ont réaffirmé leur appui à l'égard de la recherche par un soutien financier déterminant. Soulignons enfin que de plus en plus d'étudiants choisissent l'UQAT, rappelant ainsi à l'institution l'importance d'offrir des formations universitaires accessibles partout et à tous.

Mathieu Dupuis



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

À l'automne 2012, l'UQAT accueillait 3353 étudiants. Cette hausse de 16 % par rapport à l'automne précédent est principalement attribuable à la qualité des programmes et à l'encadrement offert, aux nombreux efforts de recrutement et à la diversité des approches pédagogiques utilisées.

L'UQAT forme une main-d'œuvre qualifiée qui répond aux nombreux besoins des territoires qu'elle dessert et aux demandes de spécialisation de la population active du Québec en développant chaque année de nouveaux programmes d'études. Ainsi, en 2012-2013, l'Unité d'enseignement et de recherche [UER] en création et nouveaux médias a ajouté à son offre de formation un certificat et une mineure en effets visuels pour le cinéma et la télévision. Par ailleurs, reconnue pour ses formations de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles, notamment en santé mondiale, l'UER en sciences de la santé offre, depuis l'automne 2012, la maîtrise en sciences infirmières, profil santé mentale et soins psychiatriques. Les liens privilégiés que l'UQAT a développés avec les Premiers Peuples ont mené à la création d'un nouveau microprogramme en gestion du tourisme autochtone en partenariat avec Tourisme Autochtone Québec. Ce microprogramme offre une vision actuelle de la gestion d'une entreprise touristique autochtone dans une approche de développement durable et équitable.

De son côté, l'UER en sciences du développement humain et social organisait, en août 2012, la toute première école d'été en prévention de la violence au secondaire. Ce projet, lancé par les professeurs Alexandre Beaulieu, Martine Cournoyer et André Gagnon, a connu un grand succès. Et finalement, l'École de génie a obtenu l'extension des deux premières années du baccalauréat en génie civil de l'École Polytechnique de Montréal.

En 2012-2013, l'UQAT diplômait 790 étudiants, dont 117 à la maîtrise et 10 au doctorat. Lors de son 23^e Gala des bourses, la Fondation de l'UQAT a remis plus de 200 bourses à des étudiants et futurs étudiants, portant son soutien total à 300 000 \$.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

La recherche à l'UQAT représente un volume de plus de 13 M\$, dont 9 M\$ proviennent des fonds de recherche provinciaux et fédéraux et 4 M\$ des contributions de partenaires privés, auxquels s'ajoutent 27 M\$ en subventions pour des infrastructures de recherche.

L'une des activités marquantes de la dernière année est le lancement officiel de l'Institut de recherche en mines et en environnement UQAT-Polytechnique. Ce projet réunissant cinq importants partenaires de l'industrie minière, soit Agnico Eagle, Corporation Minière Osisko, IAMGOLD Corporation, Rio Tinto Fer et Titane et Glencore Xstrata Mine Raglan, représente des investissements de 10 M\$ sur 7 ans pour réaliser des projets de recherche et de formation hautement spécialisés.

Dans le secteur de la foresterie, l'Association pour le développement de la recherche et de l'innovation du Québec a remis à la Chaire industrielle CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable le prix Coup de cœur pour la nature exceptionnelle de ses partenariats avec les acteurs du milieu forestier.

Par ailleurs, la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités a dévoilé les résultats d'une étude intitulée *Transformations et bouleversements d'un territoire : le cas de la municipalité de Malartic*. L'enquête menée à l'automne 2011 avait pour objectif de mesurer les perceptions sur quatre grands thèmes, soit la qualité de vie, l'état de l'environnement biophysique, social et économique.

Soulignons que plusieurs professeurs se sont distingués dans leur champ d'expertise, permettant à l'UQAT de rayonner à l'échelle provinciale, nationale et internationale. Mourad Nedil, professeur au Laboratoire de recherche Télébec en communications souterraines, a été promu au grade de senior de l'Institute of Electrical and Electronics Engineers, alors que la professeure Annie DesRochers, reconnue pour ses découvertes dans les domaines de la foresterie et de la sylviculture, a été nommée au Cercle d'excellence de l'Université du Québec.

Plusieurs articles ont suscité l'intérêt de prestigieuses revues, dont celui du professeur Kazimierz Zaras et du chargé de cours Bryan Boudreau-Trudel, portant sur une nouvelle méthode de sélection de projets qui a été publié dans *l'American Journal of Industrial and Business Management* et qui s'est classé parmi les cinq plus populaires de la revue. Les chercheurs Gloria Pellerin et Anderson Araújo-Oliveira ont quant à eux vu les résultats de leurs recherches sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans la formation à l'enseignement être publiés dans l'illustre revue scientifique *Revista Iberoamericana de Evaluación Educativa*.

La recherche à l'UQAT est en plein essor et elle est de qualité. À preuve, le programme des Chaires de recherche du Canada a accordé à l'UQAT une nouvelle Chaire CRSNG de niveau 1, confirmant ainsi l'ampleur et la valeur de ses activités et réalisations en recherche.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

L'UQAT est reconnue sur tout le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue comme un partenaire important de développement économique, social et culturel. Lors du Forum citoyen organisé à l'occasion du Sommet sur l'enseignement supérieur, les 150 participants étaient unanimes à défendre haut et fort le modèle de l'UQAT. La mobilisation s'est poursuivie un mois plus tard, alors que des dizaines de partenaires du milieu de l'éducation ont fait campagne dans les médias avec le slogan « *L'UQAT, je l'aime, j'y tiens* ». Au total, une quarantaine d'activités ont été réalisées auprès du gouvernement afin de sensibiliser les élus provinciaux aux réalités de notre région.

Le Service de la formation continue, quant à lui, s'est associé à l'Ordre régional des infirmiers et infirmières de l'Abitibi-Témiscamingue (ORIIAT) pour offrir de nouvelles formations en sciences infirmières. Né à la suite d'une enquête réalisée auprès des 1 300 membres de l'ORIIAT, ce nouveau partenariat permettra de desservir l'ensemble du territoire et ainsi rendre accessible la formation continue aux infirmières de la région.

LE PERSONNEL

En 2012-2013, l'UQAT pouvait compter sur une équipe de 518 employés, dont 122 professeurs et quelque 350 chargés de cours.

La négociation d'une nouvelle convention collective avec les professeurs a été un dossier majeur au cours de cette période. La dotation du personnel demeure aussi une activité considérable au Service des ressources humaines. Les personnels non enseignants sont d'une importance capitale dans les succès qu'obtient l'UQAT. Les efforts de recrutement, de rétention et de perfectionnement se sont maintenus tout au long de l'année.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES, FINANCIÈRES ET TECHNOLOGIQUES

À l'hiver 2013, l'UQAT procédait à l'inauguration officielle de l'agrandissement du campus de Rouyn-Noranda en présence du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne. Principalement destiné à l'enseignement et à la recherche dans les secteurs des ressources naturelles, des sciences appliquées et des sciences humaines, l'agrandissement du campus de l'UQAT représente 40 % de la superficie existante de l'Université et son coût total est de 29 M\$.

Par ailleurs, les compressions budgétaires imposées par le gouvernement du Québec ont demandé à l'ensemble des services et des départements des efforts de restrictions importants. Grâce à l'excellente collaboration de l'ensemble du personnel et à une importante hausse de l'effectif étudiant, l'UQAT a réussi à maintenir l'équilibre budgétaire.



Stéphanie Duchesne

Les professeurs André Gagnon, Patrice LeBlanc et Louise Pelletier lors du dévoilement des résultats de leur étude *Transformations et bouleversements d'un territoire : le cas de la municipalité de Malartic*.



Paul Gaudet

Des étudiants de l'UQAT remportent le concours Academia d'Ubi-soft. De gauche à droite : Alex Audet Génier (ÉTS), Hafid Feghouli (ISTDS), Antoine Morin-Prévost (UQAT), Guillaume Gaudet (UQAT), Adam Grenier (UQAT), Marie-Pier Biron (UQAT), Marie-Pier Drapeau (ÉTS), Anthony Roy (UQAT).



Mathieu Dupuis

En janvier 2013, l'UQAT inaugurerait l'agrandissement de son campus de Rouyn-Noranda.



Les partenaires miniers étaient réunis pour le lancement de l'Institut de recherche en mines et en environnement UQAT-Polytechnique (IRME). De gauche à droite : Denis Bois, directeur administratif de l'IRME, Bruno Buisnière, professeur et directeur scientifique de l'IRME, Joël Pagé, directeur Développement durable, Xstrata Nickel Mine Raglan, Michel Julien, président du conseil de direction de l'IRME et directeur corporatif, Environnement, Agnico Eagle, Patrice Nadeau, chef de projet, centre technologique, Rio Tinto Fer et Titane, Gilles Savard, directeur de la recherche et de l'innovation, Polytechnique Montréal, Johanne Jean, rectrice, Denis Cimon, vice-président, Services techniques, Corporation Minière Osisko, Christian Juteau, surintendant des opérations, projet Westwood et Mine Mouska, IAMGOLD Corporation, Christian Provencher, vice-président Canada, Centre de transit minier nordique, Agnico Eagle, et Michel Aubertin, professeur et directeur scientifique de l'IRME, Polytechnique Montréal.



48 C'est en présence du ministre Pierre Duchesne que l'UQAT a inauguré l'agrandissement de son campus de Rouyn-Noranda. De gauche à droite : Denis Pinet, président du conseil d'administration de l'UQAT, Gilles Chapadeau, député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Pierre Duchesne, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Johanne Jean, rectrice, Sylvie Beauchamp, présidente de l'Université du Québec, et Francis Marier, président de l'Association générale étudiante de l'UQAT.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Chef de file dans le domaine de la création et des nouveaux médias, l'UQAT a brillé jusqu'en Chine, alors que le jeu vidéo créé par neuf diplômés au baccalauréat avec majeure de création en 3D remportait le prix JIN CHEN pour la meilleure démo de jeu vidéo de la première compétition universitaire d'animation design de Chine, et ce parmi plus de 500 œuvres présentées.

Par ailleurs, un premier protocole d'entente a été signé entre l'UQAT et l'Université des Sciences et Technologies du Zhejiang, à Hangzhou, en Chine, visant entre autres des collaborations et des échanges dans plusieurs programmes de formation et de recherche entre les deux universités.

Aussi, transmis pour la première fois en direct sur le Web, le 14^e Colloque de la Chaire industrielle CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable a permis à des participants de partout sur la planète de suivre les conférences.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Lors de l'inauguration officielle de l'agrandissement du campus de Rouyn-Noranda, plus de 200 citoyens et citoyennes ont profité de l'organisation des portes ouvertes pour visiter les nouvelles installations, particulièrement les laboratoires de l'École de génie, de l'Institut de recherche en mines et en environnement, de l'Institut de recherche sur les forêts ainsi que le laboratoire de capture de mouvements.

La 10^e Conférence nationale des étudiants en études nordiques, tenue au campus de Val-d'Or, avait pour thème *Nikan : l'avenir du Nord* et a accueilli une centaine de personnes. Ce fut une occasion unique pour de jeunes chercheurs d'être au fait des dernières avancées en recherche nordique et en milieu autochtone.

De nombreuses conférences ont été organisées dans le cadre du projet de Relève de l'entrepreneuriat scientifique en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec (RESAN). Portant notamment sur l'innovation

minière, le développement durable et la recherche en environnement minier, les dîners-conférences ont aussi été l'occasion pour les étudiants d'entrer en contact avec des gens d'affaires.

PERSPECTIVES D'AVENIR

En 2013-2014, l'UQAT célébrera son 30^e anniversaire avec comme thématique *30 ans d'ambition, 30 ans d'action*. C'est sur une note commémorative qu'elle soulignera cet événement. L'UQAT entamera la dernière année de son Plan de développement 2009-2014 sous le signe de la consolidation. Avec trois campus, dix centres et points de services et de nombreux laboratoires partout sur le territoire, l'UQAT continuera d'agir en concertation avec les acteurs des milieux locaux et régionaux et demeurera attentive à leurs besoins. Depuis plusieurs années, l'UQAT se distingue par le rôle important qu'elle joue auprès des communautés autochtones, et elle poursuivra dans cette voie en concevant des programmes et des services destinés aux Premiers Peuples. Le développement de l'enseignement à distance continue d'être une priorité pour l'UQAT qui maintient, comme toujours, sa mission de rendre accessible une formation universitaire de qualité.



Aventure plein-air Awashish

L'UQAT a développé un microprogramme unique au Québec en gestion du tourisme autochtone, en partenariat avec Tourisme Autochtone Québec.

DIRECTION

Johanne Jean
Rectrice

Denis Martel
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

Martine Rioux
Secrétaire générale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

Denis Pinet
Président et directeur des services hospitaliers,
Centre de santé et de services sociaux des
Aurores Boréales

Membres

Gaétane Arseneau*
Directrice du Service des ressources éducatives,
Commission scolaire de la Baie-James

Hugo Asselin*
Professeur

Anik Brochu
Avocate, Cain Lamarre Casgrain Wells

Arline Chaise*
Directrice de l'éducation, Témiskaming
First Nation

Roch Dubé*
Président, Dubé & Co

Céline Dupras

Représentante du Cégep de l'Abitibi-
Témiscamingue

François Godard
Professeur

Johanne Jean*
Rectrice

Patrice LeBlanc
Professeur

Carole Lepage
Directrice générale, Raymond Chabot Grant
Thornton

Francis Marier
Étudiant

Denis Martel
Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

Denis Moffet
Chargé de cours

Florian Schilz
Étudiant

Ont également siégé en cours d'année

Jean-François Vachon
Étudiant

André Bellavance
Vice-recteur aux ressources

Secrétaire

Martine Rioux
Secrétaire générale

* Membre du comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente

Johanne Jean
Rectrice

Membres

André Blanchard
Professeur

Sylvie Cardinal
Professeure

Simon Delisle
Étudiant

Marin Éné
Professeur

Noémie Graignic
Étudiante

Stéphane Grenier
Professeur

Mathieu Latutrie
Étudiant

Francis Marier
Étudiant

Denis Martel

Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

Julie Mayrand
Chargée de cours

Félix-Antoine Mercier
Étudiant

Florian Schilz
Étudiant

Mycalle Trudel
Professeure

René Wamkeue
Professeur

Observateurs

Aline Bizien
Coordonnatrice aux programmes, vice-rectorat
à l'enseignement et à la recherche

François de la Chevrotière
Directeur de la bibliothèque

Hélène Boissé
Registraire et directrice des services
aux étudiants

Marie-Josée Gagné

Doyenne à la gestion académique

Annette Morin-Drouin
Directrice du centre de l'UQAT à La Sarre

Anne-Marie Nadeau
Agente de recrutement

Ont également siégé en cours d'année

Marie-Pier Éthier
Étudiante

Mohamad Saad
Professeur

Jean-François Vachon
Étudiant

Secrétaire

Martine Rioux
Secrétaire générale

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



Daniel Coderre

Directeur général

Les réflexions et les débats sur le financement des universités, l'importance et les finalités de la recherche universitaire ainsi que l'imposition de compressions financières considérables ont teinté l'année 2012-2013.



Avec la mise en œuvre de son plan stratégique 2012-2015, l'INRS vise à se positionner comme une université d'excellence à forte intensité de recherche de calibre international. Pour ce faire, notre université dispose de nouveaux atouts : la Fondation universitaire Armand-Frappier et le regroupement des diplômés, le Réseau INRS.

LA RECHERCHE

Encore dans le peloton de tête des universités canadiennes pour son intensité de recherche, l'INRS peut compter sur des chercheurs d'exception. Reconnu pour ses travaux sur les nanomatériaux, le professeur Federico Rosei a reçu la Médaille Herzberg de l'Association canadienne des physiciens et des physiciennes. Quant au professeur Roberto Morandotti, il a été élu membre de l'Académie des sciences de la Société royale du Canada pour ses réalisations en optique non linéaire et en optique intégrée. Spécialiste du domaine des peptides, le professeur Alain Fournier est quant à lui lauréat du prix Adrien-Pouliot 2012 de l'Acfas.

Au chapitre des avancées scientifiques, le professeur My Ali El Khakani et son équipe ont créé une nanostructure hybride ouvrant la voie à une nouvelle génération de matériaux optoélectroniques. La professeure Marie-Élise Parent a été chercheuse principale d'une des premières études au monde fournissant des indices sur une possible association entre le travail de nuit chez l'homme et le risque de certains types de cancer. Quant à l'équipe du professeur Yves Bégin, elle a collaboré au projet ARCHIVES, qui a permis de retracer deux cents ans d'histoire climatique et hydrologique de la forêt boréale.

Grâce à d'importantes subventions, l'INRS a acquis des équipements de recherche à la fine pointe en imagerie, nanotechnologie, santé et environnement, ainsi que des installations pour concevoir un nouveau type d'accélérateur de particules.

Notre université a aussi reçu un important don pour créer une chaire de recherche sur la maladie d'Alzheimer. Elle explore également un nouveau champ de recherche grâce à l'obtention de la Chaire de recherche du Canada sur les nouveaux environnements numériques et l'intermédiation culturelle.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

À l'automne 2012, l'INRS accueillait 756 étudiants, dont 219 à la maîtrise, 365 au doctorat, 63 stagiaires de 2^e et 3^e cycles, 31 étudiants libres et 78 stagiaires postdoctoraux, ce qui représente une augmentation de 3 % par rapport à l'automne 2011. La population étudiante était composée à 43 % d'étudiants étrangers provenant de 40 pays.

Deux programmes courts en analyse de données spatiales et en mobilisation et transfert de connaissances ont été créés, ainsi qu'un diplôme d'études supérieures spécialisées en pratiques de recherche et action publique. De plus, en collaboration avec l'ÉTS et Mitacs, l'INRS a organisé l'école d'été 2013, Techniques de survie scientifique offrant une formation novatrice aux étudiants et diplômés en science et génie.

Parmi les étudiants qui se sont distingués, on retrouve Catherine Duchesneau, diplômée de la maîtrise en études urbaines, lauréate de la Médaille académique d'or du Gouverneur général du Canada et d'une Bourse d'excellence du directeur général de l'INRS, laquelle a également été décernée à Mohammad Hossein Asghari, diplômé du doctorat en télécommunications. Le docteur Kanwarpal Singh a reçu le prix Mention honorable Défi innovation 2012 du CRSNG pour la conception du seul instrument au monde capable d'établir un diagnostic précoce du glaucome. L'Institut de recherche en économie contemporaine a remis à Cédric Brunelle, diplômé du doctorat en études urbaines, le Prix 2012 de la meilleure

thèse. Une prestigieuse bourse Banting destinée aux chercheurs postdoctoraux d'élite a été attribuée à Mathieu Pelletier pour ses recherches sur le processus décisionnel en milieu urbain.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

L'expertise de l'INRS a été sollicitée entre autres pour gérer le carbone, acquérir des connaissances sur les eaux souterraines en Chaudière-Appalaches, cartographier des grottes de Courville et documenter l'itinérance autochtone dans les villes en vue de créer une politique de lutte à l'itinérance.

Des recherches ciblant des enjeux sociétaux sont aussi en voie de réalisation avec le gouvernement et l'industrie : les gaz à effet de serre, les énergies renouvelables, les systèmes de télécommunications optiques, les tests diagnostiques et les effets combinés de la pollution et des changements climatiques.

Récompensée lors de l'évènement Célébrons le Partenariat de l'ADRIQ, la collaboration entre la professeure Monique Lacroix et Bio-K Plus International a permis l'homologation par Santé Canada du seul produit probiotique au monde destiné à prévenir les diarrhées associées à la prise d'antibiotiques et les infections à *Clostridium difficile*.

LE PERSONNEL

Le Service des ressources humaines a changé de direction, passant de la Direction de l'administration et des finances au Secrétariat général. Au chapitre des nominations, soulignons l'arrivée de Claude Arbour à titre de directeur de l'administration et des finances, celle du directeur des ressources matérielles, Rock Perron, et de la registraire Sylvie Richard.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

L'INRS a enrichi son parc immobilier en acquérant l'immeuble appartenant au Centre de développement des biotechnologies à Laval, ce qui permet l'ajout de laboratoires en nanobiotechnologies et en photonique appliquée à la santé. Un autre projet d'envergure est aussi



Denis Bernier

Helen Fotopulos, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable de la culture, du design, du patrimoine et de la condition féminine, Jacques Girard, président du comité directeur de l'histoire de Montréal et de sa région, Dany Fougères, auteur et coordinateur de *l'Histoire de Montréal et de sa région*, et Claire Poitras, directrice du Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS ont procédé au lancement de la 21^e synthèse historique réalisée dans le cadre du Chantier des histoires régionales de l'INRS.

à l'étude, soit le déménagement du Centre Énergie Matériaux Télécommunications sur le site Outremont de l'Université de Montréal.

Depuis une décennie, l'INRS a réussi à présenter des budgets équilibrés. Les compressions budgétaires imposées aux universités en 2012-2013 et en 2013-2014 fragilisent la situation financière de notre établissement. Dans ce contexte, l'élargissement de la mission de la Fondation Armand-Frappier, devenue la Fondation universitaire Armand-Frappier de l'INRS, constitue un atout important pour le développement futur de notre université, car elle appuie maintenant la recherche et la formation de l'ensemble de nos centres de recherche universitaires.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Au cours des cinq dernières années, l'INRS a signé plus de quarante ententes de collaboration internationales avec des établissements universitaires provenant d'une quinzaine de pays, dont la France, l'Italie, le Maroc, le Vietnam et la Belgique. En 2012-2013, l'INRS a conclu quinze nouvelles ententes de collaboration, notamment avec l'Université de Bordeaux 1 dans les domaines de



Denis Chalifour

Le président de l'Université de Bordeaux 1, Dean Lewis, et le directeur général de l'INRS, Daniel Coderre, signent une entente de coopération scientifique en présence du directeur du Centre Eau Terre Environnement, Yves Bégin, du professeur Jean-Claude Kieffer, de l'INRS, et du professeur émérite Michel Jamet, de l'Université de Bordeaux.



Denis Chalifour

Le président de l'Académie des sciences sociales du Vietnam, le professeur Nguyen Xuan Thang, et le directeur général de l'INRS, Daniel Coderre, signent une entente cadre de coopération en présence du directeur du Bureau de la coopération internationale, Dang Nguyen Anh, et du directeur scientifique de l'INRS, Alain Fournier.



Denis Bernier

52 De gauche à droite, le vice-président du comité exécutif de la Ville de Québec, François Picard, le conseiller au Service de la vision stratégique et de la performance organisationnelle de la Ville de Québec, Yan Poulin, le directeur général de l'INRS, Daniel Coderre, le vice-recteur exécutif et au développement de l'Université Laval, Éric Bauce, et les professeurs Peter Vanrolleghem, de l'Université Laval, et Jean-Pierre Villeneuve, de l'INRS, fondateurs de l'Institut international de l'aquarresponsabilité municipale.

l'écotoxicologie et de l'hydrodynamique fluviale, des nanotechnologies, des lasers et de leurs applications. Une convention a également été signée avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres du Maroc pour des projets conjoints de R et D touchant l'eau, les énergies, la santé, l'urbanisation, la gestion et le développement durable, et les télécommunications, de même qu'avec l'Académie des sciences sociales du Vietnam.

Des professeurs de l'INRS collaborent en partenariat avec des chercheurs japonais et français à des projets de recherche sur la téléphonie mobile, l'énergie propre et durable ainsi que sur les matériaux pour des applications électroniques.

LES ÉVÈNEMENTS MARQUANTS

Deux administrateurs au conseil d'administration de l'INRS ont été honorés : la D^{re} Francine Décary, à titre d'officier de l'Ordre du Canada, et Louis-Philippe Vézina en tant que lauréat du prix Lionel-Boulet pour ses réalisations scientifiques menant à la production d'une nouvelle génération de vaccins.

Trois doctorats *honoris causa* ont été remis à des personnalités du monde scientifique. Lors de la Collation des grades, Alain Boudou, président du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur - Université de Bordeaux 1, a été honoré pour sa contribution remarquable à l'enseignement supérieur et à la recherche en écotoxicologie aquatique, de même que le maître de recherche à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec, Ashok K. Vijh, considéré comme l'un des plus éminents électrochimistes actuels. De plus, cette haute distinction universitaire a été remise à Jean-Charles Guibert, directeur de MINATEC et directeur de la valorisation du Commissariat de l'énergie atomique, pour son engagement et ses réalisations en matière de valorisation de la recherche et de transfert technologique, lors de la cérémonie inaugurale des 25^e Entretiens Jacques Cartier.

Pionnier du Centre Énergie Matériaux Télécommunications et reconnu comme le plus grand chercheur théoricien en physique des plasmas au Canada, Tudor Wyatt Johnston

a été nommé professeur émérite de l'INRS, en plus d'être récompensé par l'American Physical Society pour sa contribution exceptionnelle à l'évaluation de manuscrits.

Lancé cette année, l'Institut international de l'aquasponsabilité municipale (iiAm), fruit d'un partenariat entre l'INRS et l'Université Laval, met son expertise à la disposition des villes et des municipalités pour évaluer leur performance et leur efficacité en gestion de l'eau. De plus, le chantier des histoires régionales s'est enrichi avec la parution du livre *Histoire de Montréal et de sa région* lors du 370^e anniversaire de la fondation de cette ville.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Consolider notre expertise dans des secteurs stratégiques pour la société, contribuer à la formation d'une relève scientifique hautement qualifiée, maximiser les retombées de la recherche, développer des partenariats internationaux : ce sont là des priorités d'action qui mobiliseront l'ensemble de l'INRS au cours des prochaines années. Cela constitue d'importants défis dans un contexte universitaire en pleine transformation.



Christian Fleury

À l'INRS, le professeur émérite Tudor Wyatt Johnston a fait œuvre de bâtisseur en mettant sur pied le programme de recherche en interaction laser-matière, un domaine alors émergent, en plus de jouer un rôle clé dans son développement pendant plus de 30 ans.

DIRECTION

Daniel Coderre
Directeur général
Claude Arbour
Directeur de l'administration et des finances

Yves Bégin
Directeur scientifique par intérim
Lana Fiset
Secrétaire générale

A également été membre de la direction en cours d'année
Alain Fournier
Directeur scientifique

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente
Mary-Ann Bell*
Première vice-présidente Québec et Ontario, Bell Aliant
Membres
Carole Boisvert
Administratrice de sociétés
Claude Boucher
Professeur, Centre Énergie Matériaux Télécommunications
Daniel Coderre*
Directeur général
Christian-Yves Côté
Président, Axis Photonique inc.
Mathieu Daugan
Étudiant, Centre INRS-Institut Armand-Frappier
Francine Décary*
Administratrice de sociétés

Albert Descoteaux
Professeur, Centre INRS-Institut Armand-Frappier
Gilbert Dionne
Consultant
Linda Labbé
Vice-présidente projets et conseils stratégiques, Fédération des caisses Desjardins du Québec
Pierre Lacroix
Conseiller en gestion d'entreprise
Monique Laliberté
Directrice Investissements, Caisse de dépôt et placement du Québec
Suzanne Masson
Administratrice de sociétés
Louise Milot*
Consultante
Marie-Élise Parent
Professeure, Centre INRS-Institut Armand-Frappier

Luc Sirois
Vice-président et directeur général pour le Québec et vice-président de Santé Grand Public pour les consommateurs en Amérique du Nord, Nightingale Informatics Corporation
Louis-Philippe Vézina
Vice-président et chef de la direction scientifique, Medicago inc.

Secrétaire
Lana Fiset
Secrétaire générale

Ont également siégé en cours d'année
Geneviève Bordeleau
Étudiante, Centre Eau Terre Environnement
Alain Fournier
Directeur scientifique

* Membre du comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES ET DE LA RECHERCHE

Président
Daniel Coderre
Directeur général
Membres
Kevin Armstrong
Étudiant, Centre Énergie Matériaux Télécommunications
Yves Bégin
Directeur, Centre Eau Terre Environnement et directeur scientifique par intérim
Philippe-Edwin Bélanger
Directeur, Service des études supérieures et postdoctorales
Jacques Bernier
Professeur, Centre INRS-Institut Armand-Frappier
Josée Charest
Directrice, Service à la recherche et à la valorisation

Yohann Chiu
Étudiant, Centre Eau Terre Environnement
Karem Chokmani
Professeur, Centre Eau Terre Environnement
Charles Dozois
Directeur, Centre INRS-Institut Armand-Frappier
Marlène Fortier
Agente de recherche, Centre INRS-Institut Armand-Frappier
Yves Gauthier
Agent de recherche, Centre Eau Terre Environnement
Daniel Guay
Professeur, Centre Énergie Matériaux Télécommunications
Bohra Manai
Étudiante, Centre Urbanisation Culture Société
Carolina Plazas-Gómez
Étudiante, Centre INRS-Institut Armand-Frappier
Claire Poitras
Directrice, Centre Urbanisation Culture Société

Federico Rosei
Directeur, Centre Énergie Matériaux Télécommunications
Richard Shearmur
Professeur, Centre Urbanisation Culture Société

Secrétaire
Lana Fiset
Secrétaire générale

Ont également siégé en cours d'année
Geneviève Bordeleau
Étudiante, Centre Eau Terre Environnement
Alain Fournier
Directeur scientifique

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE



Nelson Michaud

Directeur général

Denis Chalifour

L'année 2012-2013 a apporté son lot de défis et de questions. Malgré les moments difficiles, traversés en grande partie par l'ensemble du monde universitaire québécois, la communauté énapienne s'est serré les coudes, et l'année universitaire a encore une fois été marquée par l'excellence, l'atteinte de nouveaux sommets et l'agrandissement de la famille de la recherche.



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

La population étudiante de l'ENAP atteignait 2013 étudiants inscrits au trimestre d'automne 2012 dans l'ensemble des programmes de deuxième et troisième cycles, répartis principalement à Montréal, Québec, Gatineau, Saguenay et Trois-Rivières. À l'automne 2012, l'ENAP a délivré un nombre record de 580 diplômés, portant ainsi à plus de 9 300 les diplômés de l'ENAP intervenant dans tous les secteurs de l'administration publique.

Par ailleurs, parmi les réalisations au regard des études, mentionnons la relance du DESS en administration publique régionale, en collaboration avec l'UQAR. Les Services aux étudiants se sont particulièrement développés par la mise en place d'une dizaine d'activités « Saines habitudes de vie », la réalisation d'activités para-universitaires, la recherche de nouvelles bourses et la popularité croissante de ses ateliers, notamment ceux d'aide à l'emploi.

De plus, de nombreux étudiants se sont distingués. L'année 2012-2013 représente d'ailleurs la meilleure performance historique de l'ENAP en matière d'obtention de bourses de recherche. On compte ainsi trois nouveaux boursiers CRSH (Élodie Marion, Pier-Luc Lévesque et Émilie Peter) ainsi que quatre nouveaux boursiers FQRSC (Jean-Patrick Brady, Jean-Sébastien Marchand, Myriam Poliquin et Carl Deschamps). Plusieurs étudiants ont en outre reçu des bourses d'études.

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

L'ENAP s'impose plus que jamais comme une référence et un pôle incontournable de recherche sur les grands enjeux de l'administration publique. Le financement direct de la recherche y a triplé depuis 2005. L'École arrive maintenant au 12^e rang canadien des 68 universités sans faculté de médecine en ce qui a trait à l'intensité

de la recherche, alors qu'elle n'occupe que le 76^e rang de toutes les universités canadiennes en taille du corps professoral.

Deux nouveaux regroupements de recherche se sont joints à l'ENAP en 2012-2013 : le Centre interuniversitaire de recherche sur les relations internationales du Canada et du Québec (CIRRICQ), dirigé par le professeur Stéphane Roussel, ainsi qu'un regroupement institutionnel : le Groupe d'études sur les relations internationales du Québec (GERIQ). Le CIRRICQ a notamment organisé le colloque « Non » à la guerre en Irak, qui a connu un succès retentissant.

L'expertise du personnel enseignant et de recherche a été mise en lumière dans une série journalistique parue dans le quotidien *Le Soleil*. Elle s'est également illustrée lors de la participation à diverses manifestations scientifiques, entre autres une importante délégation au congrès de l'Acfas, à l'occasion duquel, des groupes de l'ENAP, dont son Centre de recherche et d'expertise en



L'ENAP a décroché un nombre record de 580 diplômés à l'automne 2012. On voit sur la photo le cortège universitaire, ouvert par le directeur de l'enseignement et de la recherche, André Bourret, lors de la Collation des grades du 7 novembre au Palais Montcalm de Québec.



Le 16 novembre 2012, pour la première fois, l'ENAP à Québec a reçu un symposium international sur la gestion des interfaces politico-administratives auquel a assisté un public provenant du milieu universitaire et des organisations publiques. L'une des tables rondes a notamment rassemblé John Parisella, Louis Bernard, Joseph Facal, Benoît Pelletier et Gilbert Charland.

évaluation (CREXE), ont organisé des colloques. L'ENAP a en outre accueilli plusieurs événements en collaboration avec des partenaires. Mentionnons notamment le lancement, par L'Observatoire de l'administration publique, du *Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*, ainsi que le lancement de la troisième cohorte du programme Cercle des jeunes leaders de l'administration publique de la Chaire La Capitale en leadership dans le secteur public.

Plusieurs membres du corps professoral se sont aussi illustrés. Parmi eux, le professeur Stéphane Paquin, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée (CRÉPIC), a obtenu la Fulbright Distinguished Chair in Quebec Studies at State University of New York. Le professeur Moktar Lamari, directeur du CREXE, figure parmi les huit chercheurs québécois à recevoir une subvention à l'occasion d'un concours au mérite organisé par le FRQS et le FRQS, de concert avec la Société de l'assurance automobile du Québec. L'ENAP a par ailleurs décerné le Prix d'excellence en recherche au professeur Martin Goyette,

titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'évaluation des actions publiques à l'égard des jeunes et des populations vulnérables (CRÉVA)].

LES SERVICES AUX ORGANISATIONS

La Direction des services aux organisations a poursuivi sa croissance, dépassant ses objectifs financiers pour atteindre plus de 8 M\$ de revenus, ce qui représente une hausse de 12 %. Près de 5 000 personnes ont obtenu des services de formation continue, d'évaluation des compétences, de coaching et de développement de la carrière, et plus de 100 mandats de conseil en gestion ont été réalisés. Parmi les réalisations d'envergure, mentionnons que le cap des 2 000 participants a été dépassé dans le Programme de formation à la gestion publique.

Dans le secteur municipal, outre la concrétisation du partenariat avec l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec et l'élaboration d'un profil de compétences des directeurs généraux des municipalités, l'ENAP a obtenu le mandat de concevoir un programme sur mesure et de former les 1 700 cadres de la Ville de Montréal. Ajoutons à cela la réalisation de nombreux processus de sélection auprès de municipalités d'envergure au Québec. Dans le secteur de la santé, au programme d'accompagnement en relève et carrière des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints, s'est ajouté le programme de relève des cadres supérieurs. Près de 80 gestionnaires ont été accompagnés dans le cadre de ces programmes, ce qui constitue une augmentation de plus de 25 %.

LE PERSONNEL

Au 30 avril 2013, l'effectif de l'ENAP s'élevait à 359 personnes, y compris 190 membres du personnel enseignant [43 professeurs, 6 maîtres d'enseignement, 99 chargés de cours et 42 professeurs associés], 65 professionnels, 16 membres du personnel d'encadrement et 88 membres du personnel technique, de bureau et de métiers et services.



Une collation des grades bien spéciale a eu lieu le 3 décembre 2012 à Port-au-Prince pour remettre 18 diplômes de maîtrise en administration publique à des étudiants formés par l'ENAP en Haïti. La cérémonie s'est tenue sous la présidence d'honneur du premier ministre de la République d'Haïti, S.E.M. Laurent Salvador Lamothe, ainsi qu'en présence de représentants des gouvernements canadien et québécois.

André Bourret a été nommé directeur de l'enseignement et de la recherche. Son mandat de cinq ans a commencé



Le lancement de livres de professeurs de l'ENAP, le 15 mai 2012 à la bibliothèque de Montréal, a encore une fois démontré la diversité, une « mosaïque de talents », au sein du corps professoral de l'École. Sur la photo : les professeurs Martin Goyette, Jean Turgeon, Jean-François Savard et Yves-Chantal Gagnon.



C'est une entrevue de haut niveau qu'ont offert l'animateur Claude Bernatchez et Paul-André Comeau, dans leurs rôles respectifs d'interviewer et d'interviewé, lors d'un Entretien de la Société des relations internationales de Québec (SORIQ), le 2 mai 2012, à l'ENAP, à Québec. En plus des deux vedettes, on voit sur la photo Nelson Michaud, directeur général de l'ENAP, Juliette Champagne, présidente de la SORIQ, et Luc Bernier, professeur à l'ENAP.

le 30 juillet. Trois nouveaux professeurs se sont joints au corps professoral : Stéphane Roussel, expert en relations internationales et analyse politique, Alexandre Couture-Gagnon, spécialisée dans le domaine de la conception et analyse des politiques publiques, et Isabelle Bourgeois, qui œuvre principalement en évaluation de programmes.

L'ENAP et le Syndicat canadien de la fonction publique – qui représente le personnel technique, de bureau, de métiers et services – ont signé, le 17 mai, une convention collective couvrant les années 2010 à 2013. Les cadres, qui ont créé leur association, ont également renouvelé leur protocole d'entente.

Plusieurs membres de la communauté universitaire se sont démarqués. Parmi eux, la professeure Marie-Soleil Tremblay a remporté le prix de la meilleure thèse 2012, décerné à l'occasion du Emerald/EFMD Outstanding Doctoral Research Award, dans la catégorie des recherches interdisciplinaires en comptabilité. Le professeur Moktar Lamari a reçu le prix de la meilleure présentation dans le domaine économique lors de sa participation à la *20th International Business Research Conference* à Dubaï. Le professeur associé Jean Serge Quesnel a reçu un prix de reconnaissance de l'organisation internationale pour la coopération en évaluation et EvalPartners pour sa contribution au développement mondial de la profession d'évaluation. Le professeur Pierre Simard a été nommé *Senior Fellow* de l'Institut Fraser. Jacques Bourgault, professeur associé, a reçu la Médaille Vanier de l'Institut d'administration publique du Canada. Gilles LeVasseur, chargé de cours à Gatineau, a reçu le Prix de bâtisseur de la Ville d'Ottawa.

LES SERVICES ADMINISTRATIFS

Parmi les réalisations des équipes des services administratifs, mentionnons l'implantation réussie du Système d'approvisionnement, des finances, des immobilisations, de la recherche, de la rémunération et des ressources humaines [SAFIRH] pour le Service des ressources financières et le Service des ressources humaines. Le Service des technologies de l'information a également mis en place un nouveau système d'information de gestion, Tango, dont la première phase s'est concentrée sur la

formation continue. Une mise à jour informatique importante concernant la gestion des accès et le serveur de courriel a aussi été effectuée. Notons enfin la formation d'un comité sur le développement durable, la révision du Règlement de régie interne et la modernisation des équipements de visioconférence afin de répondre adéquatement à la demande croissante pour ce service.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

L'ENAP a poursuivi la consolidation de son appui aux réformes de l'administration publique dans plusieurs pays de l'Afrique francophone, renforcé son soutien aux écoles nationales d'administration [ENA] et raffermi son offre de formations internationales. L'École a ainsi offert 24 sessions de formation à distance diffusées en partenariat avec le Centre de formation à distance du Mali [plus de 500 participants] et des formations en gestion axée sur les résultats à l'ENA du Sénégal et à l'ENA du Gabon [plus de 100 participants en tout]. Dans la même optique, des ententes ont été signées avec l'ENA du Burundi et le gouvernement de la République de Djibouti. Le Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti [PARGEP] a poursuivi ses activités, notamment avec la remise des diplômes de maîtrise de l'ENAP pour les 18 étudiants-fonctionnaires de la première cohorte. Les 21 étudiants de la seconde cohorte ont quant à eux réalisé la moitié de leur programme.

La collaboration avec l'ACDI et la Banque mondiale a encore permis la diffusion du Programme international de formation en évaluation du développement [PIFED]. Ainsi, 35 étudiants provenant de 14 pays ont pu y participer en juin 2012. La diversification du rayonnement international par la pénétration du marché des pays du BRIC [Brésil, Russie, Inde, Chine], et particulièrement avec le Brésil et la Russie, s'est également poursuivie. L'ENAP a aussi reçu des délégations de différents pays de la Francophonie.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'adoption d'une nouvelle planification stratégique en 2013 permettra à l'ENAP de s'engager dans un projet institutionnel de développement résolument tourné vers l'avenir et l'atteinte d'objectifs toujours plus élevés. S'il demeure inscrit dans la continuation d'activités recon- nues qui ont permis à l'École d'atteindre et d'occuper la position qui est la sienne aujourd'hui, ce projet ouvrira également de nouvelles perspectives. C'est ainsi que l'ENAP entend renforcer son statut d'institution d'avant- garde pour penser et participer au devenir de la chose publique, et pour être au service du renouvellement des administrations publiques.



Une cérémonie à l'intention des 25 participants au Programme canadien de bourses de la Francophonie s'est tenue le 19 juin 2012, à Québec, pour souligner la réussite de leur DESS ou de leur maîtrise en administration publique.

DIRECTION

Nelson Michaud
Directeur général
André Bourret
Directeur de l'enseignement et de la recherche

Madeleine Moreau
Directrice des services aux organisations
Louise Laflamme
Directrice de l'administration et secrétaire générale

A agi en cours d'année
Jean Turgeon
Directeur de l'enseignement et de la recherche par intérim

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente
Francine Martel-Vaillancourt
Administratrice

Membres
Monique Carrière
Professeure associée, Université Laval

Marie-Claude Champoux
Présidente-directrice générale par intérim,
Commission des normes du travail

Marie Girard
Administratrice, Institut national d'excellence
en santé et services sociaux

Carole Imbeault
Vice-présidente et directrice générale, Direction
des services aux entreprises, Revenu Québec

Julie Bernard
Présidente, Association étudiante de l'ENAP

Susan Mc Kercher
Directrice adjointe du Secrétariat
de l'agglomération de la Ville de Montréal

Nelson Michaud
Directeur général

Danièle Montminy
Administratrice d'État,
ministère du Conseil exécutif

Madeleine Moreau
Directrice des services aux organisations

Hervé Pilon
Directeur général, Cégep Montmorency

Marie-Claude Prémont
Professeure

Francine Séguin
Professeure honoraire, HEC-Montréal

Secrétaire
Louise Laflamme
Directrice de l'administration et secrétaire
générale

Ont siégé en cours d'année
Suzanne Canac Marquis
Directrice générale adjointe, Développement
culturel, touristique, sportif et social, Ville
de Québec

Jean Turgeon
Professeur

COMMISSION DES ÉTUDES

Président
Nelson Michaud
Directeur général

Membres
Julie Bernard
Présidente, Association étudiante de l'ENAP
André Bourret
Directeur de l'enseignement et de la recherche

Renée Courville
Directrice du bureau de la Direction des services
aux organisations, Montréal

Louis Demers
Professeur

Caroline Drolet
Directrice des services à la communauté,
Centre de santé et de services sociaux
de la région de Thetford

César Garzon
Professeur

Gopinath Jeyabalaratnam
Étudiant

Danny Lepage
Chargé de cours

Paul-Émile Migneault
Étudiant

Philippe Morel
Directeur général régional, Région de Québec,
Environnement Canada

Cristian Penca
Étudiant

Jacques Poulin
Directeur général, Ville de Rivière-du-Loup

Jean-François Savard
Professeur

Marc Tremblay
Directeur des ressources humaines
et de la gestion immobilière, ministère
de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine

Secrétaire
Louise Laflamme
Directrice de l'administration et secrétaire
générale

Ont siégé en cours d'année
Stéphanie Gagnon
Professeure

Lilly Lemay
Professeure
Marie-Christine Therrien
Professeure

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE



Yves Beauchamp

Directeur général

Croissance vigoureuse! Ces deux mots résument à eux seuls l'année qui vient de se terminer pour l'École de technologie supérieure : Augmentation des inscriptions aux trois cycles, plus grand nombre d'ingénieurs diplômés au Québec, accroissement du nombre de chaires de recherche, poursuite du développement du campus et continuation de la tradition d'excellence des clubs étudiants aux compétitions nationales et internationales, figurent parmi les faits marquants du dernier exercice.

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

Depuis janvier 2013, l'ÉTS propose certains programmes et cours de cycles supérieurs à distance. C'est le Bureau du recrutement étudiant et de la promotion des programmes qui travaille notamment au développement de l'offre de ces programmes à distance.

Par ailleurs, comme publié par Ingénieurs Canada, en décembre 2012, dans son rapport portant sur les inscriptions en génie et les diplômes décernés, l'ÉTS se maintient en tête des établissements québécois pour le nombre de diplômes décernés en génie au premier cycle. Avec ses 724 nouveaux diplômés en 2011, l'École se classe au 4^e rang canadien parmi les 46 établissements universitaires offrant des programmes agréés en génie [notons que les données, publiées en 2012, datent de l'année qui précède]. Le rapport d'Ingénieurs Canada indique également qu'au Canada, c'est à l'ÉTS que l'on diplôme le plus d'ingénieurs en génie civil - construction, génie industriel - fabrication et génie logiciel.

Du côté des inscriptions, alors que le nombre d'étudiants de premier cycle inscrits en génie a augmenté de 4,6 % à l'échelle du pays, notre École enregistre une augmentation de 9,3 %. À la maîtrise et au doctorat, les chiffres sont similaires et tout à l'avantage de l'ÉTS : le nombre d'inscriptions a augmenté de 4,3 % au Canada et de 9,1 % à l'ÉTS.

Dans un autre ordre d'idées, une entreprise issue du Centre de l'entrepreneuriat technologique (CENTECH) de l'ÉTS, la coopérative brassicole À la Fût, a vu sa bière Co-Hop V remporter le titre de Bière de l'année lors des Canadian Brewing Awards 2012.



LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

En 2012-2013, les principaux indicateurs de la R et D en ce qui a trait au financement externe ont connu de fortes hausses : 21,2 % pour les fonds récurrents, les portant à près de 20 M\$, 40 % pour le total des fonds obtenus, qui dépasse le seuil de 30 M\$ pour la toute première fois à l'École, de même qu'un bond de 27 % pour l'ensemble des fonds provenant du CRSNG.

Richard Arsenault, étudiant au doctorat en génie à l'ÉTS, est le premier étudiant de l'École à se mériter une prestigieuse bourse d'études supérieures du Canada Vanier du CRSNG. Ce programme de bourses vise à recruter et à garder au pays les meilleurs étudiants de doctorat. Soulignons que le CRSNG n'offre annuellement que 56 bourses Vanier pour soutenir des candidats qui se démarquent.

L'École a inauguré en cours d'année deux nouvelles chaires de recherche : la Chaire de recherche en technologies de mise en forme des alliages à haute résistance mécanique, dont le titulaire est le professeur Mohammad Jahazi, en partenariat avec Sorel Forge, ainsi que la Chaire de recherche industrielle Pomerleau sur l'intégration des pratiques et des technologies en construction, dont le titulaire est le professeur Daniel Forgues.

Dans son numéro de janvier, la revue *Aviation Week* dressait la liste des dix technologies à surveiller en 2012. En deuxième position de ce palmarès figurait le HS2000, un appareil de test du filage des avions développé par la compagnie Technologies Harness Scanner (THS), de Saint-Hubert. Cet appareil, qui a fait l'objet d'une collaboration avec le professeur Claude Thibeault, du Département de génie électrique, permet de tester le filage d'avion 50 fois plus rapidement.

Le 14 septembre, le projet Évaluation des méthodes de prévision de stabilité et de contrôle des véhicules aériens et maritimes de l'OTAN, mené notamment par Ruxandra Botez, professeure au Département de génie de la production automatisée, a reçu le prestigieux Prix d'excellence scientifique Research Technology Organization 2012, dans le cadre de la rencontre de l'OTAN pour la science et la technologie. Le prix décerné rend hommage à la contribution exceptionnelle des membres du panel AVT (*Applied Vehicle Technology*), dont fait partie la professeure Botez. Elle est la seule Canadienne de l'équipe, qui regroupe 46 membres provenant de 14 pays.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

L'ÉTS a intensifié ses collaborations avec ses partenaires, notamment l'Université McGill, avec l'annonce du déploiement de six initiatives majeures dans le secteur aérospatial, dont la création du Centre aérospatial de perfectionnement. Toujours en partenariat avec l'Université McGill, le développement du Quartier de l'innovation demeure notre projet phare qui a permis de démarrer et de faire grandir des initiatives de collaboration avec le milieu, tels des groupes de liaison et l'École de l'innovation citoyenne, le tout soutenu par un réseau d'ambassadeurs. D'ailleurs le deuxième Sommet de Montréal sur l'innovation, tenue en octobre 2012, qui portait sur le thème des quartiers innovants a connu un franc succès.

LE PERSONNEL

En 2012-2013, l'ÉTS comptait 600 employés réguliers, dont 188 professeurs et maîtres d'enseignement et 412 employés de soutien.

Par ailleurs, le professeur au Département de génie mécanique de l'ÉTS et directeur des programmes en aérospatiale (AÉROÉTS), Hany Moustapha, a reçu le prix James C. Floyd de l'Association des industries aérospatiales du Canada. Le professeur Moustapha a reçu cet honneur en raison du rôle exceptionnel qu'il a joué dans la recherche, le développement technologique et l'élaboration de politiques en rapport avec l'aérospatiale.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

La situation financière de l'École est, encore une fois cette année, bien équilibrée. Sur le plan des immobilisations, les résidences universitaires de l'ÉTS offrent maintenant une capacité d'accueil de 1125 étudiants. De plus, le développement de notre campus universitaire au centre-ville de Montréal se poursuit avec le démarrage des travaux de construction de la Maison des étudiants, un lieu d'échange et d'activités qui offrira un espace de vie rassembleur et convivial pour toute la communauté étudiante. En outre, la cession du Planétarium Dow à l'ÉTS, par la Ville de Montréal, permettra de créer un véritable campus urbain aux quatre coins de l'intersection des rues Peel et Notre-Dame.

LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Le Bureau de la coordination internationale (BCI) de l'ÉTS a poursuivi les travaux des tables de concertation afin de continuer le déploiement de l'École à l'international. Après la table de concertation sur l'accueil et l'intégration des étudiants internationaux, la table de concertation sur la recherche a été formée et a conduit à la création d'un fonds destiné à l'internationalisation de la recherche. Ce fonds vise à soutenir le développement de relations scientifiques pérennes entre l'ÉTS et des partenaires étrangers, en tenant compte du Plan stratégique 2010-2015.



Yves Beauchamp, directeur général de l'ÉTS, a reçu le Prix Bâtitseur – Système d'innovation, le 22 novembre 2012, lors du Gala des Prix Innovation de l'ADRIQ. Ce prix est attribué à un dirigeant de premier niveau qui a contribué directement au développement d'une solide infrastructure québécoise de recherche, d'innovation, de valorisation et de partenariat technologique dans le secteur public – universitaire, collégial, gouvernemental – pour appuyer les capacités des entreprises et des régions, ainsi que la performance de l'écosystème d'innovation du Québec. Sur la photo, Jean-Louis Legault, PDG de l'ADRIQ, Yves Beauchamp et Dominique Malenfant, vice-président, Ingénierie et Gestion des approvisionnements, Bombardier Transport.



Fidèles à leur réputation, les étudiants du club OMER, le sous-marin à propulsion humaine de l'ÉTS, ont fait la pluie et le beau temps à la 1st European International Submarine Races (eISR), qui se tenait en juin 2012, à Gosport, au Royaume-Uni, en remportant une première place pour la vitesse et une première place au classement général.



Marc-André Bourret

60) Depuis le 11 avril 2013, l'ÉTS est officiellement propriétaire du Planétarium Dow. Un véritable campus urbain est donc en voie d'être offert à la communauté de l'ÉTS aux quatre coins de l'intersection des rues Peel et Notre-Dame. L'implantation d'un carrefour de créativité est un prolongement naturel de la vocation de ce lieu voué à la culture scientifique. C'est une occasion unique de mettre à profit la vocation historique de ce bâtiment comme lieu d'échange et de transmission du savoir, au profit de Montréal et de son économie.

Par ailleurs, le BCI, de concert avec le Bureau du recrutement étudiant et de la promotion des programmes, a entrepris des démarches afin d'augmenter la population étudiante internationale de l'ÉTS, notamment aux cycles supérieurs, grâce à des programmes de formation encourageant la collaboration avec des partenaires ciblés, particulièrement en France, au Brésil, en Équateur, au Mexique, aux Émirats Arabes Unis et au Vietnam. La mobilité des étudiants de l'ÉTS a aussi pris un essor important. On compte en effet plus de 150 étudiants qui ont entrepris un séjour à l'étranger en 2012-2013 grâce aux efforts déployés sur les fronts de la mobilisation, de la pédagogie, de la publicité et de la gestion informatisée des processus. Nos missions en territoires anglophones ont également permis d'élargir l'offre des zones de destinations possibles pour nos étudiants.

Enfin, des événements à grand déploiement sont venus consolider le positionnement stratégique de l'ÉTS dans son leadership international lié à l'innovation et aux collaborations « université-industrie ».

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Le 11 mai, la 3^e Classe techno de l'ÉTS, tenue à l'occasion des 24 heures de science, accueillait 220 élèves de 2^e et 3^e secondaire de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, et pour la première fois, un groupe d'élèves du Centre de formation du Richelieu, de la Commission scolaire des Patriotes, qui ont choisi l'éducation des adultes pour « raccrocher » et terminer leurs études secondaires. La Classe techno, avec son approche immersive, offre aux participants la chance d'aiguiser leurs aptitudes et leurs intérêts naturels grâce au contact privilégié avec des personnes-ressources et des environnements qu'ils découvrent dans les ateliers proposés.

La 5^e compétition internationale les 24 heures de l'innovation a eu lieu les 23 et 24 mai 2012, à l'occasion de C2-MTL, une conférence annuelle mondiale au cours de laquelle les participants sont invités à explorer la dynamique « commerce/créativité », ainsi que son potentiel à redéfinir le monde des affaires. Après un marathon créatif de 24 heures, organisé par Mickaël Gardoni, professeur au Département de génie de la production au-

tomatisée de l'ÉTS, cet événement s'est terminé sur une note excitante. Plus d'une centaine d'équipes d'étudiants d'une trentaine de pays ont présenté leurs inventions, basées sur un des thèmes suggérés par les organisations industrielles ou universitaires participantes.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

En cette période de bouleversements mondiaux de toutes sortes, de nombreux défis se posent au monde universitaire et à l'ÉTS en particulier. Plus que jamais, les milieux industriel, économique et scientifique ont besoin d'ingénieurs hautement qualifiés et de résultats de recherche contribuant au progrès et au bien-être de la société. La synergie entre les entreprises et l'École est l'une des forces de l'ÉTS. Elle offre la possibilité de travailler, ensemble, à la résolution de problématiques industrielles. Cette mise en commun des ressources permet de tirer le meilleur parti de l'ingéniosité et des innovations des chercheurs de l'École et ceux des entreprises au fil de leurs nombreuses collaborations.



L'ÉTS a écrit une nouvelle page de l'histoire des Computer Science Games en raflant les 1^{re}, 2^e et 5^e places du classement général de ces 11^e jeux tenus à l'Université Laval, du 15 au 17 mars 2013. Chaque année, cette compétition accueille des étudiants de 1^{er} cycle provenant d'universités nord-américaines. Les équipes doivent obtenir un maximum de points dans une quinzaine d'épreuves basées sur des problèmes de logique, de programmation et d'algorithmes.

DIRECTION

Yves Beauchamp
Directeur général
Sabin Boily
Directeur de la recherche et des relations avec l'industrie

François Coallier
Directeur du développement technologique et des services académiques
Jean-Luc Fihey
Directeur des études et de la recherche

Louis Marquis
Secrétaire général
Edmond Miresco
Directeur de l'administration et de la vie étudiante

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président
Dominique M. Nadeau*
Retraité, Pratt & Whitney Canada

Vice-présidente
Monique Laurin*
Retraîtée, Collège Lionel-Groulx

Membres
Yves Beauchamp*
Directeur général
Manon Bertrand*
Présidente, Construction S.R.B. scc

Francis Bérubé
Ingénieur principal, Systèmes de contrôle industriel, DESSAU inc.

Denyse Blanchet
Directrice générale, Collège Montmorency

Mark Busgang
Président, The Busgang Consulting Group Inc.

Annie Chantelois
Présidente-directrice générale, Prochute Sécurité inc.

Jean-Luc Fihey
Directeur des études et de la recherche
Philippe-André Hébert
Étudiant à la maîtrise, Association étudiante de l'École de technologie supérieure (AÉETS)

Edmond Miresco
Directeur de l'administration et de la vie étudiante

Natalia Nuño
Professeure

Josée Perron
Chef divisionnaire, Solutions réseautage, Bell Marchés Affaires

Christine Tremblay
Professeure

Hélène Vaillancourt*
Vice-présidente exécutive, Science et ingénierie, Groupe CSA

Observateurs

Sabin Boily
Directeur de la recherche et des relations avec l'industrie

François Coallier
Directeur du développement technologique et des services académiques

Julie Dassylva
Conseillère à la recherche, à l'innovation et aux partenariats

Sylvie Gervais
Maître d'enseignement

Roman Stephan
Directeur de l'innovation groupe, Alstom (France)

Alain Storck
Directeur, Université de technologie de Compiègne (France)

Secrétaire

Louis Marquis
Secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Président
Yves Beauchamp
Directeur général

Membres
Jean Arteau
Professeur

Claude Bédard
Doyen de la recherche

Marc Boulé
Maître d'enseignement

Pierre Bourque
Doyen des études

Éric Charbonneau
Chef de projets, CAE inc.

Mohamed Cheriet
Professeur

Jean-Luc Fihey
Directeur des études et de la recherche

Jean-Christophe Fortin
Étudiant au baccalauréat, AÉETS

Pierre Lemire
Chef relations industrielles, XStrata Copper - CCR

Marc Paquet
Professeur

Michel Sabourin
Directeur, Centre de technologie en hydroélectricité et expert en turbine hydraulique, Alstom Hydro Canada inc.

Yan Vigeant
Étudiant au baccalauréat, AÉETS

Observateurs

Pierre Baril
Chargé de cours

Françine Blais
Registraire

Sabin Boily
Directeur de la recherche et des relations avec l'industrie

François Coallier
Directeur du développement technologique et des services académiques

Louis Côté
Directeur du Bureau de la coordination internationale

Guy Gosselin
Directeur du Service de la bibliothèque

Edmond Miresco
Directeur de l'administration et de la vie étudiante

Secrétaire

Louis Marquis
Secrétaire général

TÉLÉ-UNIVERSITÉ



Raymond Duchesne

Directeur général par intérim

L'année 2012-2013 s'est déroulée sous le signe du changement à la TÉLUQ : recouvrement de son autonomie et installation dans de nouveaux bureaux à Montréal.

La TÉLUQ a vécu une période de transition en 2012-2013, année où elle a reçu ses nouvelles lettres patentes. Cette année charnière lui a permis de centrer ses actions sur la définition de ses projets de développement futurs en enseignement et en recherche.



LES PROGRAMMES D'ÉTUDES ET LES ÉTUDIANTS

En 2012-2013, 18 547 étudiants se sont inscrits à la TÉLUQ, ce qui représente une hausse de 4,3 % par rapport à 2011-2012. De ce nombre, 71,4 % sont des femmes. Près de 2 000 diplômés ont été remis.

De plus, la TÉLUQ est représentative de la nouvelle réalité des étudiants du Québec (cf. *Parce que les façons de réaliser un projet d'études universitaires ont changé...*, Conseil supérieur de l'éducation, juin 2013), ces derniers adoptant des modes de fréquentation de l'université et des parcours de formation diversifiés : occupation d'un emploi pendant les études, études à temps partiel, choix de programmes ne menant pas forcément à l'obtention d'un grade, harmonisation études-emploi-responsabilités familiales, etc.

Deux étudiants ont été médaillés du Gouverneur général du Canada : Jocelyn Nadeau a reçu la médaille d'or pour sa maîtrise en formation à distance avec mémoire, et Sylvie Mériteau, diplômée du baccalauréat ès arts, a récolté la médaille d'argent.

Parmi les succès des étudiants, soulignons celui de Benoît Huot, un des athlètes olympiques québécois les plus décorés. Aux Jeux paralympiques de Londres, il a remporté une médaille d'or (200 m quatre nages individuelles), une d'argent (400 m libre) et une de bronze (100 m dos). La TÉLUQ accueille d'ailleurs de nombreux athlètes chaque année.

LA RECHERCHE

De mai 2012 à avril 2013, la moitié des professeurs de la TÉLUQ ont déposé des demandes de subvention à différents organismes subventionnaires (CRSH, CRSNG, IRSC, Fonds de recherche du Québec, FCI, etc.) avec un

taux de réussite de 46 %. Ce taux de réussite classe la TÉLUQ parmi les meilleures universités québécoises en la matière.

Au nombre des subventions obtenues, notons la subvention d'infrastructure visant à créer le Laboratoire de recherche en informatique Mobile et Villes intelligentes [LIMVI] dirigé par le professeur Charles Gouin-Vallerand, financé par la FCI, le MESRST et différents partenaires privés, pour une valeur totale de 659 538 \$. Parmi les autres subventions, deux démontrent la diversification grandissante des thèmes de recherche traités à la TÉLUQ : celle du professeur Yves Lecomte et de ses collaborateurs pour un projet sur la santé mentale en Haïti, financé par Grands Défis Canada, et celle obtenue par Évelyne Vallières et ses collaborateurs pour un projet sur la sécurité routière et les conducteurs vieillissants, financé par la Fondation CAA-Québec.

LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LE MILIEU

La TÉLUQ continue de s'investir dans des partenariats avec des organismes privés, publics et parapublics, au Québec et à l'international. Parmi les mandats d'envergure réalisés en collaboration avec des partenaires, notons le programme de formation continue, dirigé par la professeure Elena Laroche, destiné à des intervenants en santé et sécurité du travail, en collaboration avec la Confédération des syndicats nationaux et la Commission de la santé et de la sécurité du travail [CSST]. Par ailleurs, le projet Enseignement efficace : fondements et pratiques, dirigé par le professeur Mario Richard, a été le fruit d'une collaboration avec des commissions scolaires du Québec. Enfin, le programme de formation sur le projet de loi 21 [PL21] a été mené en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux [MSSS] et l'Office des professions du Québec [OPQ].

De grande ampleur, le projet de formation des intervenants en santé et sécurité du travail a vu le jour dans le cadre du Programme de subvention à l'innovation, un projet pilote de la CSST destiné aux associations patronales et syndicales pour l'élaboration de formations innovantes en santé et sécurité au travail. À la suite d'une analyse exhaustive qui a permis de déterminer les orientations et les besoins de divers milieux de travail (manufacturier, éducation, santé et services sociaux, construction, etc.), un portail de formation a été conçu pour rejoindre les intervenants de plus de 2 000 syndicats.

L'enseignement efficace : fondements et pratiques est un cours de deuxième cycle conçu en collaboration avec la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord. Il vise à aider les enseignants à parfaire leurs interventions en gestion de classe et en gestion de l'enseignement. En 2012-2013, la TÉLUQ a poursuivi le déploiement de ce projet en signant des ententes de partenariats avec la Commission scolaire des Trois-Lacs et la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys.

L'activité de sensibilisation du MSSS au PL21 a été réalisée dans le cadre de l'implantation de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines. Le nombre et la diversité des groupes visés par cette formation augmentent la complexité du mandat et exigent la concertation de plusieurs groupes, dont le MSSS, l'OPQ, les représentants et experts de contenu de divers types de milieux et établissements. En plus d'assurer la conception, l'architecture, la médiatisation et la diffusion de la formation, la TÉLUQ se fait à la fois conseillère et médiatrice pour l'ensemble de ces répondants. Au total, la formation PL21 permettra de former 30 000 intervenants du réseau de la santé et des services sociaux au Québec.

Cette année, le Service d'évaluation linguistique (SEL) de la TÉLUQ a assuré la passation de près de 7 000 tests de français, d'anglais et d'espagnol pour le compte d'une centaine d'organisations publiques et privées. Mentionnons également le projet d'évaluation en anglais oral des répartiteurs des centrales 911 du Québec, mandat qui lui a été confié par le ministère de la Sécurité



Gilles Fréchette

Jocelyn Nadeau, Médaille académique d'Or du Gouverneur général du Canada pour sa maîtrise en formation à distance.

publique. La TÉLUQ a aussi collaboré avec Emploi-Québec afin de concevoir des normes linguistiques en anglais oral et écrit pour une cinquantaine de postes standardisés répartis à travers la province. Une entente avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec a aussi été conclue pour un mandat de trois ans. Elle vise à évaluer le niveau de français écrit des candidats à des fins de sélection aux concours de postes de professeurs de francisation.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES

Depuis décembre 2012, la TÉLUQ a pignon sur la rue Saint-Denis à Montréal, à quelques pas de la station de métro Rosemont. Les nouveaux locaux, à la fine pointe de la technologie, reflètent les perspectives de développement de la TÉLUQ dans les prochaines années. Située dans l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, la TÉLUQ entend ainsi tisser des liens avec la communauté, notamment en étant à proximité de la toute nouvelle bibliothèque Marc-Favreau, qui se veut orientée vers la technologie, la famille et l'écologie.

La TÉLUQ a assuré la gestion d'un budget de fonctionnement de 48,8 M\$, d'un budget d'investissement de 0,6 M\$ et d'un budget de fonctionnement avec restriction de l'ordre de 2,5 M\$.



Murnaghan Photo

Benoît Huot, étudiant en administration, triple médaillé aux Jeux paralympiques de Londres en 2012.



LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

De nouvelles initiatives en matière d'enseignement et de recherche à l'international ont vu le jour cette année. Plusieurs ententes ont été signées avec des universités partenaires en Europe, au Maghreb et en Amérique latine.

Deux projets de recherche ont vu le jour en collaboration avec Haïti, l'un en éducation sur le mentorat des professeurs, ce dernier étant financé par le Centre de recherche pour le développement international, et l'autre, en santé mentale, financé par Grands Défis Canada, destiné à la création d'une communauté de pratique en santé mentale et à la formation des divers intervenants en santé. Un projet a également vu le jour en formation à distance avec le Maghreb, financé par le Fonds francophone des inforoutes de l'Agence universitaire de la Francophonie.

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'ANNÉE

En 2012, la TÉLUQ célébrait ses 40 ans. Pour l'occasion, elle a attribué un doctorat honorifique à monsieur Fernand Grenier. Elle a ainsi rendu hommage à son premier directeur général, cet homme visionnaire qui n'a pas hésité à diriger un établissement d'enseignement qui devenait ainsi le seul au Québec à se consacrer à la formation universitaire à distance.

Parmi les autres événements marquants figure la remise des lettres patentes à la TÉLUQ, le 22 août 2012, par le gouvernement du Québec.

L'année marquait la fin du mandat de Raymond Duchesne, directeur général, qui a manifesté son intention de ne pas solliciter un nouveau. Un appel de candidatures a alors été lancé en octobre 2012 et une course à la direction générale s'est poursuivie jusqu'en mai 2013.

Cette année de transformation a également amené la TÉLUQ à reloger son personnel de Montréal dans de nouveaux bureaux, rue Saint-Denis.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Grâce à son expertise en matière de formation à distance, son modèle unique d'accompagnement des étudiants, sa performance en recherche et la flexibilité de son offre de cours, la TÉLUQ compte se positionner comme référence en matière de formation à distance, et contribuer ainsi au développement du Québec et à son rayonnement sur la scène tant locale qu'internationale.

DIRECTION

Raymond Duchesne
Directeur général par intérim
Martin Noël
Directeur de l'enseignement et de la recherche

Paul Préseault
Directeur des affaires administratives par intérim
Denis Dinel
Directeur du développement technologique et des services académiques par intérim

Julie Carle
Secrétaire générale et directrice des affaires juridiques par intérim

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président
Vincent Tanguay
Vice-président Innovation et Transfert, CEFRIQ Québec

Membres
Pierre Chagnon
Bâtonnier, Barreau du Québec
Raymond Duchesne
Directeur général par intérim
Patricia Julien
Étudiante
Louise Lajoie
Conceptrice de systèmes didactiques, CAE
Martin Noël
Directeur de l'enseignement et de la recherche
Paul Préseault
Directeur des affaires administratives par intérim

Gilles Verreault
Étudiant
Kevin G. Wilson
Professeur
Louis Borgeat
Président de l'Office de la protection du consommateur
Margaret F. Delisle
Administratrice
Denis Robichaud
Professeur
Hubert Wallot
Professeur

Personnes observatrices
Denis Bistodeau
Tuteur, Syndicat des tuteurs et tutrices de la Télé-université (CSN)

Antonello Callimaci
Professeur, Département des sciences comptables, ESG UQAM
Denis Dinel
Directeur du développement technologique et des services académiques par intérim
Denis Lamy
Représentant du Syndicat des chargés d'encadrement SCFP
Elena Laroche
Directrice des études et représentante de l'Association des cadres de la Télé-université (ACTU)
Pierre Savard
Coordonnateur à l'encadrement

Secrétaire
Julie Carle
Secrétaire générale et directrice des affaires juridiques par intérim

COMMISSION DES ÉTUDES

Président
Raymond Duchesne
Directeur général par intérim

Membres
Johanne Hachey
Professionnelle pédagogique
France Henri
Professeure
Lonzou Kpanake
Professeur
Denis Lamy
Chargé d'encadrement
Elena Laroche
Directrice des études
Martin Noël
Directeur de l'enseignement et de la recherche

Gilbert Paquette
Professeur
Sylvie Pelletier
Tutrice
Mario Richard
Professeur
Julie Colin
Étudiante
Carroll-Ann Keating
Professionnelle pédagogique

Personnes observatrices
Luc Bouchard
Directeur de la diffusion des enseignements
Alain Dupuis
Directeur de l'unité d'enseignement et de recherche École des sciences de l'administration

Richard Hotte
Directeur de l'unité d'enseignement et de recherche Science et Technologie
Jean-Pierre Pelletier
Directeur de l'encadrement
Réal Perreault
Directeur du recrutement
François Pettigrew
Directeur de l'unité d'enseignement et de recherche Éducation

Secrétaire
Julie Carle
Secrétaire générale et directrice des affaires juridiques par intérim

ÉTATS FINANCIERS

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de l'Assemblée des gouverneurs de
l'Université du Québec

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de l'Université du Québec, qui comprennent les bilans consolidés aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011 et les états consolidés des produits et charges, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour les exercices terminés les 30 avril 2013 et 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion l'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Université du Québec aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011 ainsi que des résultats consolidés de ses activités et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés les 30 avril 2013 et 2012, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Référentiel comptable

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 3 des états financiers consolidés qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers consolidés ont été préparés en fonction des besoins en matière d'information financière exprimés par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie à la sous-section 1.1 du *Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du Système d'information financière des universités*. En conséquence, il est possible que les états financiers consolidés ne puissent se prêter à un usage autre.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Québec

Le 30 avril 2014

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A109631

Renseignements supplémentaires

Fonds de fonctionnement

Bilan synoptique

au 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF														
Court terme														
Encaisse	-	18 165	4 677	918	10 289	-	5 664	-	26 695	6 469	8 542	-	81 419	106 442
Placements (note 10)	-	-	-	1	-	-	19 162	-	-	-	-	-	19 163	18 764
Débiteurs et autres sommes à recevoir (note 9)	75 953	34 321	12 187	11 349	14 223	9 782	12 086	7 299	17 868	8 726	129 357	(126 504)	206 647	174 642
Avances interfonds	-	-	3 090	-	810	3 938	-	-	-	315	-	-	8 153	11 258
Stocks et frais payés d'avance	3 642	127	524	219	56	45	375	159	664	1 254	281	-	7 346	6 751
	79 595	52 613	20 478	12 487	25 378	13 765	37 287	7 458	45 227	16 764	138 180	(126 504)	322 728	317 857
Long terme														
Débiteurs et autres sommes à recevoir (note 9)	9 509	542	1 687	548	234	-	988	199	3 849	503	-	(5 174)	12 885	15 457
Avantage lié au bail (note 11)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 006	-	-	2 006	-
Frais différés	1 298	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 298	798
Placements (note 10)	-	-	181	-	-	-	-	-	63	24	5 473	-	5 741	3 913
	90 402	53 155	22 346	13 035	25 612	13 765	38 275	7 657	49 139	19 297	143 653	(131 678)	344 658	338 025
PASSIF														
Court terme														
Découvert bancaire	791	-	-	-	-	334	-	258	-	-	-	-	1 383	303
Emprunts bancaires (note 14)	39 000	15 000	-	-	19 700	-	-	-	-	-	9 916	-	83 616	70 056
Créditeurs et autres dettes de fonctionnement (note 15)	51 500	25 670	16 487	8 316	8 659	11 513	9 410	6 483	23 139	12 394	131 615	(125 252)	179 934	172 013
Apports reportés	-	-	2 045	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 045	437
Produits reportés	981	2 826	-	373	1 034	935	113	300	2 297	846	-	-	9 705	13 829
Avances interfonds	96 269	10 661	12 796	8 498	6 013	6 235	31 565	1 430	5 828	-	521	(1 252)	178 564	164 910
	188 541	54 157	31 328	17 187	35 406	19 017	41 088	8 471	31 264	13 240	142 052	(126 504)	455 247	421 548
Long terme														
Créditeurs et autres dettes de fonctionnement (note 15)	-	-	-	-	-	-	-	-	81	-	5 174	(5 174)	81	129
Passif au titre des prestations constituées (note 21)	74 719	33 562	22 184	14 248	9 185	7 319	12 496	4 666	14 796	6 837	3 071	751 104	954 187	810 081
	263 260	87 719	53 512	31 435	44 591	26 336	53 584	13 137	46 141	20 077	150 297	619 426	1 409 515	1 231 758
SOLDES DE FONDS (NÉGATIFS)														
Non grevés d'affectations	(201 819)	(38 566)	(31 703)	(18 850)	(20 212)	(12 591)	(17 833)	(6 628)	2 998	(4 101)	(14 095)	(751 104)	(1 114 504)	(942 132)
Grevés d'affectations														
Origine interne (note 7)	28 961	4 002	537	450	1 233	20	2 524	1 148	-	3 321	7 451	-	49 647	48 399
	(172 858)	(34 564)	(31 166)	(18 400)	(18 979)	(12 571)	(15 309)	(5 480)	2 998	(780)	(6 644)	(751 104)	(1 064 857)	(893 733)
	90 402	53 155	22 346	13 035	25 612	13 765	38 275	7 657	49 139	19 297	143 653	(131 678)	344 658	338 025

Pour l'Assemblée des gouverneurs,

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 19)

Sylvie Beauchamp

Présidente

Blacker

Vice-présidente à l'administration

Renseignements supplémentaires

Fonds de fonctionnement

Produits et charges synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	C.S.C.	Réseau	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits																
Droits de scolarité	67 464	22 368	11 266	10 233	10 283	4 613	851	7 310	18 996	6 616	-	-	-	-	160 000	144 938
Subventions																
Gouvernement du Québec																
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST)	273 422	104 148	65 744	56 995	52 686	33 203	45 595	15 749	77 158	30 824	9 646	4 724	9 440	(9 064)	770 270	757 329
Autres	1 031	104	216	347	164	-	23	3 756	-	231	-	-	-	-	5 872	4 718
Gouvernement du Canada	4 113	1 764	2 714	1 707	867	-	3 906	-	1 771	347	-	-	-	-	17 189	17 074
Autres	-	295	946	-	242	279	2	1 151	383	-	-	-	-	-	3 298	2 823
Entreprises auxiliaires	16 517	2 104	733	765	-	-	453	192	10 481	180	-	-	-	-	31 425	40 402
Dons	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	76
Autres produits	34 214	12 933	7 860	3 255	7 430	3 804	9 069	3 300	6 088	7 618	2 120	1 019	11 020	(4 862)	104 868	91 119
Frais indirects de recherche	3 161	706	913	154	-	504	1 824	191	377	462	-	-	-	-	8 292	7 911
Produits nets de placements (note 5)	243	113	-	100	41	-	688	25	233	162	131	-	818	-	2 554	945
	400 165	144 545	90 392	73 556	71 713	42 403	62 411	31 674	115 487	46 440	11 897	5 743	21 278	(13 926)	1 103 778	1 067 335
Charges																
Enseignement et recherche	255 399	94 173	55 915	48 360	44 194	28 117	29 371	15 516	56 147	31 399	1 950	-	2 335	(3 067)	659 809	623 458
Services à la collectivité	5 307	2 542	3 199	202	1 110	455	-	9 465	6 149	696	-	-	-	-	29 125	26 497
Recherche subventionnée	6 961	1 386	1 893	2 217	727	452	-	-	3 382	1 002	-	-	-	-	18 020	16 559
Bibliothèque	14 292	4 902	3 291	2 387	3 272	935	1 363	985	1 888	575	1 190	-	-	(135)	34 945	34 586
Audiovisuel	4 887	6 890	298	-	541	676	-	-	579	1 120	-	-	-	-	14 991	7 981
Informatique	10 846	-	4 138	3 283	2 786	1 255	2 638	932	6 155	2 197	-	4 852	-	(3 725)	35 357	39 464
Administration	42 561	16 332	9 208	8 387	7 717	4 429	9 144	4 063	10 269	5 919	7 177	-	4 983	(5 358)	124 831	117 496
Terrains et bâtiments	37 469	10 112	7 159	5 497	5 086	2 616	12 078	1 747	8 471	2 277	682	-	6 854	(1 641)	98 407	91 689
Services et aide aux étudiants	9 499	5 110	5 658	2 104	2 081	1 134	-	364	2 285	1 108	-	-	-	-	29 343	27 768
Entreprises auxiliaires	8 995	1 672	658	539	613	2	462	35	3 609	145	-	-	-	-	16 730	15 625
Avantages sociaux futurs	1 047	1 430	377	(218)	501	613	171	54	1 116	(71)	(116)	121	(39)	139 121	144 107	55 219
Frais d'intérêts et autres frais financiers (note 6)	453	-	-	-	-	91	44	-	-	21	-	-	-	-	609	393
Autres																
Redressement des bases - UQ	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	139	-	139	158
Autres	733	148	-	-	-	-	3 206	-	-	77	-	-	-	-	4 164	4 111
	398 449	144 697	91 794	72 758	68 628	40 775	58 477	33 161	100 050	46 465	10 883	4 973	14 272	125 195	1 210 577	1 061 004
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges avant autres produits (charges)	1 716	(152)	(1 402)	798	3 085	1 628	3 934	(1 487)	15 437	(25)	1 014	770	7 006	(139 121)	(106 799)	6 331
Autres produits (charges)																
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	653
Contribution - emprunt redressement des bases	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(500)	-	500	-	-	-
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	1 716	(152)	(1 402)	798	3 085	1 628	3 934	(1 487)	15 437	(25)	514	770	7 506	(139 121)	(106 799)	6 984
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice précédent	22 221	2 891	(1 696)	2 070	6 131	667	4 130	718	13 196	1 050	398	835	7 852	(53 479)		

Renseignements supplémentaires

Fonds de fonctionnement

Évolution des soldes de fonds synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	C.S.C.	Réseau	Ajustements	2013-04-30	2012-04-30
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	Total	Total
Soldes de fonds (négatifs) au début, tels qu'établis	(150 281)	(31 430)	(28 015)	(18 177)	(18 513)	(12 535)	(11 094)	(4 609)	720	321	(1 371)	827	(8 461)	(611 983)	(894 601)	(832 669)
Redressements affectés aux exercices antérieurs (note 2)	-	-	-	-	-	-	-	868	-	-	-	-	-	-	868	642
Soldes de fonds (négatifs) au début redressés	(150 281)	(31 430)	(28 015)	(18 177)	(18 513)	(12 535)	(11 094)	(3 741)	720	321	(1 371)	827	(8 461)	(611 983)	(893 733)	(832 027)
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	1 716	(152)	(1 402)	798	3 085	1 628	3 934	(1 487)	15 437	(25)	514	770	7 506	(139 121)	(106 799)	6 984
Virements interfonds (note 7)	(24 293)	(2 982)	(1 749)	(1 021)	(3 551)	(1 664)	(8 149)	(252)	(13 159)	(1 076)	(73)	(299)	(6 057)	-	(64 325)	(68 690)
Soldes de fonds (négatifs) à la fin	(172 858)	(34 564)	(31 166)	(18 400)	(18 979)	(12 571)	(15 309)	(5 480)	2 998	(780)	(930)	1 298	(7 012)	(751 104)	(1 064 857)	(893 733)

Renseignements supplémentaires

Fonds avec restrictions


Bilan synoptique

au 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30	2012-04-30	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	Total	Total	
ACTIF															
Court terme															
Débiteurs et autres sommes à recevoir (note 9)	3 217	800	4 903	3 898	244	4 916	5 190	320	5 383	14	-	-	28 885	34 403	
Avances interfonds	40 529	12 468	12 727	8 654	6 030	6 235	31 695	1 501	12 377	1 309	250	-	133 775	125 779	
Stocks et frais payés d'avance	55	-	-	-	-	-	103	5	-	-	-	-	163	108	
	<u>43 801</u>	<u>13 268</u>	<u>17 630</u>	<u>12 552</u>	<u>6 274</u>	<u>11 151</u>	<u>36 988</u>	<u>1 826</u>	<u>17 760</u>	<u>1 323</u>	<u>250</u>	<u>-</u>	<u>162 823</u>	<u>160 290</u>	
PASSIF															
Court terme															
Créditeurs et autres dettes de fonctionnement (note 15)	3 767	66	966	261	519	29	1 409	4	72	193	-	-	7 286	9 607	
Produits reportés	-	-	-	-	-	-	489	-	-	-	-	-	489	252	
Apports reportés (note 16)	40 034	13 202	10 032	12 291	5 755	262	21 093	1 822	17 688	1 130	238	-	123 547	119 770	
	<u>43 801</u>	<u>13 268</u>	<u>10 998</u>	<u>12 552</u>	<u>6 274</u>	<u>291</u>	<u>22 991</u>	<u>1 826</u>	<u>17 760</u>	<u>1 323</u>	<u>238</u>	<u>-</u>	<u>131 322</u>	<u>129 629</u>	
Long terme															
Apports reportés (note 16)	-	-	-	-	-	10 860	-	-	-	-	-	-	10 860	10 448	
	<u>43 801</u>	<u>13 268</u>	<u>10 998</u>	<u>12 552</u>	<u>6 274</u>	<u>11 151</u>	<u>22 991</u>	<u>1 826</u>	<u>17 760</u>	<u>1 323</u>	<u>238</u>	<u>-</u>	<u>142 182</u>	<u>140 077</u>	
SOLDES DE FONDS															
Non grevés d'affectations															
Grevés d'affectations	-	-	1 118	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 118	1 081	
Origine interne (note 7)	-	-	-	-	-	-	13 997	-	-	-	12	-	14 009	14 691	
Origine externe	-	-	5 514	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 514	4 441	
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 632</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>13 997</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>12</u>	<u>-</u>	<u>20 641</u>	<u>20 213</u>	
	<u>43 801</u>	<u>13 268</u>	<u>17 630</u>	<u>12 552</u>	<u>6 274</u>	<u>11 151</u>	<u>36 988</u>	<u>1 826</u>	<u>17 760</u>	<u>1 323</u>	<u>250</u>	<u>-</u>	<u>162 823</u>	<u>160 290</u>	

Pour l'Assemblée des gouverneurs,


Présidente


Vice-présidente à l'administration

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 19)

Renseignements supplémentaires

Fonds avec restrictions

Produits et charges synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits														
Subventions														
Gouvernement du Québec														
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST)	16 958	2 013	1 569	706	606	380	14	-	610	(7)	95	-	22 944	20 737
Autres	-	4 274	4 218	4 811	1 326	2 918	7 266	749	2 548	1 578	240	-	29 928	27 024
Gouvernement du Canada	26 009	6 705	3 186	5 374	3 658	2 512	13 968	-	6 796	337	-	-	68 545	72 320
Autres	-	5 399	797	2 836	285	7 023	6 732	1 957	8 972	571	-	-	34 572	29 931
Autres produits	15 967	-	11 354	-	1 128	-	9 927	-	-	52	23	-	38 451	37 404
Produits nets de placements (note 5)	-	-	-	-	4	-	50	-	-	-	-	-	54	42
	58 934	18 391	21 124	13 727	7 007	12 833	37 957	2 706	18 926	2 531	358	-	194 494	187 458
Charges														
Enseignement et recherche	-	-	1 681	-	26	33	36 569	1 700	1 044	5	358	-	41 416	39 450
Services à la collectivité	4 396	1 347	2 216	-	1 328	-	-	976	2 166	511	-	-	12 940	9 934
Recherche subventionnée	50 324	13 619	14 838	13 304	5 448	13 179	-	-	15 522	1 520	-	-	127 754	126 978
Bibliothèque	-	-	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21	205
Informatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration	-	-	-	-	-	-	-	30	-	-	-	-	30	218
Services et aide aux étudiants	-	2 271	449	269	205	-	-	-	194	14	-	-	3 402	2 692
Frais indirects de recherche	3 161	706	913	154	-	504	1 824	-	-	462	-	-	7 724	7 082
Autres	-	-	-	-	-	-	60	-	-	19	-	-	79	50
	57 881	17 943	20 118	13 727	7 007	13 716	38 453	2 706	18 926	2 531	358	-	193 366	186 609
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	1 053	448	1 006	-	-	(883)	(496)	-	-	-	-	-	1 128	849
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice précédent	(222)	458	1 202	-	-	(626)	(57)	94	-	-	-	-		

Renseignements supplémentaires

Fonds avec restrictions

Évolution des soldes de fonds synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Soldes de fonds au début	-	-	5 522	-	-	-	14 679	-	-	-	12	-	20 213	19 199
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	1 053	448	1 006	-	-	(883)	(496)	-	-	-	-	-	1 128	849
Virements interfonds (note 7)	(1 053)	(448)	104	-	-	883	(186)	-	-	-	-	-	(700)	165
Soldes de fonds à la fin	-	-	6 632	-	-	-	13 997	-	-	-	12	-	20 641	20 213

Renseignements supplémentaires

Fonds des immobilisations

Bilan synoptique

au 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF														
Court terme														
Encaisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 962	-	1 962	1 706
Débiteurs et autres sommes à recevoir (note 9)	17 874	1 343	5 075	548	1 098	5 394	5 637	65	5 931	713	13 625	(11 310)	45 993	52 401
Avances interfonds	55 740	-	-	-	-	-	92	-	-	-	271	(1 252)	54 851	50 175
Stocks et frais payés d'avance	-	-	-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	15	22
	73 614	1 343	5 075	548	1 098	5 394	5 744	65	5 931	713	15 858	(12 562)	102 821	104 304
Long terme														
Débiteurs et autres sommes à recevoir (note 9)	10 733	-	881	2 376	-	16 815	1 400	-	8 674	-	984 779	(737 989)	287 669	320 034
Placements (note 10)	28 486	-	-	-	-	-	338	-	25	-	-	-	28 849	27 358
Immobilisations corporelles (note 12)	570 665	120 020	108 271	110 013	103 930	66 716	225 661	13 078	308 972	15 395	99 328	-	1 742 049	1 724 421
Immobilisations incorporelles (note 13)	13 030	2 425	373	577	1 999	383	1 104	1 254	374	1 187	902	-	23 608	32 746
	696 528	123 788	114 600	113 514	107 027	89 308	234 247	14 397	323 976	17 295	1 100 867	(750 551)	2 184 996	2 208 863
PASSIF														
Court terme														
Emprunts bancaires (note 14)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 000	88 984	-	91 984	101 314
Créditeurs et autres dettes de fonctionnement (note 15)	7 127	886	1 453	399	1 046	385	1 714	129	846	144	23 805	(12 562)	25 372	30 413
Apports reportés	-	-	67	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67	873
Passifs environnementaux	-	-	1 777	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 777	2 155
Tranche de la dette échéant à moins de un an (note 17)	13 787	1 189	1 348	1 571	5 321	2 107	4 389	10	4 556	-	273 582	-	307 860	210 509
Avances interfonds	-	1 836	3 090	156	827	3 938	-	71	8 433	1 624	-	-	19 975	23 488
	20 914	3 911	7 735	2 126	7 194	6 430	6 103	210	13 835	4 768	386 371	(12 562)	447 035	368 752
Long terme														
Passifs environnementaux	-	-	-	1 875	-	-	-	-	6 450	-	-	-	8 325	8 325
Dette à long terme (note 17)	173 678	1 375	8 889	26 317	23 145	15 365	37 286	479	107 553	-	703 757	-	1 097 844	1 209 703
Juste valeur des instruments financiers dérivés (note 18)	451	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11 562	-	12 013	11 290
Apports reportés (note 20)	350 731	98 033	90 486	72 403	61 867	63 950	150 073	12 531	153 101	9 127	2 666	(737 989)	326 979	326 540
	545 774	103 319	107 110	102 721	92 206	85 745	193 462	13 220	280 939	13 895	1 104 356	(750 551)	1 892 196	1 924 610
SOLDES DE FONDS (NÉGATIFS)														
Grevés d'affectations														
Origine interne (note 7)	54 209	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54 209	53 489
Investis en immobilisations	96 545	20 469	7 490	10 793	14 821	3 563	40 785	1 177	43 037	3 400	(3 489)	-	238 591	230 764
	150 754	20 469	7 490	10 793	14 821	3 563	40 785	1 177	43 037	3 400	(3 489)	-	292 800	284 253
	696 528	123 788	114 600	113 514	107 027	89 308	234 247	14 397	323 976	17 295	1 100 867	(750 551)	2 184 996	2 208 863

Pour l'Assemblée des gouverneurs,

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 19)

Sylvie Beauchamp

Présidente

Blacker

Vice-présidente à l'administration

Renseignements supplémentaires
Fonds des immobilisations
Produits et charges synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits														
Subventions														
Gouvernement du Québec														
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST)	23 392	4 832	5 160	4 807	2 507	916	5 489	709	4 399	1 110	36 748	-	90 069	91 205
Autres	-	469	148	266	99	1 193	2 784	42	658	21	1 061	-	6 741	8 958
Gouvernement du Canada	393	1 002	1 738	2 861	381	1 313	4 269	-	1 594	90	-	-	13 641	10 945
Autres	2 047	343	714	332	174	153	2 787	8	1 005	3	-	-	7 566	5 777
Autres produits	44	-	-	516	1	2	41	-	287	-	44	-	935	868
Produits nets de placements (note 5)	1 541	-	-	-	-	-	20	-	2	-	25	-	1 588	1 501
	<u>27 417</u>	<u>6 646</u>	<u>7 760</u>	<u>8 782</u>	<u>3 162</u>	<u>3 577</u>	<u>15 390</u>	<u>759</u>	<u>7 945</u>	<u>1 224</u>	<u>37 878</u>	<u>-</u>	<u>120 540</u>	<u>119 254</u>
Charges														
Enseignement et recherche	-	-	-	-	-	-	154	-	-	-	-	-	154	558
Terrains et bâtiments	-	-	-	-	-	-	1 647	-	-	-	409	-	2 056	1 114
Frais d'intérêts et autres frais financiers (note 6)	10 899	95	359	1 537	1 874	-	1 739	25	4 502	3	39 146	-	60 179	62 739
Amortissement des immobilisations corporelles	32 239	9 534	8 661	7 691	4 711	3 954	15 294	798	-	1 323	4 258	-	88 463	105 148
Amortissement de l'autre actif et des frais de recherche et de développement reportés	5 068	1 146	53	363	761	54	-	386	12 859	395	-	-	21 085	676
Biens sous le seuil de capitalisation	963	174	-	118	3	23	45	41	-	15	30	-	1 412	1 309
Biens de nature non capitalisable	-	-	181	260	-	62	-	-	-	-	-	-	503	313
Autres	-	-	-	-	-	-	(9)	-	-	-	867	-	858	338
	<u>49 169</u>	<u>10 949</u>	<u>9 254</u>	<u>9 969</u>	<u>7 349</u>	<u>4 093</u>	<u>18 870</u>	<u>1 250</u>	<u>17 361</u>	<u>1 736</u>	<u>44 710</u>	<u>-</u>	<u>174 710</u>	<u>172 195</u>
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant autres produits (charges)	(21 752)	(4 303)	(1 494)	(1 187)	(4 187)	(516)	(3 480)	(491)	(9 416)	(512)	(6 832)	-	(54 170)	(52 941)
Autres produits (charges)														
Gain (perte) sur la cession ou la radiation d'immobilisations	(2 780)	(19)	-	(7)	-	-	74	-	-	-	-	-	(2 732)	1 255
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés (note 17)	272	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(995)	-	(723)	(4 083)
	<u>(2 508)</u>	<u>(19)</u>	<u>-</u>	<u>(7)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>74</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(995)</u>	<u>-</u>	<u>(3 455)</u>	<u>(2 828)</u>
Insuffisance des produits sur les charges	<u>(24 260)</u>	<u>(4 322)</u>	<u>(1 494)</u>	<u>(1 194)</u>	<u>(4 187)</u>	<u>(516)</u>	<u>(3 406)</u>	<u>(491)</u>	<u>(9 416)</u>	<u>(512)</u>	<u>(7 827)</u>	<u>-</u>	<u>(57 625)</u>	<u>(55 769)</u>
Insuffisance des produits sur les charges de l'exercice précédent	(21 280)	(4 338)	(1 839)	(1 756)	(4 176)	(752)	(3 158)	(309)	(8 029)	(855)	(9 277)			

Renseignements supplémentaires

Fonds des immobilisations

Évolution des soldes de fonds synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

												2013-04-30	2012-04-30	
	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Soldes de fonds (négatifs) au début, tels qu'établis	145 563	21 353	6 526	8 322	15 443	3 298	32 551	1 365	19 173	2 836	(2 091)	-	254 339	253 196
Redressements affectés aux exercices antérieurs (note 2)	-	-	-	2 583	-	-	-	51	-	-	-	-	2 634	2 498
Incidence de la transition (note 4)	3 932	-	-	-	-	-	3 305	-	20 043	-	-	-	27 280	12 680
Soldes de fonds (négatifs) au début redressés	149 495	21 353	6 526	10 905	15 443	3 298	35 856	1 416	39 216	2 836	(2 091)	-	284 253	268 374
Insuffisance des produits sur les charges	(24 260)	(4 322)	(1 494)	(1 194)	(4 187)	(516)	(3 406)	(491)	(9 416)	(512)	(7 827)	-	(57 625)	(55 769)
Apports reçus pour le financement d'actifs non amortissables	173	-	-	61	14	-	-	-	-	-	-	-	248	2 301
Virements interfonds (note 7)	25 346	3 438	2 458	1 021	3 551	781	8 335	252	13 237	1 076	6 429	-	65 924	69 347
Soldes de fonds (négatifs) à la fin	150 754	20 469	7 490	10 793	14 821	3 563	40 785	1 177	43 037	3 400	(3 489)	-	292 800	284 253

Renseignements supplémentaires

Fonds de dotation

Bilan synoptique

au 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	2013-04-30				2012-04-30	
	UQTR	UQAC	INRS	ÉTS	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF						
Court terme						
Encaisse	1	952	94	8 734	9 781	9 127
Débiteurs et autres sommes à recevoir (note 9)	-	105	35	47	187	147
Placements (note 10)	-	1 000	585	-	1 585	522
Avances interfonds	29	13 831	-	1 884	15 744	15 050
	30	15 888	714	10 665	27 297	24 846
Long terme						
Placements (note 10)	341	15 772	7 532	100	23 745	24 487
	371	31 660	8 246	10 765	51 042	49 333
PASSIF						
Court terme						
Créditeurs et autres dettes de fonctionnement (note 15)	27	3 879	-	77	3 983	4 833
Apports reportés	-	-	1 008	7 404	8 412	8 095
Avances interfonds	-	13 762	222	-	13 984	13 864
	27	17 641	1 230	7 481	26 379	26 792
SOLDES DE FONDS						
Grevés d'affectations						
Origine interne (note 7)	-	-	-	3 284	3 284	3 439
Origine externe	344	14 019	7 016	-	21 379	19 102
	344	14 019	7 016	3 284	24 663	22 541
	371	31 660	8 246	10 765	51 042	49 333

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 19)

Pour l'Assemblée des gouverneurs,

Sylvie Beauchamp

Présidente

Blacker

Vice-présidente à l'administration

Renseignements supplémentaires

Fonds de dotation

Évolution des soldes de fonds synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	2013-04-30				2012-04-30	
	UQTR	UQAC	INRS	ÉTS	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Soldes au début, tels qu'établis	361	11 888	6 943	3 439	22 631	20 249
Redressements affectés aux exercices antérieurs (note 2)	-	-	-	-	-	-
Incidence de la transition (note 4)	-	-	(90)	-	(90)	(180)
Soldes au début redressés	361	11 888	6 853	3 439	22 541	20 069
Apports reçus à titre de dotation	-	1 266	163	-	1 429	1 460
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(9)	1 678	-	(77)	1 592	1 834
Virements interfonds (note 7)	(8)	(813)	-	(78)	(899)	(822)
Soldes de fonds à la fin	344	14 019	7 016	3 284	24 663	22 541

Renseignements supplémentaires

Fonds de dotation

Produits et charges synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	2013-04-30				2012-04-30	
	UQTR	UQAC	INRS	ÉTS	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits						
Produits nets de placements (note 5)	19	841	-	(299)	561	(63)
Dons	-	1 508	-	-	1 508	2 219
Autres produits	-	-	-	1 545	1 545	1 271
	19	2 349	-	1 246	3 614	3 427
Charges						
Enseignement et recherche	-	-	-	1 323	1 323	982
Services à la collectivité	-	20	-	-	20	83
Administration	-	246	-	-	246	145
Services et aide aux étudiants	28	405	-	-	433	383
	28	671	-	1 323	2 022	1 593
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(9)	1 678	-	(77)	1 592	1 834
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice précédent	26	2 029	-	(221)		

Renseignements supplémentaires
Flux de trésorerie synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(non audité - en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT														
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(21 491)	(4 035)	(212)	(396)	(1 102)	229	32	(1 978)	5 944	(537)	963	(139 121)	(161 704)	(46 102)
Éléments hors caisse														
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés (note 18)	(272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	995	-	723	4 083
Quote-part des pertes (bénéfices) dans les placements à valeur de consolidation	-	-	(88)	-	-	-	(9)	-	-	11	-	-	(86)	257
Produits de placement capitalisé	(1 541)	-	(17)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 558)	(1 509)
Perte (gain) sur la cession et la radiation d'immobilisations	2 780	53	-	7	-	-	(74)	-	-	-	-	-	2 766	(1 235)
Perte (gain) réalisée sur la cession de placements	-	-	(58)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(58)	86
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(18 117)	(6 646)	(7 222)	(5 726)	(3 164)	(3 193)	(15 370)	(717)	(7 656)	(791)	(989)	-	(69 591)	(64 708)
Amortissement des apports reportés afférents au fonds avec restrictions	173	-	-	-	(1)	(12 923)	-	-	-	-	-	12 661	(90)	-
Amortissement des immobilisations	32 239	9 532	8 661	7 691	4 712	3 954	15 294	798	12 860	1 323	4 257	-	101 321	104 686
Amortissement de l'autre actif et des frais de recherche et de développement reportés	5 191	1 146	53	363	761	54	-	386	-	442	-	-	8 396	1 262
Augmentation (diminution) du passif au titre des prestations constituées	1 047	1 430	377	(218)	501	613	171	54	1 116	(71)	(34)	139 121	144 107	55 280
Variation nette de la juste valeur des placements	-	(8)	(289)	-	-	-	-	-	418	-	(642)	-	(521)	750
Variation nette des éléments du fonds de roulement (note)	(10 700)	(2 336)	(1 412)	1 423	475	(2 541)	1 988	1 683	(8 139)	(336)	2 199	24 013	6 317	(15 413)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(10 691)	(864)	(207)	3 144	2 182	(13 807)	2 032	226	4 543	41	6 749	36 674	30 022	37 437
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT														
Variation nette des dépôts à terme	-	-	-	-	-	-	(399)	-	-	-	-	-	(399)	2 237
Variation nette des effets à recevoir	1 106	-	(246)	100	5	-	(264)	(30)	-	(112)	733	-	1 292	3 982
Financement à recevoir	7 614	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 614	8 845
Placements	-	23	(10 011)	-	-	-	(97)	-	(63)	-	(1 143)	-	(11 291)	(19 513)
Encaissements de placements	-	-	10 047	-	-	-	9	-	527	-	-	-	10 583	22 491
Contribution aux établissements – immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 967	(15 967)	-	-
Immobilisations corporelles	(34 351)	(16 600)	(11 510)	(7 025)	(4 147)	(2 274)	(8 315)	(374)	(31 439)	(6 276)	(479)	-	(122 790)	(146 694)
Cession d'immobilisations	-	-	-	26	-	-	82	-	203	-	-	-	311	2 300
Immobilisations incorporelles	-	(650)	-	(70)	(412)	-	-	(230)	-	(284)	-	-	(1 646)	(440)
Acquisition d'un avantage lié au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 054)	-	-	(2 054)	-
Dépôts sur les immobilisations corporelles	-	-	2 873	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 873	(2 873)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(25 631)	(17 227)	(8 847)	(6 969)	(4 554)	(2 274)	(8 984)	(634)	(30 772)	(8 726)	15 078	(15 967)	(115 507)	(129 665)

Renseignements supplémentaires

Flux de trésorerie synoptiques

pour l'exercice terminé le 30 avril 2013

(en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	UQ	Ajustements	2013-04-30 Total	2012-04-30 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT														
Emprunts bancaires	25 566	8 000	–	(12 000)	(4 300)	(4 000)	81	–	–	3 000	(1 100)	–	15 247	62 818
Emprunts à long terme	1 594	138	–	1 825	940	–	–	–	12 351	–	168 000	–	184 848	124 044
Remboursements d'emprunts	(12 947)	(819)	(832)	(1 189)	(563)	(132)	(2 637)	(9)	(3 535)	–	(187 450)	–	(210 113)	(170 534)
Apports reportés afférents aux immobilisations	21 362	11 420	9 860	4 897	3 138	1 975	11 147	419	11 918	483	601	(7 462)	69 758	109 233
Apports reportés du fonds avec restrictions	–	–	–	–	–	13 345	–	–	–	–	–	(13 245)	100	–
Apports reçus pour le financement d'actifs non amortissables	–	–	–	61	14	–	–	–	–	–	–	–	75	2 302
Apports reçus à titre de dotation	–	–	1 266	–	–	–	83	–	–	–	–	–	1 349	1 570
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	35 575	18 739	10 294	(6 406)	(771)	11 188	8 674	410	20 734	3 483	(19 949)	(20 707)	61 264	129 433
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(747)	648	1 240	(10 231)	(3 143)	(4 893)	1 722	2	(5 495)	(5 202)	1 878	–	(24 221)	37 205
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(44)	17 518	5 389	11 150	13 432	4 559	4 226	(260)	40 924	11 671	8 626	–	117 191	79 986
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	(791)	18 166	6 629	919	10 289	(334)	5 948	(258)	35 429	6 469	10 504	–	92 970	117 191

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

1 - ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés de l'Université du Québec (l'Université) comprennent les données de l'Université du Québec – siège social (UQ), de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), de l'École nationale d'administration publique (ENAP), de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), de l'École de technologie supérieure (ÉTS) et de la Télé-Université (TÉLUQ), auparavant composante de l'UQAM, dont les biens, en cas de liquidation, sont dévolus à l'Université. En conséquence, tous les établissements du réseau de l'Université du Québec sont consolidés dans les présents états financiers. Aucun autre organisme sous le contrôle de l'Université, des universités constituantes, écoles supérieures et institut de recherche ne fait l'objet d'une consolidation. Davantage d'information à l'égard de ces organismes apparentés est fournie à la note 22.

Des reclassements ont été apportés aux états financiers de certains établissements afin de rendre comparables, aux fins des états financiers consolidés, les données des différents établissements au cours de la même année.

2 - REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

Fonds de fonctionnement

Au cours de l'exercice, l'ENAP a reclassé de façon rétrospective des versements qui avaient été comptabilisés à titre d'avances interfonds au fonds de fonctionnement et au fonds des immobilisations et a retraité ses états financiers des exercices antérieurs en conséquence. Au fonds de fonctionnement, cette modification a entraîné une diminution des avances interfonds, une augmentation des virements interfonds et une diminution du solde de fonds de 8 663 \$ en 2012 (42 211 \$ en 2011).

De plus, l'ENAP a reclassé de façon rétrospective les affectations d'origine interne grevant les soldes de fonds de fonctionnement qui avaient été comptabilisées à titre de débiteurs, de charges à payer et de produits reportés et a retraité ses états financiers des exercices antérieurs en conséquence. Au fonds de fonctionnement, cette modification a entraîné une diminution des débiteurs de 59 942 \$ en 2012 (0 \$ en 2011), une diminution des charges à payer de 130 181 \$ en 2012 (158 677 \$ en 2011), une diminution des produits reportés de 848 194 \$ en 2012 (525 443 \$ en 2011), une augmentation des produits de 262 810 \$ en 2012, une augmentation des dépenses de 28 496 \$ en 2012 et une augmentation des affectations d'origine interne grevant le solde de fonds de fonctionnement de 918 434 \$ en 2012 (684 120 \$ en 2011).

Fonds des immobilisations

Au cours de l'exercice 2013, l'ENAP a reclassé de façon rétrospective des versements qui avaient été comptabilisés à titre d'avances interfonds au fonds de fonctionnement et au fonds des immobilisations et a retraité ses états financiers des exercices antérieurs en conséquence. Au fonds des immobilisations, cette modification a entraîné une augmentation des avances interfonds, une augmentation des virements interfonds et une augmentation du solde de fonds de 8 663 \$ en 2012 (42 211 \$ en 2011).

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

2 - REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (suite)

Au cours de l'exercice 2013, l'UQAR a modifié rétrospectivement la comptabilisation de son financement à recevoir du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST) et de ses apports reportés afférents à l'obligation découlant d'un bail emphytéotique. Les impacts de cette modification dans les états financiers consolidés sont une diminution du financement à recevoir du MESRST de 6 999 724 \$ en 2012 (5 276 538 \$ en 2011), une diminution des apports reportés afférents aux immobilisations de 9 582 487 \$ en 2012 (7 731 431 \$ en 2011), une augmentation du solde de fonds au début de 2 454 893 \$ en 2012 (2 330 381 \$ en 2011), une diminution des apports reçus pour le financement d'actifs non amortissables présentés au solde de fonds de 58 854 \$ en 2012 (48 443 \$ en 2011) et une augmentation des produits de 186 724 \$ en 2012 (172 955 \$ en 2011).

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers consolidés de l'Université sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, conformément aux exigences du *Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du Système d'information financière des universités* publié par le MESRST.

L'Université, comme tous les établissements du réseau de l'Université du Québec, répond à la définition d'un organisme sans but lucratif du secteur public et, en conséquence, devrait appliquer les Normes comptables canadiennes pour le secteur public conformément aux recommandations du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*. Les autres universités québécoises, hors du réseau de l'Université du Québec, répondent plutôt à la définition d'un organisme sans but lucratif du secteur privé et, en conséquence, devraient appliquer les Normes internationales d'information financière ou les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Dans un souci d'uniformité, il a été convenu entre le MESRST et les universités que toutes les universités québécoises préparent leurs états financiers en appliquant un référentiel comptable unique, soit les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Estimations comptables

Pour dresser ses états financiers consolidés, la direction de l'Université doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'Université pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'Université est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou qui peuvent être convertis en tout temps, sans pénalité, en un montant connu d'encaisse.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers de l'Université sont évalués à leur juste valeur qui est, dans le cas des actifs et des passifs financiers qui seront évalués ultérieurement au coût après amortissement, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à leur juste valeur sont comptabilisés à l'état des produits et charges consolidés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'Université sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements en instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, soit les fonds communs de placement et les actions de sociétés ouvertes, qui sont évalués à leur juste valeur et des placements en obligations pour lesquels l'Université a fait le choix de les évaluer à leur juste valeur en les désignant à cette fin.

Les coûts de transaction relatifs aux actifs et passifs financiers évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'instrument financier correspondant. L'amortissement des coûts de transaction est constaté à l'état des produits et charges consolidés, s'il y a lieu.

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût après amortissement, l'Université détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'Université détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des produits et charges consolidés à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût après amortissement est comptabilisée à l'état des produits et charges consolidés au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Comptabilité par fonds

Le fonds de fonctionnement présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux opérations courantes et à certaines opérations désignées spécifiquement, qu'elles soient ou non assujetties à des restrictions internes.

Le fonds avec restrictions présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux opérations désignées spécifiquement et qui sont assujetties à des restrictions déterminées de l'extérieur.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations et à leur financement.

Le fonds de dotation sert à l'enregistrement des transactions dont les ressources proviennent de legs ou de donations dont le capital est maintenu intact ou est affecté, tout comme les produits, aux fins déterminées par le donateur.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des produits

L'Université applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits du fonds approprié au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds de fonctionnement lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les apports reçus sous forme d'immobilisations qui ne sont pas amortis ou affectés à l'acquisition de telles immobilisations et les dotations sont présentés comme des augmentations directes des soldes de fonds.

Les produits d'intérêts affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les produits d'intérêts tirés du fonds de dotation sont présentés dans le fonds avec restrictions ou dans le fonds de fonctionnement, selon la nature des affectations stipulées par les apporteurs. Les produits d'intérêts non affectés sont comptabilisés dans le fonds de fonctionnement lorsqu'ils sont gagnés. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et plus spécifiquement de la façon suivante :

- Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice et sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Les produits d'intérêts sont comptabilisés à l'état des produits et charges consolidés au poste Produits nets de placements peu importe le classement de l'actif financier afférent.
- Concernant les placements évalués à leur juste valeur, l'Université a fait le choix d'exclure de la variation nette de la juste valeur les produits d'intérêts (incluant l'amortissement des primes et des escomptes sur les placements en obligations) ainsi que la participation au produit net des fonds communs de placement.

Les principales sources de produits de l'Université, autres que les apports, sont les droits de scolarité, les ventes aux étudiants, les ventes externes et les recouvrements de coûts directs. Les produits sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- Les services ont été fournis;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis. Les produits reportés représentent les encaissements pour lesquels les produits ne sont pas gagnés.

Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Avantage lié au bail

L'avantage lié au bail est comptabilisé au coût. Il est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période correspondant à la durée du bail incluant l'option de renouvellement soit une durée totale de 30 ans.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les investissements en immobilisations effectués dans le cadre des budgets autorisés sont financés ou seront financés généralement par l'émission de billets ou de débetures. Les intérêts sur le financement temporaire des projets de construction en cours sont ajoutés au coût des immobilisations correspondantes. Les acquisitions d'immobilisations effectuées à même les produits de l'année sont également comptabilisées au fonds des immobilisations. Les acquisitions d'immobilisations effectuées en vertu de baux de location-acquisition sont enregistrées aux livres à la valeur actualisée de l'engagement. Les obligations découlant de ces contrats de location-acquisition apparaissant au passif sont amorties annuellement par une contribution du fonds de fonctionnement sous forme de virement interfonds sur la durée de ces contrats.

L'Université comptabilise ses réclamations en remboursement d'immobilisations et d'intérêts au moment où elles sont confirmées ou dégagees par le MESRST dans le cadre des plans quinquennaux approuvés ou à être approuvés par le gouvernement, pour être par la suite payées par le fiduciaire à même le produit de l'émission de billets et de débetures.

Les frais de financement différés (escomptes) sont présentés à l'encontre des débetures et ils sont amortis selon la méthode linéaire.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Lorsque l'Université reçoit des apports sous forme d'immobilisations, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport ou à la valeur symbolique de 1 \$ si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

	<u>Périodes</u>
Immobilisations corporelles	
Améliorations de terrains et terrains de football et de soccer	
Inférieures à 30 000 \$	10 ans
Supérieures à 30 000 \$	20 ans
Bâtiments	
Bâtiments ayant une structure en bois	40 ans
Bâtiments excluant ceux ayant une structure en bois	50 ans
Améliorations majeures aux bâtiments	
Mécanique du bâtiment	25 ans
Réaménagement intérieur	30 ans
Structure et architecture	40 ans

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

	<u>Périodes</u>
Matériel et équipements	
Équipement de communication, multimédia, mobilier et	
équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Équipement spécialisé à l'enseignement et à la recherche et réseau	
de télécommunications	10 ans
Documents de bibliothèque	10 ans
Manuels pédagogiques	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Bâtiment loué	Durée du bail
Immobilisations incorporelles	
Développement informatique	5 ans
Logiciels	3 ans
Autre actif incorporel (a)	

(a) L'autre actif est composé d'un droit d'utilisation du réseau de télécommunications à large bande passante géré par le Réseau d'informations scientifiques du Québec inc. (RISQ), lequel est amorti en fonction des directives émises par le MESRST, selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée restante du contrat d'utilisation, jusqu'en 2020.

Réduction de valeur

Lorsque l'Université constate qu'une immobilisation corporelle ou incorporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle ou incorporelle sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des produits et charges consolidés.

Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite

L'Université comptabilise ses obligations découlant des régimes d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes. À cette fin, l'Université a adopté les conventions suivantes :

- L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations constituées relatives aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires de retraite est fondée sur la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Cette évaluation comprend la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, la croissance d'autres coûts, l'âge de départ à la retraite des salariés et d'autres facteurs actuariels;
- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- Le gain actuariel (la perte actuarielle) résulte de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations constituées. L'excédent du gain actuariel cumulé net (de la perte actuarielle cumulée nette) sur 10 % des obligations au titre des prestations constituées, ou sur 10 % de la juste valeur des actifs des régimes si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des régimes si ce dernier montant est plus élevé ou sur la durée moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes de retraite est de 11 ans (11 ans au 30 avril 2012, 11 ans au 1er mai 2011). La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes d'avantages complémentaires de retraite est de 6 ans (5 ans au 30 avril 2012, 5 ans au 1er mai 2011);
- Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs à la date des modifications.

L'Université offre également un régime à cotisations déterminées à ses chargés de cours (tuteurs), ses professionnels de recherche et à certains autres employés qui ne remplissent pas les critères de participation aux régimes à prestations déterminées. Les charges relatives à ce régime sont constatées lorsque les versements sont exigibles.

Conversion de devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur aux dates des bilans, tandis que les éléments non monétaires d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des produits et des charges liés aux éléments non monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. Les gains ou les pertes de change sur les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés à l'état des produits et charges consolidés. Les gains ou les pertes de change sur les actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur sont inclus dans la variation nette de la juste valeur présentée dans les produits nets de placements.

Instruments financiers dérivés

L'Université utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de taux d'intérêt auquel l'exposent certaines dettes. Pour certains instruments financiers, l'Université n'utilise pas la comptabilité de couverture, conséquemment, ces instruments financiers dérivés sont constatés aux bilans à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont constatées dans les produits et charges de l'exercice sous la rubrique de Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés.

L'Université utilise également d'autres instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de taux d'intérêt auquel l'expose sa dette. Elle n'utilise pas ces instruments financiers aux fins de transaction ou de spéculation. L'Université a choisi d'utiliser la comptabilité de couverture pour comptabiliser le swap de taux d'intérêt auquel elle recourt pour se protéger des fluctuations de taux d'intérêt de sa dette portant intérêt à taux variable.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Lors de la mise en place de la relation de couverture, l'Université a constitué une documentation formelle concernant la relation de couverture, dans laquelle sont précisés l'élément couvert et l'élément de couverture correspondant, la nature du risque couvert ainsi que la durée prévue de la relation de couverture. Tant au moment de la mise en place de la relation de couverture que pendant toute sa durée, l'Université a l'assurance raisonnable que les conditions essentielles de l'élément de couverture et de l'élément couvert resteront les mêmes. Pour tous les éléments couverts qui consistent en une opération future, l'Université détermine qu'il est probable que l'opération future se réalisera au moment et au montant prévus, tels qu'ils ont été documentés lors de la mise en place de la relation de couverture.

L'Université comptabilise une charge d'intérêts sur la dette long terme calculée à partir du taux d'intérêt nominal de l'emprunt, auquel est ajouté ou retranché l'amortissement de toute prime, de tout escompte, de toute commission ou de tout coût de transaction afférent. Les soldes nets à recevoir ou à payer sur l'élément de couverture, tel que le swap de taux d'intérêt, sont comptabilisés en ajustement des intérêts sur la dette long terme dans la période où ils sont courus.

L'Université cesse d'appliquer la comptabilité de couverture lorsque l'élément couvert ou l'élément de couverture cesse d'exister ou que les conditions essentielles de l'élément de couverture ne correspondent plus à celles de l'élément couvert.

4 - APPLICATION INITIALE DES NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

Les présents états financiers consolidés sont les premiers états financiers de l'Université établis selon les nouvelles Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (ci-après les «nouvelles normes comptables»). La date de transition aux nouvelles normes comptables est le 1er mai 2011.

Les méthodes comptables présentées à la note 3, découlant de l'application des nouvelles normes comptables, ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 avril 2013, des informations comparatives et le bilan d'ouverture consolidé à la date de transition.

Exemptions relatives à l'application initiale

Le chapitre 1501, « Application initiale des normes pour les organismes sans but lucratif », contient des exemptions à l'application rétrospective complète dont l'Université peut se prévaloir au moment de la transition. L'Université a appliqué les exemptions facultatives suivantes :

Désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement

À la date de transition, l'Université a choisi de désigner certains actifs financiers pour qu'ils soient évalués à la juste valeur.

Avantages sociaux futurs

À la date de transition, l'Université a choisi de reporter prospectivement les gains et pertes actuariels et les coûts des services passés non comptabilisés qui ont été déterminés antérieurement conformément au chapitre 3461, *Avantages sociaux futurs*.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011
(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

4 - APPLICATION INITIALE DES NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF (suite)

Incidences de la transition sur les soldes de fonds consolidés

L'incidence de la transition aux nouvelles normes comptables sur les soldes de fonds consolidés de l'Université à la date de transition, soit le 1er mai 2011, est présentée ci-après :

	\$
Instruments financiers dérivés (a)	8 624
Placements en obligations (b)	(180)
Coûts de transaction afférents à la dette long terme (c)	<u>4 056</u>
	<u>12 500</u>

Rapprochement de l'insuffisance des produits sur les charges consolidés au 30 avril 2012

	\$
Insuffisance des produits sur les charges consolidés au 30 avril 2012 établie selon le référentiel comptable antérieur (normes comptables prébasculément), considérant l'incidence des modifications comptables décrites à la note 2	(45 991)
Effet de la transition aux nouvelles normes comptables résultant des éléments suivants	
Coûts de transaction afférents à la dette long terme (c)	(124)
Placements en obligation (b)	<u>13</u>
Insuffisance des produits sur les charges consolidés au 30 avril 2012 selon les nouvelles normes comptables	<u>(46 102)</u>

Éléments de transition

Les éléments suivants permettent d'expliquer l'incidence pour l'Université de la transition aux nouvelles normes comptables sur le solde de fonds consolidé au 1er mai 2011 et sur l'insuffisance des produits sur les charges consolidés au 30 avril 2012.

(a) Instruments financiers dérivés

Antérieurement, les instruments financiers dérivés qui étaient désignés comme étant constitutifs d'une relation de couverture étaient comptabilisés à leur juste valeur et la variation de la juste valeur était comptabilisée à l'état de l'évolution des soldes de fonds consolidés jusqu'à ce qu'elles soient réalisées ou que, lorsque les circonstances le requéraient, l'Université cesse d'appliquer la méthode de la comptabilité de couverture.

Selon les nouvelles normes comptables, l'Université comptabilise les instruments financiers dérivés désignés comme constitutifs d'une relation de couverture conformément aux normes comptables décrites à la note 3.

(b) Placements en obligations

Antérieurement, les placements en obligations étaient classés comme des actifs financiers disponibles à la vente et les variations de la juste valeur dont les produits de placements n'étaient pas grevés d'affectations d'origine externe étaient comptabilisées à l'état de l'évolution des soldes de fonds consolidés jusqu'à ce qu'elles soient réalisées ou qu'une baisse de valeur de ces placements soit considérée comme durable.

Université du Québec et les universités constituantes, écoles supérieures et institut de recherche

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011
(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

4 - APPLICATION INITIALE DES NORMES COMPTABLES CANADIENNES POUR LES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF (suite)

Selon les nouvelles normes comptables, l'Université comptabilise les opérations de placement conformément aux normes comptables décrites à la note 3.

(c) Coûts de transaction afférents à la dette long terme

Au 1er mai 2011, l'Université classait sa dette long terme dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement. Selon les normes comptables prébasculément, les coûts de transaction afférents à la dette long terme étaient présentés directement en charges à l'état des produits et des charges consolidés.

Selon les nouvelles normes comptables, l'Université comptabilise les coûts de transaction en déduction de la juste valeur initiale de la dette long terme conformément aux normes comptables décrites à la note 3.

État des flux de trésorerie consolidés

Les normes comptables relatives aux flux de trésorerie contenues dans les nouvelles normes comptables sont semblables à celles contenues dans le référentiel comptable antérieur. Les ajustements apportés à l'état des flux de trésorerie consolidés de l'Université concernent principalement l'incidence de l'application des nouvelles normes comptables sur la comptabilisation des coûts de transaction afférents à la dette long terme, qui a entraîné une diminution de l'excédent des produits par rapport aux charges de 124 163 \$ pour l'exercice clos le 30 avril 2012 et une augmentation d'un montant équivalent des éléments hors caisse des activités de fonctionnement correspondant à l'amortissement des coûts de transaction afférents à la dette long terme. Un autre changement effectué dans les états financiers consolidés de l'Université provient du retrait, dans les nouvelles normes comptables, de l'obligation de divulguer le montant des intérêts versés.

5 - PRODUITS NETS DE PLACEMENTS

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>
	\$	\$
Fonds de fonctionnement		
Placements évalués à la juste valeur		
Produits d'intérêts non affectés	642	(229)
Placements évalués au coût après amortissement		
Produits d'intérêts non affectés	<u>1 912</u>	<u>1 174</u>
	<u>2 554</u>	<u>945</u>
Fonds avec restrictions		
Placements évalués à la juste valeur		
Produits financiers nets tirés de ressources détenues à titre de dotations et affectées à la recherche	<u>54</u>	<u>42</u>
Fonds des immobilisations		
Placements évalués au coût après amortissement		
Produits d'intérêts non affectés	<u>1 588</u>	<u>1 501</u>
	<u>1 588</u>	<u>1 501</u>

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

5 - PRODUITS NETS DE PLACEMENTS (suite)

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>
	\$	\$
Fonds de dotation		
Placements évalués à la juste valeur		
Variation nette de la juste valeur non affectée	(121)	(936)
Produits d'intérêts non affectés	<u>682</u>	<u>873</u>
	<u>561</u>	<u>(63)</u>
	<u>4 757</u>	<u>2 425</u>

6 - FRAIS D'INTÉRÊTS ET AUTRES FRAIS FINANCIERS

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>
	\$	\$
Fonds de fonctionnement		
Intérêts sur les emprunts bancaires	<u>609</u>	<u>393</u>
Fonds des immobilisations		
Intérêts sur la dette à long terme	57 892	60 403
Intérêts sur l'obligation découlant d'un bail emphytéotique	1 424	1 463
Intérêts sur les emprunts bancaires	<u>863</u>	<u>873</u>
	<u>60 179</u>	<u>62 739</u>
	<u>60 788</u>	<u>63 132</u>

7 - AFFECTATIONS GREVANT LES SOLDES DE FONDS ET VIREMENTS INTERFONDS

Les soldes de fonds grevés d'affectations d'origine interne sont destinés aux fins suivantes :

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>	<u>2011-05-01</u>
	\$	\$	\$
Acquisition d'immobilisations	54 209	54 314	41 713
Projets de recherche	6 223	5 445	4 824
Frais indirects de recherche	28 961	26 891	24 875
Recouvrement de coûts	490	522	793
Projets de développement institutionnel	150	491	725
Plan stratégique	953	1 310	2 253
Enseignement	1 391	1 669	1 733
Bibliothèques	132	86	229
Administration	4 353	3 895	2 929
Terrains et bâtiments	2 407	1 862	1 567
Service à la collectivité	485	536	693
Fonds de professeurs	88	75	84
Prix d'excellence	17	14	17
Fonds de restrictions	14 009	14 692	15 144
Autres projets spéciaux	<u>7 281</u>	<u>8 216</u>	<u>7 152</u>
	<u>121 149</u>	<u>120 018</u>	<u>104 731</u>

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

7 - AFFECTATIONS GREVANT LES SOLDES DE FONDS ET VIREMENTS INTERFONDS (suite)

Des ressources non grevées d'affectations de 43 689 000 \$ (49 569 000 \$ en 2012), de 14 964 000 \$ (14 808 000 \$ en 2012), de 4 254 000 \$ (3 590 000 \$ en 2012) et de 659 000 \$ (0 \$ en 2012) ont été transférées du fonds de fonctionnement au fonds des immobilisations afin de financer respectivement les sorties nettes de fonds relatives aux acquisitions d'immobilisations, aux remboursements d'emprunts à long terme, aux versements des intérêts sur la dette à long terme et à la dépense d'amortissement.

Des ressources non grevées d'affectations de 1 026 000 \$ (952 000 \$ en 2012) ont été transférées du fonds de fonctionnement au fonds avec restrictions afin de renflouer certains projets de recherche.

Des montants de 141 000 \$ (101 000 \$ en 2012), de 267 000 \$ (57 000 \$ en 2012) et de 491 000 \$ (664 333 \$ en 2012) ont été transférés du fonds de dotation aux fonds des immobilisations, de fonctionnement et avec restrictions afin de financer les sorties nettes de fonds relatives aux acquisitions d'immobilisations, au soutien aux étudiants, à l'enseignement et à la recherche.

Des montants de 0 \$ (172 000 \$ en 2012) et de 2 217 000 \$ (1 279 000 \$ en 2012) ont été transférés du fonds avec restrictions aux fonds de fonctionnement et des immobilisations afin de financer les sorties nettes de fonds relatives aux acquisitions d'immobilisations.

8 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

La variation nette d'éléments du fonds de roulement se détaille comme suit :

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>
	\$	\$
Débiteurs et autres sommes à recevoir	11 714	(67)
Stocks et frais payés d'avance	(643)	(893)
Frais différés	(500)	(798)
Créditeurs et autres dettes de fonctionnement	(3 444)	(15 485)
Produits reportés	(3 887)	3 053
Apports reportés	<u>3 077</u>	<u>(1 223)</u>
	<u>6 317</u>	<u>(15 413)</u>

9 - DÉBITEURS ET AUTRES SOMMES À RECEVOIR

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>	<u>2011-05-01</u>
	\$	\$	\$
À court terme			
Montants à recevoir			
Montant brut	48 168	56 189	50 412
Provision pour créances douteuses	<u>(5 817)</u>	<u>(4 943)</u>	<u>(4 103)</u>
	<u>42 351</u>	<u>51 246</u>	<u>46 309</u>

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

9 - DÉBITEURS ET AUTRES SOMMES À RECEVOIR (suite)

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Droits de scolarité	9 732	10 851	9 794
Intérêts courus	301	264	765
Taxes à la consommation à recevoir	3 943	3 302	2 519
Financement à recevoir (a)	10 852	10 750	10 651
Subventions et autres sommes à recevoir du MESRST (b)	186 038	159 836	148 489
Subventions et autres sommes à recevoir de ministères et organismes provinciaux	8 740	5 302	1 565
Autres subventions à recevoir	13 531	15 932	21 910
Autres	6 224	4 110	7 622
	281 712	261 593	249 624

À long terme

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Débiteurs	1 908	4 622	613
Subvention à recevoir	2 069	2 101	1 976
Financement à recevoir (a)	8 932	19 784	30 535
Subventions et autres sommes à recevoir du MESRST (c)	268 248	292 363	318 547
Sommes à recevoir de ministères et organismes provinciaux	2 493	692	747
Autres	16 904	15 929	3 816
	300 554	335 491	356 234

(a) En vertu d'un décret gouvernemental du 28 avril 1999, l'UQAM a acquis des actions de Société de gestion Marie-Victorin en contrepartie du transfert des équipements du Jardin botanique, du Biodôme et du Planétarium à la Ville de Montréal.

La participation de 27 % dans Société de gestion Marie-Victorin, au montant de 160 800 000 \$, a été dévaluée à zéro, puisque cette société ne détient plus d'actifs.

En vertu de décrets gouvernementaux de 1999 et 2000, le gouvernement du Québec a accordé des subventions correspondant au capital et aux intérêts nécessaires pour pourvoir aux emprunts correspondants de 160 800 000 \$.

Au 30 avril 2013, le financement à recevoir à court terme est de 10 852 320 \$ (10 750 289 \$ en 2012 et 10 651 304 \$ en 2011), alors que la portion à long terme est de 8 932 045 \$ (19 784 365 \$ en 2012 et 30 534 654 \$ en 2011).

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

9 - DÉBITEURS ET AUTRES SOMMES À RECEVOIR (suite)

(b) Le solde des subventions et des autres sommes à recevoir du MESRST est composé de :

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Subvention conditionnelle au respect de l'atteinte de l'équilibre financier	70 854	71 023	67 681
Financement à recevoir	2 765	3 045	1 607
Subvention à recevoir pour le passif environnemental	863	3 147	3 049
Subvention à recevoir découlant d'un décret lié à l'application initiale des PCGR du Canada	17 829	18 532	18 565
Ajustements des recomptages de l'effectif étudiant	13 951	2 129	8 260
Autres subventions à recevoir	79 776	61 960	49 327
	186 038	159 836	148 489

(c) Le solde des subventions et autres sommes à recevoir du MESRST est composé de :

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Subvention à recevoir pour les passifs environnementaux	8 674	6 450	6 450
Financement à recevoir*	246 812	270 310	290 131
Subvention à recevoir découlant d'un décret lié à l'application initiale des PCGR du Canada	9 398	12 241	12 240
Ajustements des recomptages de l'effectif étudiant	3 347	1 886	4 446
Autres subventions	17	1 476	5 280
	268 248	292 363	318 547

* Au fonds des immobilisations, le financement à recevoir représente l'écart entre les produits de subventions constatées conformément à la méthode du report (voir la note 3, « Principales méthodes comptables », pour davantage d'information) et les sommes encaissées à ce jour ou versées directement par le MESRST en remboursement des emprunts à long terme.

10 - PLACEMENTS

À court terme

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Bons du Trésor	190	219	934
Dépôts à terme, 1,14 %, échéant à différentes dates jusqu'en février 2014	20 163	18 863	33 001
Obligations municipales, 4,23 %, échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2040	395	204	—
	20 748	19 286	33 935

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

10 - PLACEMENTS (suite)

À long terme	2013-04-30		
	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Actions de sociétés publiques	2 918	3 770	10 745
Obligations de sociétés publiques, 1,27 % à 6,15 %, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2053	5 566	5 178	4 957
Fonds communs d'actions	63	229	171
Fonds communs obligataires	—	96	89
Fonds de marché monétaire	5 475	3 735	3 140
Actions de sociétés fermées	183	203	163
Obligations d'organismes gouvernementaux, 4,23 % à 5,25 %, échéant à différentes dates de mai 2013 à décembre 2021	339	303	317
Placement immobilier	360	338	338
Obligations du gouvernement fédéral, 1,38 % à 5,75 %, échéant à différentes dates jusqu'en juin 2036	106	1 253	2 452
Obligations municipales, 0,76 % à 3,42 %, échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2040	6 018	6 752	6 094
Obligations du gouvernement provincial, 0,93 % à 5,27 %, échéant à différentes dates jusqu'en septembre 2049	37 207	33 306	29 212
Dévaluations convertibles (a)	100	595	595
	58 335	55 758	58 273

(a) Dévaluations convertibles en actions ordinaires d'une société fermée sur laquelle l'ÉTS exerce une influence notable, garanties par une hypothèque principale de premier rang avec intérêts au taux annuel de 12 % ainsi que par l'universalité des biens meubles corporels et incorporels présents et futurs, 4,5 %, échéant le 28 février 2015.

11 - AVANTAGE LIÉ AU BAIL

Au cours de l'exercice 2013, la TÉLUQ a procédé à la signature d'une convention de bail d'une durée de 20 ans avec une possibilité de prolongation pour une période additionnelle de 10 ans, et ce, aux mêmes prix et conditions. Des travaux de base au coût de 2 053 683 \$ ont été assumés par la TÉLUQ en contrepartie d'une réduction du prix de base du loyer calculée en tenant compte d'un amortissement basé sur un taux de 8 % et une période de 20 ans. L'avantage lié au bail est amorti sur la base de la méthode linéaire sur une période correspondant à la durée du bail, incluant la période de prolongation, soit une période de 30 ans.

	2013-04-30		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Avantage lié au bail	2 054	48	2 006

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

12 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2013-04-30		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	73 256	—	73 256
Terrains de football et de soccer	1 899	1 306	593
Améliorations de terrains	20 590	7 574	13 016
Bâtiments	1 562 463	410 223	1 152 240
Améliorations majeures aux bâtiments	339 090	110 057	229 033
Construction en cours	7 570	—	7 570
Améliorations locatives	9 472	2 314	7 158
Matériel et équipements			
Équipement informatique	74 804	55 799	19 005
Équipement de communication et multimédia	26 421	16 255	10 166
Mobilier et équipement de bureau	27 509	21 011	6 498
Autres équipements	29 439	14 675	14 764
Équipement spécialisé à l'enseignement et à la recherche	281 812	150 818	130 994
Réseau de télécommunications	15 708	9 129	6 579
Documents de bibliothèque et manuels pédagogiques	74 810	54 065	20 745
Matériel roulant	3 101	2 113	988
Autre actif corporel	28 191	10 912	17 279
Actifs non amortissables	9 425	—	9 425
	2 585 560	866 251	1 719 309
Immobilisations corporelles louées			
Terrain	1 515	—	1 515
Bâtiment	22 737	1 512	21 225
	2 609 812	867 763	1 742 049

	2012-04-30		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	71 598	—	71 598
Terrains de football et de soccer	1 899	1 116	783
Améliorations de terrains	19 225	6 668	12 557
Bâtiments	1 500 008	379 402	1 120 606
Améliorations majeures aux bâtiments	303 130	100 279	202 851
Construction en cours	54 672	—	54 672
Améliorations locatives	3 546	1 739	1 807
Matériel et équipements			
Équipement informatique	73 126	53 391	19 735
Équipement de communication et multimédia	25 636	15 264	10 372
Mobilier et équipement de bureau	25 976	18 511	7 465
Autres équipements	29 009	15 348	13 661
Équipement spécialisé à l'enseignement et à la recherche	265 420	135 561	129 859
Réseau de télécommunications	12 455	7 718	4 737

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

12 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	2012-04-30		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Documents de bibliothèque et manuels pédagogiques	78 298	53 978	24 320
Matériel roulant	3 098	1 830	1 268
Autre actif corporel	22 176	3 888	18 288
Actifs non amortissables	6 646	—	6 646
	2 495 918	794 693	1 701 225
Immobilisation corporelle louée			
Bâtiment	24 253	1 057	23 196
	2 520 171	795 750	1 724 421
	2011-05-01		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Terrains	71 586	—	71 586
Terrains de football et de soccer	1 899	926	973
Améliorations de terrains	21 281	9 444	11 837
Bâtiments	1 450 526	349 473	1 101 053
Améliorations majeures aux bâtiments	262 187	90 666	171 521
Construction en cours	57 117	—	57 117
Améliorations locatives	4 333	2 211	2 122
Matériel et équipements			
Équipement informatique	64 008	43 698	20 310
Équipement de communication et multimédia	21 240	13 644	7 596
Mobilier et équipement de bureau	24 742	15 639	9 103
Autres équipements	27 872	13 682	14 190
Équipement spécialisé à l'enseignement et à la recherche	246 556	118 336	128 220
Réseau de télécommunications	11 534	6 518	5 016
Documents de bibliothèque et manuels pédagogiques	76 853	49 768	27 085
Matériel roulant	2 896	1 522	1 374
Autre actif corporel	18 806	3 304	15 502
Actifs non amortissables	5 988	—	5 988
	2 369 424	718 831	1 650 593
Immobilisations corporelles louées			
Bâtiment	24 130	602	23 528
Équipements	321	287	34
	2 393 875	719 720	1 674 155

Au cours de l'exercice, l'Université n'a pas procédé à la radiation d'immobilisations corporelles complètement amorties (montant de 2 030 982 \$ en 2012).

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

13 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2013-04-30		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Développement informatique	32 199	16 913	15 286
Logiciels	8 703	5 271	3 432
Autre actif incorporel	13 309	8 419	4 890
	54 211	30 603	23 608
	2012-04-30		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Développement informatique	37 280	18 063	19 217
Logiciels	15 517	9 962	5 555
Autre actif incorporel	9 421	1 447	7 974
	62 218	29 472	32 746
	2011-05-01		
	Amortissement		Coût
	Coût	cumulé	non amorti
	\$	\$	\$
Développement informatique	30 328	12 257	18 071
Logiciels	13 336	7 403	5 933
Autre actif incorporel	7 842	55	7 787
	51 506	19 715	31 791

14 - EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires, d'un montant total autorisé de 558 205 000 \$ (495 010 000 \$ en 2012 et 483 150 000 \$ en 2011), dont 287 000 000 \$ pour les immobilisations subventionnées en vertu du Plan quinquennal des investissements universitaires, portent intérêt à des taux de 1,33 % à 1,53 % (1,30 % à 1,50 % en 2012 et 1,18 % à 1,6 % en 2011) ou au taux préférentiel de 3 % (3 % en 2012 et 2011) et seront renégociables en 2013-2014.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

15 - CRÉDITEURS ET AUTRES DETTES DE FONCTIONNEMENT

À court terme

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>	<u>2011-05-01</u>
	\$	\$	\$
Autres passifs financiers			
Comptes fournisseurs et charges à payer	82 037	85 376	81 743
Salaires et charges sociales à payer	56 260	50 672	65 974
Vacances courues	40 291	42 751	40 031
Retenues sur les contrats	1 461	7 420	7 619
Crédits d'enseignement en réserve	4 236	3 811	3 524
Subventions à rembourser au MESRST pour la variation de l'effectif étudiant	16 971	10 460	14 805
Autres sommes à payer au MESRST	47	658	640
Sommes à payer à des ministères et autres organismes gouvernementaux	1 005	991	811
Autres	14 267	14 727	15 280
	<u>216 575</u>	<u>216 866</u>	<u>230 427</u>

À long terme

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>	<u>2011-05-01</u>
	\$	\$	\$
Autre passif financier			
Dû au Centre de l'entrepreneuriat technologique de l'ÉTS (CENTECH), intérêt basé sur le taux moyen des emprunts (3 %; 3 % en 2012; 2,91 % en 2011), sans modalités de remboursement	81	129	96

Les sommes à remettre à l'État totalisent 13 802 000 \$ (12 817 000 \$ en 2012; 10 813 000 \$ en 2011).

16 - APPORTS REPORTÉS DU FONDS AVEC RESTRICTIONS

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>	<u>2011-05-01</u>
	\$	\$	\$
Solde au début	130 218	126 541	126 337
Sommes encaissées pour le prochain exercice	193 452	186 812	158 755
Sommes constatées à titre de produit de l'exercice	(189 263)	(183 135)	(158 551)
Solde à la fin	<u>134 407</u>	<u>130 218</u>	<u>126 541</u>

Ces apports reportés représentent des ressources non utilisées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à couvrir les charges du fonds avec restrictions.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

17 - DETTE À LONG TERME

	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>	<u>2011-05-01</u>
	\$	\$	\$
Fonds de fonctionnement			
Prêts à terme, remboursés au cours de l'exercice	-	-	9 775
Tranche échéant à moins de un an	-	-	9 775
	-	-	-
	<u>2013-04-30</u>	<u>2012-04-30</u>	<u>2011-05-01</u>
	\$	\$	\$
Fonds des immobilisations			
Emprunts, portant intérêt à des taux variables de 1,20 % à 1,23 %, remboursables par versements mensuels variables, échéant à différentes dates jusqu'en septembre 2034 (a)	129 654	126 911	115 775
Débetures générales au taux moyen pondéré de 4,78 % (4,89 % en 2012; 4,90 % en 2011) assorties d'un fonds d'amortissement, échéant de 2013 à 2015 (b)	14 640	23 350	25 570
Effets à payer, taux moyen pondéré de 3,58 % (3,79 % en 2012; 3,98 % en 2011), remboursables par versements annuels à des fonds d'amortissement à différentes dates jusqu'en 2034 (b)	906 046	915 056	966 204
Emprunt bancaire, coût des fonds majoré de 0,30 % (5 %; 5 % en 2012 et 2011), remboursable par versements semestriels de 1 786 666 \$, échéant en avril 2014	3 572	7 146	10 719
Emprunt bancaire, portant intérêt au taux de 4,58 %, remboursable par versements semestriels de 893 333 \$, échéant en novembre 2015	5 360	7 147	8 933
Prêt à terme sous forme d'acceptations bancaires, taux moyen pondéré de 3,80 % (3,80 % en 2012; 4,27 % en 2011), avec renouvellement des acceptations bancaires tous les trois mois, échéant en février 2014 (c)	18 373	19 130	25 133
Débetures non garanties de premier rang, série A, 5,86 %, valeur nominale de 150 000 000 \$, échéant en 2044, intérêts payables semestriellement	146 192	146 068	145 944
Obligation découlant d'un bail emphytéotique relative à des actifs ayant une valeur nette aux livres de 25 303 824 \$, portant intérêt au taux de 6,15 %, remboursable par versements mensuels de 169 318 \$, capital et intérêts, basée sur une période d'amortissement de 25 ans, jusqu'en 2033	22 797	23 407	23 975

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

17 - DETTE À LONG TERME (suite)

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Emprunts, garantis par une hypothèque immobilière sur des loyers, portant intérêt au taux variable des acceptations bancaires canadiennes de trois mois (1,23 %; 1,23 % en 2012; 1,22 % en 2011), remboursables par versements semestriels, échéant en décembre 2023 et 2033 (d)	38 769	39 912	40 996
Emprunt, portant intérêt au taux variable des acceptations bancaires canadiennes de trois mois (1,23 %; 1,26 % en 2012; 1,10 % en 2011), remboursable par versements trimestriels de 236 557 \$, capital et intérêt, échéant en novembre 2019 (e)	33 567	34 516	35 424
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition d'un bâtiment, portant intérêt au taux de 7,25 %, remboursable par versements mensuels de 170 119 \$ incluant les intérêts, échéant en décembre 2034, avec option d'achat à 1 \$ à l'échéance	22 759	23 200	23 551
Emprunts à Financement-Québec, garantis par la subvention gouvernementale octroyée par le MESRST, portant intérêt à des taux fixes variant de 2,56 % à 4,32 %, remboursables par versements annuels de 1 110 507 \$ (les versements annuels sont assumés par le MESRST), capital et intérêts, échéant à différentes dates jusqu'en avril 2021	10 203	11 013	8 650
Emprunt, garanti par Financement-Québec, 2,87 %, remboursable par versements semestriels de 771 354 \$, capital et intérêts, échéant en juin 2019	12 657	12 342	5 773
Emprunts, portant intérêt à des taux fixes variant de 1,40 % à 2,78 % (1,81 % à 2,78 % en 2012 et 2011), remboursables par versements semestriels de 3 319 019 \$, capital et intérêts, échéant à différentes dates jusqu'en juin 2019	22 032	13 871	-
Billets, garantis par la subvention gouvernementale octroyée par le MESRST, portant intérêt à des taux fixes variant de 1,84 % à 1,92 %, remboursables par versements semestriels de 406 894 \$, incluant capital, frais de gestion, frais d'émission et d'intérêts, échéant à différentes dates jusqu'en juin 2016	2 123	2 497	-
Emprunts hypothécaires, garantis par des bâtiments, des résidences et un terrain d'une valeur nette comptable de 5 267 704 \$, portant intérêt à des taux fixes variant de 2,96 % de 3,14 % (4,14 % en 2012 et 2011), remboursables par versements mensuels de 19 726 \$, échéant en mars 2018	2 968	1 617	1 665
Emprunts, portant intérêt à des taux fixes variant de 4,77 % à 5,65 %, remboursables par versements mensuels de 80 028 \$, échéant à différentes dates jusqu'en mars 2016	6 300	6 782	7 362

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

17 - DETTE À LONG TERME (suite)

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01		
	\$	\$	\$		
Emprunt, portant intérêt à des taux fixes variant de 1,43 % à 2,10 %, remboursable par versements semestriels de 693 683 \$, capital et intérêts, échéant à différentes dates jusqu'en mai 2016 (f)	3 137	2 198			
Autres dettes, taux variables, échéant à différentes dates jusqu'en mars 2016	4 555	4 049	4 360		
	1 405 704	1 420 212	1 450 034		
	307 860	210 509	168 144		
	1 097 844	1 209 703	1 281 890		
Tranche échéant à moins de un an					
(a) L'UQAM et l'ÉTS ont procédé, au moyen d'ententes de swap de taux d'intérêt avec des institutions financières décrites à la note 18, à la conversion de ses emprunts à terme à taux variable en emprunts à taux fixe de 2,14 % à 5,14 %.					
(b) Ces emprunts sont garantis, capital et intérêts, par le crédit général de l'UQ et par le transport de subventions du MESRST accordées par décrets, payables à même les crédits à être votés annuellement par l'Assemblée nationale du Québec conformément à la Loi sur les investissements universitaires.					
(c) L'UQ a procédé, au moyen d'une entente de swap de taux d'intérêt avec une institution financière décrite à la note 18, à la conversion d'un emprunt à terme de 21 115 000 \$ à l'origine (18 372 700 \$ au 30 avril 2013), portant intérêt à taux variable de trois mois basé sur l'indice de référence des acceptations bancaires de moins de un an (CDOR) en emprunt à taux fixe de 3,72 %.					
(d) L'UQ a procédé, au moyen d'une entente de swap de taux d'intérêt avec une institution financière décrite à la note 18, à la conversion de l'emprunt à terme de 43 000 000 \$ à l'origine, portant intérêt au taux variable CDOR de trois mois en emprunt à taux fixe de 5,35 %.					
(e) L'INRS a conclu une entente de swap de taux d'intérêt avec une institution financière, échéant en novembre 2019, qui convertit l'emprunt à terme portant intérêt au taux variable CDOR de trois mois en emprunt à taux fixe de 5 % (incluant 1,25 % de frais d'estampillage). Le montant nominal de référence du swap a été fixé à 33 568 526 \$.					
(f) Le gouvernement prend à sa charge le capital et les intérêts de ces emprunts. Les montants payables par le gouvernement sont grevés d'une hypothèque mobilière en faveur de Financement-Québec.					
Les remboursements à effectuer sur la dette au cours de chacune des cinq prochaines années se détaillent comme suit :					
	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	\$	\$	\$	\$	\$
Billets, débetures et autres dettes	306 742	222 929	116 239	143 711	51 937
Contrats de location-acquisition (incluant la portion intérêt)	4 073	4 073	4 073	4 073	4 073
	310 815	227 002	120 312	147 784	56 010

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

18 - SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT

Swaps de taux d'intérêt sur lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée

L'UQ et l'UQAM ont contracté les swaps de taux d'intérêt fixe-variable suivants afin de couvrir les variations des flux de trésorerie ayant trait à une tranche de la dette à long terme à taux variable dans le fonds des immobilisations.

Date d'échéance	Taux d'intérêt fixe %	2013-04-30		2012-04-30	2011-05-01	Variation \$
		Valeur nominale \$	Juste valeur \$	Juste valeur \$	Juste valeur \$	
Décembre 2023 et 2033	5,35	38 769	(11 388)	(10 267)	(5 965)	(1 121)
Février 2012	5,52	3 993	—	—	(154)	—
Décembre 2011	4,48	9 775	—	—	(207)	—
Février 2014	3,80	18 373	(174)	(300)	(215)	126
Septembre 2011	6,10	1 307	—	—	(16)	—
Novembre 2015	2,14 à 3,28	25 623	(451)	(723)	(650)	272
		97 840	(12 013)	(11 290)	(7 207)	(723)

Swaps de taux d'intérêt sur lesquels la comptabilité de couverture est appliquée

Les 18 avril 2007, 3 mai 2007, 8 septembre 2008 et 13 mai 2011, l'ÉTS a conclu des ententes de swap de taux d'intérêt, échéant en novembre 2027, en avril 2032 et en septembre 2034. En vertu de chacun des contrats, des versements ou encaissements, correspondant à la différence entre les taux d'intérêt fixes de 5,07 %, 5,065 %, 4,605 % et 5,1357 % et le taux variable basé sur le taux CDOR (1,22 %; 1,20 % en 2012; 1,202 % en 2011), sont effectués. Le montant nominal de référence des ententes de swap conclues par l'ÉTS est de 104 097 301 \$ (106 486 914 \$ en 2012; 77 009 372 \$ en 2011). Ces contrats de swap sont qualifiés d'instruments de couverture de la dette long terme, et les paiements y afférents sont donc comptabilisés à l'état des produits et charges consolidés au fur et à mesure qu'ils sont effectués, à titre d'ajustements des frais d'intérêts.

L'INRS a conclu une entente de swap de taux d'intérêt, échéant en novembre 2019, en vertu duquel il verse des intérêts à un taux fixe de 4,89 % (4,89 % en 2012; 5 % en 2011) et reçoit des intérêts à un taux variable basé sur le CDOR de 1,22 % (1,26 % en 2012; 1,10 % en 2011). Le montant nominal de référence du contrat de swap a été fixé à 33 568 526 \$.

Ces contrats de swap sont qualifiés d'instruments de couverture de la dette long terme, et les paiements y afférents sont donc comptabilisés à l'état des produits et charges consolidés au fur et à mesure qu'ils sont effectués, à titre d'ajustements des frais d'intérêts.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

19 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

	2013-04-30 \$	2012-04-30 \$	2011-05-01 \$
a) Les engagements non inscrits aux livres pour commandes non complétées d'achat de biens et de services se répartissent comme suit :			
Fonds de fonctionnement	73 221	76 946	73 586
Fonds avec restrictions	4 743	3 882	6 849
Fonds des immobilisations	28 616	19 342	44 263
Fonds de dotation	25 946	—	—
b) Les baux à long terme pour des immeubles et des équipements payables mensuellement représentent des engagements totalisant 28 480 558 \$ et se répartissent comme suit :			\$
2013-2014			6 508
2014-2015			5 401
2015-2016			4 195
2016-2017			3 830
2017-2018			3 955
2018 et suivantes			4 591
			28 481

Des baux contiennent certaines clauses d'ajustement pour les taxes et les services liés à la location des immeubles et de pénalités pour non-renouvellement.

- c) L'Université s'est engagée, en vertu de contrats de service et de location échéant à différentes dates d'avril 2014 à janvier 2035, à verser une somme de 29 641 126 \$ (29 647 000 \$ en 2012; 25 952 000 \$ en 2011) pour différents services et locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 5 948 544 \$ en 2014, à 2 598 488 \$ en 2015, à 2 415 732 \$ en 2016, à 1 097 835 \$ en 2017 et à 1 086 142 \$ en 2018.
- d) Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel enseignant de l'ÉTS et de l'UQAM au titre des crédits d'enseignement en réserve représentent 11 878 791 \$ (12 434 764 \$ en 2012; 12 062 848 \$ en 2011).
- e) L'UQAC s'est engagée, d'après un bail échéant le 31 mars 2015, à louer un terrain. En contrepartie, elle s'est engagée à construire un bâtiment d'une valeur approximative de 4 150 000 \$ (3 000 000 \$ en 2012) qui sera remis, sans compensation aucune, au locateur à la fin du bail.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

19 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

f) L'UQTR a acquis la Collection Robert-Lionel Séguin dans une convention datée du 1er avril 1983. Cet engagement est payable au vendeur sa vie durant par une annuité de 65 000 \$, jusqu'à un maximum de 2 795 000 \$, plus une somme de 150 000 \$ payable aux ayants droit du vendeur. Pour financer cette acquisition, le MESRST a versé une subvention de 300 000 \$ qui a été placée dans le fonds de dotation et dont les produits annuels servent au remboursement d'une partie de l'engagement. Au 30 avril 2013, le solde éventuel de cet engagement est de 955 750 \$ (1 020 750 \$ en 2012 et 1 085 750 \$ en 2011) et la valeur capitalisée de la Collection Robert-Lionel Séguin à cette date est de 1 989 250 \$ (1 924 250 \$ en 2012 et 1 859 250 \$ en 2011).

En octobre 1991, l'UQTR a signé avec la Corporation du Musée des arts et traditions populaires du Québec un protocole d'une durée de 10 ans, lequel a été prolongé de un an, le 8 novembre 2001. Ce protocole confie au musée la gestion de la Collection Robert-Lionel Séguin et de collections complémentaires, propriétés de l'UQTR.

Le 10 décembre 2002, il y a eu prolongation d'une autre année et depuis le dossier est en attente de règlement.

- g) Au cours de l'exercice 2013, la société en commandite Centre NAD a fait l'objet d'une dissolution. Lors de l'acquisition des actifs du Centre NAD, l'UQAC a signé une convention de partage des excédents avec le Cégep de Jonquière, à compter de l'exercice 2014. Pour les exercices 2014 à 2017, la convention prévoit un partage de 50 % de l'excédent des revenus sur les dépenses annuelles de Centre NAD. Ladite convention est renouvelable à l'échéance. En date des présentes, il est impossible d'évaluer le montant que l'UQAC pourrait être appelée à verser.
- h) À la suite de la cession du Planétarium Dow par la Ville de Montréal à l'ÉTS, celle-ci s'est engagée à y investir, d'ici avril 2016, un montant de 5 000 000 \$ pour la réfection de l'immeuble.
- i) Des poursuites en dommages et intérêts d'un total de 2 134 000 \$ sont pendantes contre certains établissements de l'Université du Québec. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, en conséquence, aucune provision n'a été inscrite aux livres à cet égard. Ces poursuites se répartissent comme suit entre les établissements :

	\$
UQAM	1 514
UQTR	620
	<u>2 134</u>

- j) Le 26 février 2014, par le décret 174-2014 le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie a été autorisé à accorder une contribution financière non remboursable d'un montant maximal de 8 800 000 \$ à l'UQTR payable sur 10 ans à compter de l'exercice financier 2014-2015.

Ce décret a permis d'amorcer le processus de dissolution du CIPP inc., un organisme apparenté à l'UQTR auprès duquel, au 30 avril 2013, l'UQTR avait des sommes à recevoir de 2 184 954 \$ et de 3 500 000 \$.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

19 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

Dans les étapes de cette dissolution, le cégep de Trois-Rivières et l'UQTR se partageront les actifs selon les ententes en vigueur. De plus, l'UQTR assumera la majeure partie des dettes de l'organisme suite à la réception de la subvention décrite précédemment et au transfert du solde d'une subvention à recevoir du CIPP inc. Ultérieurement, il est prévu en date des présentes que cette restructuration conduira l'UQTR à devoir assumer une perte estimée à 1 675 000 \$.

- k) Dans le cours normal de ses activités, l'INRS est partie à diverses réclamations. Une réclamation pour laquelle une provision de 1 000 000 \$ avait été comptabilisée a été réglée le 3 septembre 2013 pour une somme de 1 007 962 \$. L'issue des autres réclamations en cours au 30 avril 2013 ne peut être déterminée, ou celles-ci sont jugées non fondées par la direction, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée.
- l) À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, l'UQAM a mis en place un processus d'évaluation des postes et l'a présenté aux différents syndicats représentant ses employés. À la suite de cette démarche, l'UQAM a commencé à verser des sommes en vertu de cette loi. La direction de l'UQAM n'est pas en mesure de faire une estimation raisonnable du montant qui pourrait éventuellement être payable, mais elle a comptabilisé une provision qu'elle juge raisonnable du montant minimum qui pourrait être éventuellement être payable. La direction procédera à une mise à jour de cette estimation périodiquement.
- m) L'UQAR fait l'objet de plaintes déposées auprès de la Commission de l'équité salariale en lien avec le processus d'évaluation des postes effectué et des sommes versées en vertu de la Loi sur l'équité salariale. Considérant les informations reçues à ce jour en lien avec ces plaintes, l'UQAR ne peut déterminer le dénouement de ces plaintes ni les montants qui pourraient éventuellement être payables et, par conséquent, aucune provision ne figure aux états financiers.
- n) Cautionnement et lettres de garantie bancaire

En vertu d'une résolution du conseil d'administration, l'UQAM s'est portée garante, au bénéfice de la Fondation de l'Université du Québec à Montréal, du solde négatif du fonds général de la Fondation, et ce, jusqu'à concurrence de ce solde, mais pour un montant n'excédant pas 1 000 000 \$.

L'UQAC cautionne, conjointement avec d'autres sociétaires, un emprunt bancaire de La Centrale de Chauffage S.E.N.C. jusqu'à concurrence de 400 000 \$. Au 30 avril 2013, le solde de cet emprunt est de 28 849 \$. Elle a également cautionné deux effets à payer de la Corporation d'aide au Pavillon sportif de l'UQAC (CAPS) jusqu'à concurrence de 426 454 \$. Au 30 avril 2012, ces emprunts totalisaient 67 579 \$. Finalement, elle a consenti un cautionnement pour un effet à payer de la CAPS jusqu'à concurrence d'un montant de 150 000 \$. Le solde de cet effet à payer s'établit à 112 380 \$ au 30 avril 2013.

L'UQO se porte garante d'une marge de crédit de la Fondation de l'Université du Québec en Outaouais jusqu'à un montant de 300 000 \$. La marge de crédit est inutilisée au 30 avril 2013 (150 000 \$ en 2012).

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

19 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

L'UQAR cautionne, conjointement avec deux autres corporations, un emprunt bancaire du Centre de recherche sur les biotechnologies marines (CRBM) jusqu'à concurrence de 422 839 \$ représentant 50 % du solde de l'emprunt en date du 6 octobre 2010. Au 30 avril 2013, le solde de l'emprunt est de 691 039 \$. Elle se porte également garante des marges de crédit de 100 000 \$ de RÉFORMAR (organisme contrôlé) et du Centre interdisciplinaire de développement en cartographie des océans (CIDCO). Au 30 avril 2013, ces marges de crédit ne sont pas utilisées.

- o) Un recensement effectué démontre que l'UQAC et l'UQAM sont propriétaires de terrains contaminés. En vertu de la réglementation en matière d'environnement, elles pourraient être tenues de réaliser des travaux de décontamination. Les coûts estimatifs de ces travaux de décontamination ont été comptabilisés à titre de passif. Un compte à recevoir égal au passif a également été comptabilisé, puisque le gouvernement du Québec a signifié qu'il assumera les coûts relativement à ces terrains. En raison des difficultés inhérentes à l'estimation des coûts de décontamination, il subsiste une incertitude relative à la mesure à l'égard de ce passif.
- p) L'UQAM, l'UQAC, l'UQAR, l'UQO ainsi que d'autres établissements des réseaux universitaire et collégial québécois font l'objet d'une requête en recours collectif intenté par des étudiants à la suite du conflit étudiant de l'hiver 2012. L'issue de ce litige ne peut être déterminée et le montant de la perte éventuelle pouvant résulter de ce litige ne peut être estimée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers consolidés. Par ailleurs, les universités ont référé ce dossier à leur assureur qui se charge des frais reliés à la défense de ce recours.

20 - APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés comprennent le solde non amorti d'apports reçus sous forme d'immobilisations.

Ces apports reportés ont varié comme suit au cours de l'exercice :

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$
Solde au début	326 540	282 016	248 457
Sommes encaissées au cours de l'exercice	70 030	109 233	91 180
Sommes constatées à titre de produit de l'exercice	(69 591)	(64 709)	(57 621)
Solde à la fin	326 979	326 540	282 016

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

21 - RÉGIME DE RETRAITE ET D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Régimes d'avantages sociaux à prestations déterminées

L'Université évalue ses obligations au titre des prestations constituées pour les besoins de la comptabilité au 30 avril de chaque année. L'évaluation actuarielle la plus récente du Programme supplémentaire de retraite (PSR) pour les cadres supérieurs de l'Université du Québec aux fins de la capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2010 avec extrapolation au 30 avril 2013 pour les coûts constatés dans l'année financière 2012-2013. Les évaluations actuarielles les plus récentes pour le RRUQ, les régimes d'assurance collective et de prestations de départ aux fins de la capitalisation ont été effectuées en date du 31 mars 2012 avec extrapolation au 30 avril 2013.

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux futurs et des montants inscrits dans les états financiers consolidés

	RRUQ			Régime de retraite - PSR		
	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations constituées	(4 544 263)	(4 002 720)	(3 285 948)	(14 534)	(12 594)	(11 154)
Valeur marchande des actifs du régime	2 789 965	2 543 560	2 466 343	-	-	-
Solde des montants non amortis	1 003 194	847 177	261 101	2 412	1 216	240
Passif au titre des prestations constituées	(751 104)	(611 983)	(558 504)	(12 122)	(11 378)	(10 914)

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

21 - RÉGIME DE RETRAITE ET D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

	Régime d'assurance collective			Régime de prestations de départ		
	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations constituées	(48 516)	(44 555)	(43 731)	(191 323)	(183 100)	(138 210)
Valeur marchande des actifs du régime	-	-	-	-	-	-
Solde des montants non amortis	(915)	(2 339)	(411)	49 793	43 274	(3 030)
Passif au titre des prestations constituées	(49 431)	(46 894)	(44 142)	(141 530)	(139 826)	(141 240)

Coûts des avantages sociaux futurs constatés dans l'exercice

	2013-04-30	2012-04-30
	\$	\$
RRUQ	193 245	105 162
Régime de retraite - PSR	1 106	1 119
Régime d'assurance collective	3 860	3 945
Régime de prestations de départ	20 547	15 612

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

21 - RÉGIME DE RETRAITE ET D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	RRUQ			Régime de retraite – PSR		
	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	%	%	%	%	%	%
Obligations au titre des prestations constituées						
Taux d'actualisation	4,00	4,50	5,25	4,00	4,50	5,25
Taux de croissance de la rémunération	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
Coût des prestations						
Taux de rendement prévu à long terme sur les actifs du régime	5,75	6,00	6,75	–	–	–
Taux d'actualisation	4,50	5,25	5,50	4,50	5,25	5,50
Taux de croissance de la rémunération	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
	Régime d'assurance collective			Régime de prestations de départ		
	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
	%	%	%	%	%	%
Obligations au titre des prestations constituées						
Taux d'actualisation	3,00	3,25	4,25	3,00	3,25	4,25
Taux de croissance de la rémunération	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
Coût des prestations						
Taux de rendement prévu à long terme sur les actifs du régime	–	–	–	–	–	–
Taux d'actualisation	3,25	4,25	4,50	3,25	4,25	4,50
Taux de croissance de la rémunération	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

21 - RÉGIME DE RETRAITE ET D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE (suite)

Les taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé sont fondés sur les éléments suivants :

	2013-04-30	2012-04-30	2011-05-01
Taux tendanciel initial du coût des soins de santé	7,80 %	8,10 %	9,00 %
Niveau vers lequel baisse le taux tendanciel	5,30 %	5,30 %	5,00 %
Année où le taux devrait se stabiliser	2022	2022	2016

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

22 - ORGANISMES APPARENTÉS

Les états financiers des organismes apparentés aux universités constituantes, écoles supérieures et institut de recherche de l'Université sont annexés ou inclus en notes aux états financiers de ceux-ci.

En plus des opérations entre apparentés présentées distinctement aux états financiers consolidés, l'Université est apparentée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Université n'a conclu aucune opération commerciale avec ses apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers consolidés.

23 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'Université est exposée sont détaillés ci-après.

Risque de taux d'intérêt

Les placements et des dettes à long terme portant intérêt à taux fixe exposent l'Université au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les emprunts bancaires et des dettes à long terme portant intérêt à taux variable exposent l'Université à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de l'Université ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

L'Université conclut des contrats de swap visant à couvrir le risque de flux de trésorerie auquel elle est exposée, en vertu desquels elle échange son taux d'intérêt variable contre un taux fixe couvrant un emprunt à taux variable, tel que décrit à la note 18.

Risque de crédit

La valeur comptable aux bilans consolidés des actifs financiers de l'Université exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'Université est exposée.

– Débiteurs (droits de scolarité et autres) :

Le risque de crédit de l'Université provient principalement des débiteurs. L'Université n'exige pas de garantie de ses clients. Le solde des débiteurs est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de l'Université aux créances douteuses n'est pas importante.

Notes complémentaires

aux 30 avril 2013 et 2012 et au 1er mai 2011

(en milliers de dollars, sauf dans le texte)

23 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

– Subventions et réclamations à recevoir :

L'Université juge que le risque de crédit pour ces actifs est faible, car ils sont à recevoir de l'Université du Québec et d'organismes externes reconnus.

L'Université est également exposée au risque de crédit en raison du fait qu'elle se porte garante d'autres parties, comme il est détaillé à la note 19.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'Université dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires de montant autorisé suffisant. L'Université établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Valeur comptable des actifs financiers par catégorie

La valeur comptable des actifs financiers de l'Université qui sont évalués au coût après amortissement totalise 740 829 000 \$ (785 427 000 \$ en 2012; 755 698 000 \$ en 2011), tandis que celle des actifs financiers évalués à la juste valeur totalise 8 456 000 \$ (7 734 000 \$ en 2012; 14 056 000 \$ en 2011).

Passifs financiers garantis

Au 30 avril 2013, la valeur comptable des passifs financiers qui sont garantis est de 1 655 544 000 \$.

24 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Le papier utilisé dans ce document est
entièrement fabriqué au Québec.

Les pages intérieures sont imprimées
sur du papier certifié Éco-logo contenant
100 % de fibres postconsommation et
fabriqué à partir d'énergie renouvelable.

Position
FSC

LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

[UQAM] [UQTR] [UQAC] [UQAR] [UQO] [UQAT] [INRS] [ENAP] [ÉTS] [TÉLUQ]